

FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
[fondapol.org](http://fondapol.org)

# 2022

## LE RISQUE POPULISTE EN FRANCE

Sous la direction  
de Dominique Reynié

Un indicateur de la protestation électorale  
conçu par la Fondation pour l'innovation politique

**JUIN 2021**  
— VAGUE 4 —



# 2022

# LE RISQUE POPULISTE EN FRANCE

Sous la direction  
de Dominique Reynié

Un indicateur de la protestation électorale  
conçu par la Fondation pour l'innovation politique

**JUIN 2021**  
– VAGUE 4 –

## **DIRECTION**

Dominique REYNIÉ, directeur général de la Fondation pour l'innovation politique

## **RÉDACTION**

Abdellah BOUHEND, Victor DELAGE, Élisabeth GRANDJEAN,  
Madeleine HAMEL, Katherine HAMILTON, Dominique REYNIÉ

## **PRODUCTION**

Abdellah BOUHEND, Victor DELAGE, Anne FLAMBERT,  
Élisabeth GRANDJEAN, Katherine HAMILTON, Léo MAJOR

## **RELECTURE ET CORRECTION**

Francys GRAMET, Claude SADAJ

## **MAQUETTE ET RÉALISATION**

Julien RÉMY

Enquête conçue par la Fondation pour l'innovation politique

Réalisée par l'institut *“opinionway”*

L'équipe en charge de la réalisation de l'enquête :

Guillaume INIGO (directeur d'études),

Bruno JEANBART (vice-président),

Clément ROYAUX (chargé d'études)

## **IMPRESSION**

GALAXY Imprimeurs

## **PARUTION**

Juin 2021

### **Abréviations des différents partis politiques utilisées dans cette étude**

DLF : Debout la France ! • EELV : Europe Écologie-Les Verts • FdG : Front de gauche  
LFI : La France insoumise • FN : Front national • LO : Lutte ouvrière • LR : Les Républicains  
LREM : La République en marche • NPA : Nouveau Parti anticapitaliste • PCF : Parti communiste français  
PS : Parti socialiste • RN : Rassemblement national

# Sommaire

<b>Les principaux enseignements de la vague 4</b>	<b>4</b>
<b>Introduction</b>	<b>7</b>
1. Quatrième vague de l'indicateur de la protestation électorale, 2022, le risque populiste en France, conçu par la Fondation pour l'innovation politique	7
2. Ce que recouvre ici la notion de protestation électorale	8
3. La protestation électorale vient de loin. Retour sur les élections présidentielles depuis 1965	11
<b>I. À un an de la présidentielle, la disponibilité à la protestation électorale est solidement ancrée</b>	<b>12</b>
1. Le potentiel de la protestation électorale : vague 4	12
2. L'idée d'un candidat qui ne viendrait d'aucun parti séduit majoritairement (55 %)	15
3. L'élection de Marine Le Pen en 2022 : entre accident électoral et vote de rupture	18
4. La droitisation de l'électorat pourrait favoriser Marine Le Pen...	23
5. ... mais la crise sanitaire n'a pas altéré l'attachement à l'Europe	29
<b>II. La double crise de la représentation</b>	<b>31</b>
1. L'érosion du privilège de compétence accordé aux partis de gouvernement réduit le handicap des partis populistes	31
2. La représentation médiatique est remise en cause	38
<b>III. Fractures territoriales et rejet du centralisme alimentent la protestation électorale</b>	<b>44</b>
1. La disponibilité au vote protestataire croît fortement dans les communes rurales ainsi que dans les villes petites et moyennes	44
2. Le souhait majoritaire (74 %) est « que plus de décisions politiques soient prises dans les régions, les départements et les communes, et moins à Paris »	46
3. Classes moyennes et classes populaires semblent converger dans la protestation	47
4. Le soutien aux Gilets jaunes est un élément de la protestation électorale	50
<b>Le questionnaire de l'enquête</b>	<b>52</b>

# Les principaux enseignements de la vague 4

**1.** Les données de la vague 4 (avril 2021) confirment **la solidité du soutien dont bénéficie Marine Le Pen** dans une partie de l'opinion. **Pour le premier tour de l'élection présidentielle de 2022, son potentiel électoral est le plus élevé**, avec un potentiel électoral minimum de 10 % (« certains » de voter pour la candidate RN) et un potentiel électoral intermédiaire de 20 % (« certains » ou qui ont « de fortes chances » de voter pour la candidate RN).

Le potentiel électoral minimum d'**Emmanuel Macron** est de 5 % et son potentiel électoral intermédiaire de 16 %. Nouveau venu parmi les candidats probables à l'élection présidentielle, **Xavier Bertrand** voit son potentiel électoral minimum atteindre 3 % et son potentiel électoral intermédiaire 11 %.

Enfin, le potentiel électoral minimum de **Jean-Luc Mélenchon** est de 3 %, tandis que son potentiel électoral intermédiaire est de 8 %.

**2.** Le **potentiel de la protestation électorale demeure massif** : 78 % des répondants continuent d'envisager de voter lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2022 pour le RN, LFI, DLF ou LO/NPA, de s'abstenir ou de voter blanc.

**3.** La **proportion des personnes interrogées déclarant pouvoir s'abstenir ou voter blanc au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 demeure très élevée (56%)**, mais elle baisse cependant de 3 points par rapport à la vague précédente de septembre 2020 (59 %).

**4.** S'agissant de la disponibilité à voter pour un parti et non plus pour un(e) candidat(e) déclaré(e), nous relevons **une augmentation de la disponibilité à voter pour le RN au premier tour de l'élection présidentielle de 2022**, soit une progression de 4 points, passant de 30 % en septembre 2019 à 34 % en avril 2021. De l'autre côté du spectre politique, **LFI reste à un niveau proche de celui de septembre 2019** : 22 % en avril 2021, contre 20 % en septembre 2019.

**La disponibilité à voter pour LR reste stable, à un niveau élevé** (37 %, contre 36 % en septembre 2020).

**La disponibilité à voter pour le PS** (30 %, contre 31 % en septembre 2020) et **la disponibilité à voter pour LREM** (33 %, contre 34 % en septembre 2020) **sont également stables, à un niveau inférieur.**

**La disponibilité à voter pour EELV reste élevée mais elle est en fort recul**, de 7 points, passant de 42 % en septembre 2020 à 35 % en avril 2021.

**5.** Dans le cadre d'un second tour opposant **Emmanuel Macron à Marine Le Pen, l'écart s'est réduit en avril 2021**, avec 29 % de répondants indiquant être « certains » ou ayant « de fortes chances » de voter pour Emmanuel Macron et 25 % indiquant être « certains » ou ayant « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen.

**6.** Plus de la moitié (55 %) des personnes interrogées répondent qu'au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 elles pourraient **voter pour un(e) candidat(e) qui ne viendrait pas d'un parti politique.**

**7.** **Marine Le Pen pourrait bénéficier de transferts de voix de la part de la gauche** dans l'hypothèse d'un second tour l'opposant au président sortant. Un quart de ceux qui pourraient voter LO/NPA (26 %) ou LFI (22 %) au premier tour se disent « certains » ou ayant « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen en cas de second tour face à Emmanuel Macron.

**8.** **Les transferts de la droite vers Le Pen entre le premier et le second tour en 2022** : un quart de ceux qui pourraient voter LR (26 %) et 44 % qui pourraient voter DLF au premier tour se disent « certains » ou ayant « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen en cas de second tour face à Emmanuel Macron. Parmi les répondants déclarant leur disponibilité à voter pour Xavier Bertrand au premier tour, 32 % disent être « certains » ou avoir « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen dans le cadre d'un second tour l'opposant à Emmanuel Macron, tandis qu'un quart (24 %) s'abstiendrait ou voterait blanc.

# de l'indicateur de la protestation électorale

**9.** Presque quatre Français sur dix (38%) se situent à droite (niveaux 6 à 10 sur l'échelle gauche-droite). Ils ne sont que 18% à se situer à gauche (niveaux 0 à 4), tandis que 16% se situent au centre (niveau 5). Un quart (24%) des répondants ne se situent pas sur l'axe gauche-droite.

Depuis septembre 2019, la proportion de répondants se situant à droite a augmenté de 4 points, passant de 34% à 38%. Sur la même période, la proportion de répondants se situant à gauche a suivi une évolution de même ampleur mais de sens opposé, l'autopositionnement à gauche passant de 22% à 18%. L'avance de la droite sur la gauche, qui était de 12 points en septembre 2019, est passée à 20 points en avril 2021.

**10.** La droitisation de la jeunesse s'affirme : alors que 23% des 18-24 ans se situaient à droite (niveaux 6 à 10 sur l'échelle gauche-droite) en janvier 2020, ils étaient 27% en septembre 2020 et 33% en avril 2021, soit une augmentation de 10 points en quatorze mois. *A contrario*, ceux qui appartiennent aux jeunes générations sont moins nombreux à se situer au centre (19% en janvier 2020, 10% en avril 2021) et à gauche (18% en janvier 2020, 16% en avril 2021).

**11.** Placés devant l'hypothèse d'un second tour opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen, les électeurs qui se situent à droite sont sensiblement plus nombreux à être « certains » ou à avoir de « fortes chances » de voter pour la candidate du RN (38%) que de voter pour le président sortant (33%).

**12.** La majorité (59%) des personnes « certaines » ou qui ont de « fortes chances de voter » Marine Le Pen au premier tour en 2022 ne souhaitent pas que la France quitte l'Union européenne ; une majorité plus grande encore (68%) souhaite conserver l'euro. La quasi-totalité des personnes « certaines » ou qui ont de « fortes chances de voter » pour Jean-Luc Mélenchon souhaitent que leur pays ne quitte ni l'Europe (85%) ni l'euro (84%).

**13.** Malgré les controverses qui ont marqué la gestion de la crise sanitaire, l'attachement à l'Union européenne n'a pas été altéré. Ainsi, comme dans les vagues précédentes, 79% des électeurs souhaitent rester dans l'Union européenne.

**14.** L'érosion du privilège de compétence des partis de gouvernement réduit le handicap des partis populistes. Ce phénomène est particulièrement favorable à Marine Le Pen : 21% des personnes interrogées la jugent « plus à même de répondre aux préoccupations des Français » que « les autres femmes et hommes politiques ». La proportion est la même (20%) s'agissant d'Emmanuel Macron. En revanche, seuls 11% des répondants estiment que Jean-Luc Mélenchon est « plus à même de répondre aux préoccupations des Français » que « les autres femmes et hommes politiques ».

**15.** Pour une majorité des personnes interrogées, les partis d'opposition, de droite ou de gauche, n'auraient pas fait mieux s'ils avaient eu à gérer la pandémie.

**16.** Les électeurs proches du RN ou de LR sont plus nombreux à utiliser les chaînes d'information en continu comme source d'information : 40% des personnes proches du RN et 33% des personnes proches de LR, contre 30% des personnes proches de LREM, 27% des proches du PS, 25% de EELV et 25% du PCF ou de LFI, et encore 28% des personnes se déclarant sans préférence partisane.

**17.** Au sein de cet auditoire des chaînes d'information, la disponibilité à voter pour Marine Le Pen arrive en tête : 44% des répondants s'informant *via* ces chaînes pourraient voter pour un(e) candidat(e) du RN au premier tour en 2022, soit 10 points de plus que la moyenne de l'échantillon (34%), et 42% pour un(e) candidat(e) LR. Au second tour, 33% de ceux qui s'informent sur les chaînes d'information en continu sont « certains » ou ont « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen, soit 5 points de plus que pour Emmanuel Macron (28%).

**18.** Si une partie significative du public de droite, et plus encore du public de la droite populiste, s'informe *via* ces chaînes d'information en continu, **on ne peut pas cependant réduire l'auditoire de ces chaînes à un monde de droite.** Ainsi, parmi les personnes qui s'informent *via* ces chaînes d'information, 34 % pourraient voter pour un(e) candidat(e) LREM, 31 % pour un(e) candidat(e) EELV et 27 % pour un(e) candidat(e) PS.

**19.** Il existait chez une partie du public une demande d'information frustrée jusqu'à l'apparition des chaînes d'information en continu. On en trouve un indice dans le lien, plus fort encore, entre l'orientation protestataire, de gauche ou de droite, et l'information *via* Internet. Parmi les personnes qui s'informent sur Internet, 42 % pourraient voter pour un(e) candidat(e) du RN au premier tour, 36 % pourraient voter pour un(e) candidat(e) de LFI, 40 % pourraient voter pour un(e) candidat(e) d'EELV, 53 % pourraient s'abstenir et 57 % pourraient voter blanc.

**20.** La représentation médiatique est remise en question : 61 % des personnes interrogées estiment que les médias « parlent de sujets qui ne les concernent pas ». Un tiers des répondants (33 %) pensent au contraire que les médias traitent de sujets qui les concernent (6 % n'ont pas répondu).

**21.** La disponibilité au vote protestataire est bien plus élevée chez ceux qui ne se retrouvent pas dans le traitement médiatique de l'actualité : 83 % des personnes qui répondent que les sujets couverts par les médias ne les concernent pas pourraient adopter l'un des comportements protestataires retenus par notre indicateur au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 (voter pour un parti populiste ou antisystème, RN, LFI, DLF, LO, NPA ; s'abstenir ou voter blanc).

**22.** Nous enregistrons une double crise de la représentation, puisque la pertinence de la parole politique est également remise en cause : la plupart des électeurs (70 %) considèrent que les responsables politiques « parlent de sujets qui ne les concernent pas », contre un quart (25 %) estimant qu'ils « parlent de sujets qui les concernent » (5 % des personnes n'ayant pas répondu).

**23.** La défiance dans les institutions et le système politique persiste : 80 % ne font pas confiance aux partis politiques, 64 % au gouvernement, 62 % aux syndicats, 61 % aux députés ou encore 60 % au président de la République. Les maires (23 %), les policiers (30 %) et les juges (42 %) tirent leur épingle du jeu avec une défiance minoritaire.

**24.** Les Français sont largement favorables à un mouvement de décentralisation. Les trois quarts d'entre eux (74 %) préféreraient « que plus de décisions politiques soient prises dans les régions, les départements et les communes, et moins à Paris ».

**25.** Les classes moyennes et les classes populaires semblent converger dans la protestation. Soulignons par ailleurs que la demande de lutte contre la délinquance est particulièrement importante au sein des classes moyennes (50 %), soit 6 points au-dessus des classes populaires (44 %) et 10 points au-dessus des classes aisées (40 %).

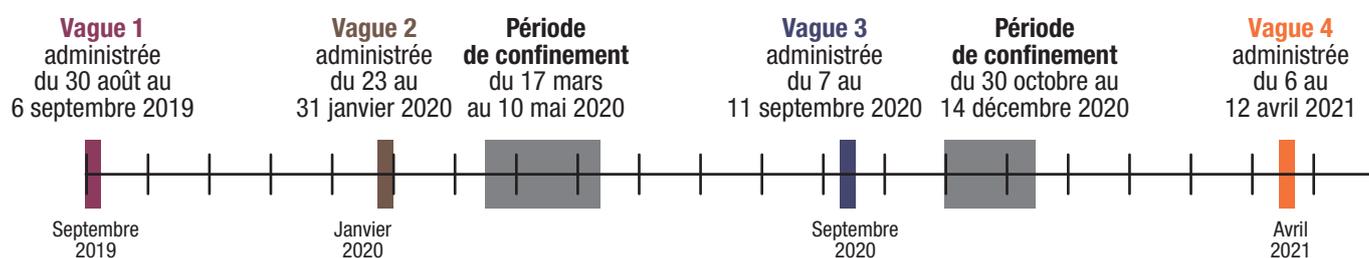
**26.** Un cinquième des personnes appartenant aux classes populaires (22 %) et aux classes moyennes (21 %) répondent être « certaines » ou avoir « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle, contre 12 % au sein des classes aisées.

**27.** Une partie significative des Français (44 %) a toujours une image positive des Gilets jaunes.

# Introduction

## 1. Quatrième vague de l'indicateur de la protestation électorale, 2022, le risque populiste en France, conçu par la Fondation pour l'innovation politique

2022, le risque populiste en France est un indicateur de la protestation électorale, conçu par la Fondation pour l'innovation politique. Les questionnaires et l'analyse des résultats ont été assurés par l'équipe de la Fondation. Les enquêtes ont été administrées par l'institut OpinionWay.



La **première vague** de notre enquête a été administrée du 30 août au 6 septembre 2019, auprès d'un échantillon de 3 006 personnes. La présentation et l'analyse des résultats ont donné lieu à une publication intitulée *2022, le risque populiste en France. Vague 1*, accessible en français et en anglais sur le site [fondapol.org](http://fondapol.org).

La **deuxième vague** de notre enquête a été administrée du 23 au 31 janvier 2020, auprès de 3 055 personnes. Le contexte social et politique était alors tendu, particulièrement en raison de la réforme des retraites. Nous avons donc ajouté quelques questions contextuelles portant sur la compréhension et l'acceptation de cette réforme. La pandémie du coronavirus et le premier confinement nous avaient conduits à reporter la publication du deuxième volume.

La **troisième vague** de notre enquête a été administrée du 7 au 11 septembre 2020, auprès d'un échantillon de 3 037 personnes. Nous nous trouvions alors un peu après la période de confinement (17 mars-11 mai 2020) et au terme d'un été où certaines restrictions avaient été levées. Le cycle d'opinion de cette troisième vague s'inscrivait

Pour assurer la solidité et l'intérêt des données recueillies, chaque vague du questionnaire est administrée auprès d'un échantillon de 3 000 personnes inscrites sur les listes électorales et issues d'un échantillon de 3 423 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon est assurée par la méthode des quotas, au regard des critères de genre, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de région de résidence. Depuis septembre 2019, nous réalisons une mesure par semestre.

dans une reprise des contaminations et la crainte d'un rebond de la pandémie. Les résultats des vagues 2 et 3 ont fait l'objet d'une seule et même publication intitulée *2022, le risque populiste en France. Vagues 2 et 3*.

La **quatrième vague** de notre enquête a été administrée du 6 au 12 avril 2021, auprès de 3 012 personnes. Le contexte est marqué par une reprise de la pandémie, un couvre-feu (mis en place le 3 mars 2021) et un nouveau confinement instauré à partir du 3 avril. La stratégie vaccinale a commencé à être déployée durant cette période, malgré certains soubresauts tels que la décision du 15 mars, suivant celles de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Espagne, de « suspendre par précaution » pendant quelques jours l'utilisation du vaccin AstraZeneca, dans l'attente d'un avis de l'Agence européenne des médicaments (AEM).

Cette note présente les résultats de la quatrième vague. Le texte et le questionnaire sont disponibles en français et en anglais sur [fondapol.org](http://fondapol.org), et l'intégralité des données sur [data.fondapol.org](http://data.fondapol.org).



## 2. Ce que recouvre ici la notion de protestation électorale

Par son caractère inédit et par sa violence, la crise sanitaire a semblé faire passer au second plan la crise des Gilets jaunes et les manifestations d'opposition à la réforme des retraites. Mais il n'est pas sûr qu'elle les ait éteintes. La question se pose de savoir comment ces crises qui se superposent les unes aux autres vont s'exprimer à travers les mécanismes de la prochaine élection présidentielle en 2022. L'objectif de notre indicateur est de contribuer à comprendre et à anticiper les contours de ce scrutin présidentiel aux conséquences potentiellement européennes et donc planétaires.

L'indicateur de la protestation électorale estime le potentiel des différents comportements électoraux protestataires possibles : l'abstention, le vote blanc, le vote en faveur de partis ou de candidats populistes. Dans notre indicateur, l'idée d'un électorat protestataire réunit quatre types de comportement :

- la disponibilité déclarée à voter pour les partis et les candidats relevant de l'offre populiste (Marine Le Pen, le RN, Jean-Luc Mélenchon, LFI, Nicolas Dupont-Aignan, DLF) ;
- la disponibilité déclarée à voter pour les partis et les candidats relevant de la gauche révolutionnaire (LO/NPA) ;
- la disponibilité déclarée à s'abstenir ;
- la disponibilité déclarée à voter blanc.

### a) Le vote populiste

Le vote populiste regroupe soit les votes effectués en faveur d'un parti ou d'un candidat populiste, soit la **disponibilité à voter pour un parti populiste**. On caractérisera l'offre populiste notamment par les éléments suivants :

- **l'appel au peuple**, qui est au cœur du discours populiste. On le retrouve dans le rejet de la démocratie représentative et dans l'exaltation de la démocratie directe. L'appel au peuple des populistes se caractérise par la revendication de la souveraineté absolue de la décision électorale, censée prévaloir sur tous et tout, y compris sur les principes et les règles qui fondent et ordonnent l'État de droit ;
- un **discours anti-élites**, à partir d'une différenciation sociale sommaire opposant un « peuple », unifié et mythifié, et des « élites » politiques, économiques, intellectuelles, médiatiques, disqualifiées comme oligarchie (« la caste », etc.) ;

- un discours et une organisation marqués par **une culture autoritaire**, que l'on retrouve dans une forme partisane construite autour d'un chef omniprésent ;
- un **programme nationaliste** ;
- une **vision xénophobe** ;
- un **style rhétorique** notamment caractérisé par l'exagération, la simplification, la disqualification de l'adversaire, une tendance à l'explication conspirationniste, etc.

À partir du quatrième critère, on voit que s'opère une séparation entre deux expressions du populisme : l'expression largement dominante, celle qui rencontre les succès électoraux, véhicule un nationalisme xénophobe, dénonçant non seulement la spoliation du peuple par les élites mais aussi par un peuple étranger, les immigrés. Le populisme xénophobe est plus souvent de droite, mais il existe aussi à gauche en Europe. En France, le populisme de gauche est représenté par Jean-Luc Mélenchon et son parti LFI. Celui-ci, en dépit de quelques embardées sur le terrain de la xénophobie, ne parvient pas à rivaliser avec Marine Le Pen. C'est pourquoi le populisme de gauche subit la domination électorale du populisme de droite de Marine Le Pen et du RN.

Depuis la première vague de notre indicateur, nous avons fait le choix de compter Nicolas Dupont-Aignan et son parti DLF – offre politique balançant entre droite souverainiste et droite populiste – dans le calcul du potentiel électoral populiste. En 2017, pendant l'entre-deux-tours de l'élection présidentielle, le président de DLF avait en effet passé un accord de gouvernement avec Marine Le Pen au terme duquel il acceptait de devenir son Premier ministre en cas d'élection de la candidate du FN. Depuis lors, les prises de position de Nicolas Dupont-Aignan, en particulier dans le cadre de la crise sanitaire, viennent conforter notre choix initial de classer ce parti et son candidat dans la catégorie populiste.

Enfin, il importe de distinguer les partis populistes des partis de la gauche révolutionnaire. En effet, certains partis qui relèvent d'une vision antisystème ne reprennent ni le simplisme social, ni les codes du populisme. Ils s'inscrivent différemment dans la perspective d'un internationalisme à partir d'une vision de la société, de l'histoire et de la révolution fondée sur une analyse en termes de classes sociales. Ils revendiquent de parler pour une classe particulière, les ouvriers, éventuellement étendue aux « travailleurs », mais pas au « peuple », notion sociologiquement indéterminée et politiquement inconsistante. Fondamentalement, les partis de la gauche révolutionnaire ne se reconnaissent pas dans les principes et les mécanismes de la démocratie électorale que les populistes, différemment, assurent vouloir renforcer.

1. Voir Dominique Reynié, *Les Nouveaux Populismes*, Pluriel, 2013.

En France, les partis de la gauche révolutionnaire candidats à l'élection présidentielle, dont ils usent comme d'une scène commode, relèvent de la mouvance trotskiste. Cependant, ici, sans oublier ces différences, nous choisissons d'intégrer le vote d'extrême gauche dans le calcul du potentiel électoral populiste afin de ne pas augmenter inutilement la complexité de l'indicateur. De plus, le poids électoral de cette gauche révolutionnaire est marginal, à deux exceptions près, en 2002 (10,4% des suffrages exprimés et 7,2% des électeurs inscrits) et en 2007 (5,8% des suffrages exprimés et 4,8% des électeurs inscrits). Enfin, les répondants qui se reconnaissent dans cette gauche révolutionnaire témoignent dans notre étude d'une grande disponibilité à voter populiste, au moins pour une partie d'entre eux, dans le cadre d'une stratégie antisystème.

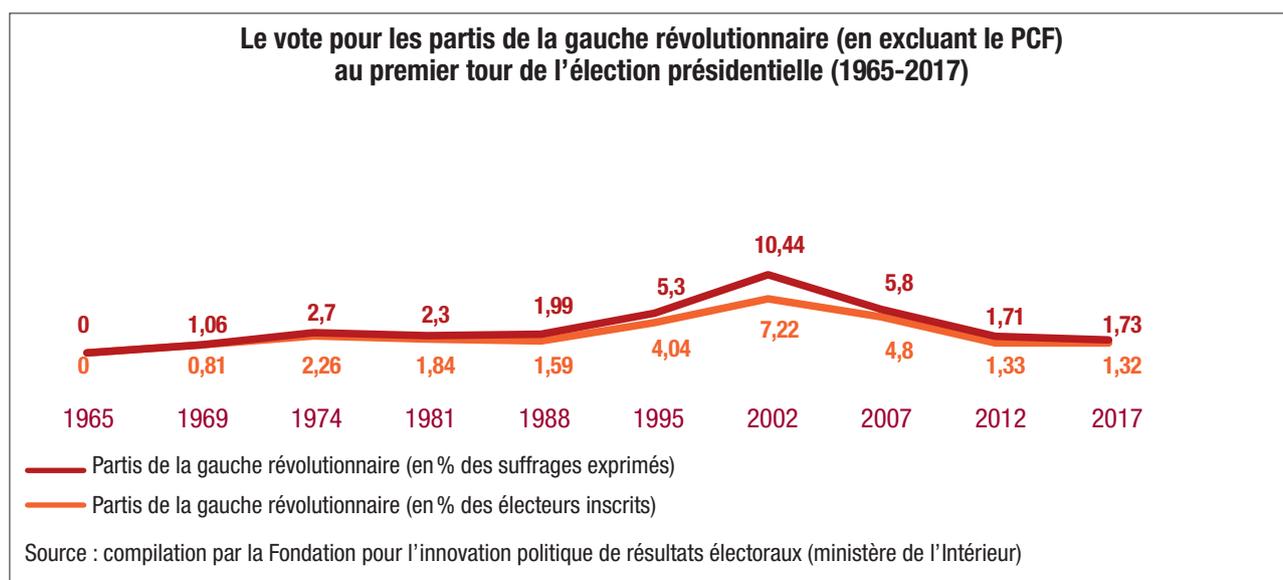
### b) L'abstention

Les formes de l'abstention sont variées. L'abstention peut être systématique ou intermittente. Les raisons de l'abstention sont diverses : expression d'un désintérêt, incapacité à choisir, rejet de l'offre politique ou encore expression d'un mécontentement plus général. Dans la mesure où une partie seulement de l'abstention relève d'une forme de protestation électorale, il est difficile de l'évaluer à partir des résultats électoraux.

Cependant, ici, nous choisissons d'intégrer l'abstention dans le calcul du potentiel de la protestation électorale car nous interrogeons les personnes sur leur disponibilité à l'abstention en 2022, ce qui écarte les raisons pratiques de l'abstention (maladie, absence, etc.). On remarquera d'ailleurs la similitude entre la courbe de l'abstention et celle du vote protestataire.

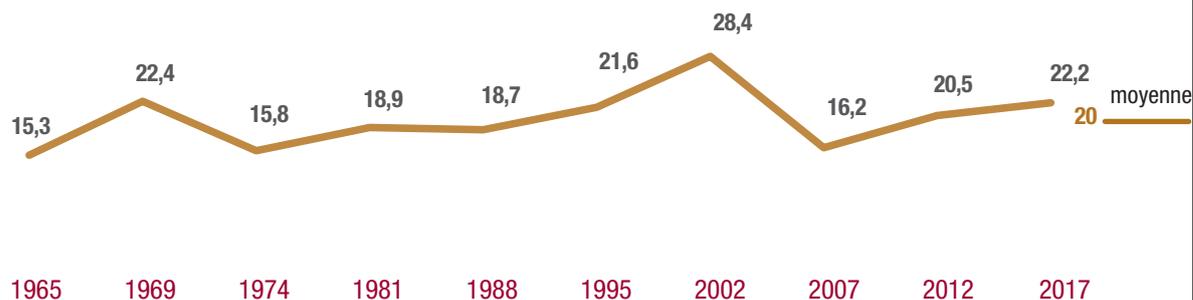
### c) Le vote blanc

Jusqu'en 2014, le recensement du vote blanc était confondu avec celui du vote invalide (vote nul). La catégorie se nommait « blancs et nuls ». Le vote blanc est comptabilisé à part depuis la loi du 21 février 2014<sup>2</sup>. Il a été recensé séparément pour la première fois lors des élections européennes de juin 2014. L'élection présidentielle de 2017 a donc connu le nouveau régime du vote blanc. Ici, de même que pour l'abstention, nous choisissons d'intégrer le vote blanc dans le calcul du potentiel de la protestation électorale car nous interrogeons les personnes sur leur disponibilité à voter blanc en 2022.



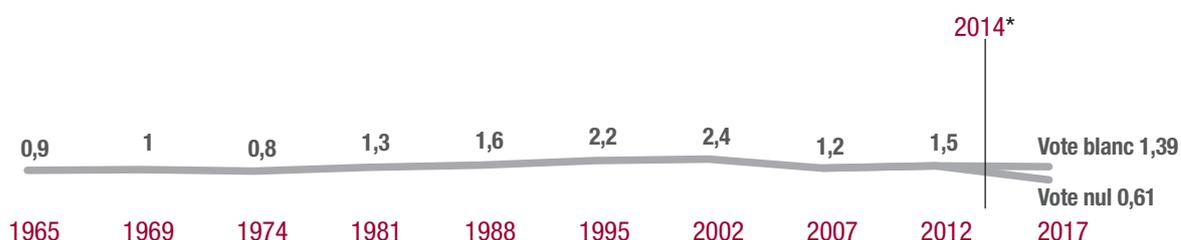
2. Voir « Loi du 21 février 2014 visant à reconnaître le vote blanc aux élections », [vie-publique.fr](http://vie-publique.fr), 24 février 2014 ([www.vie-publique.fr/loi/20890-elections-vote-blanc](http://www.vie-publique.fr/loi/20890-elections-vote-blanc)).

### L'abstention lors du premier tour de l'élection présidentielle (1965-2017), en % des électeurs inscrits



Source : compilation par la Fondation pour l'innovation politique de résultats électoraux (ministère de l'Intérieur)

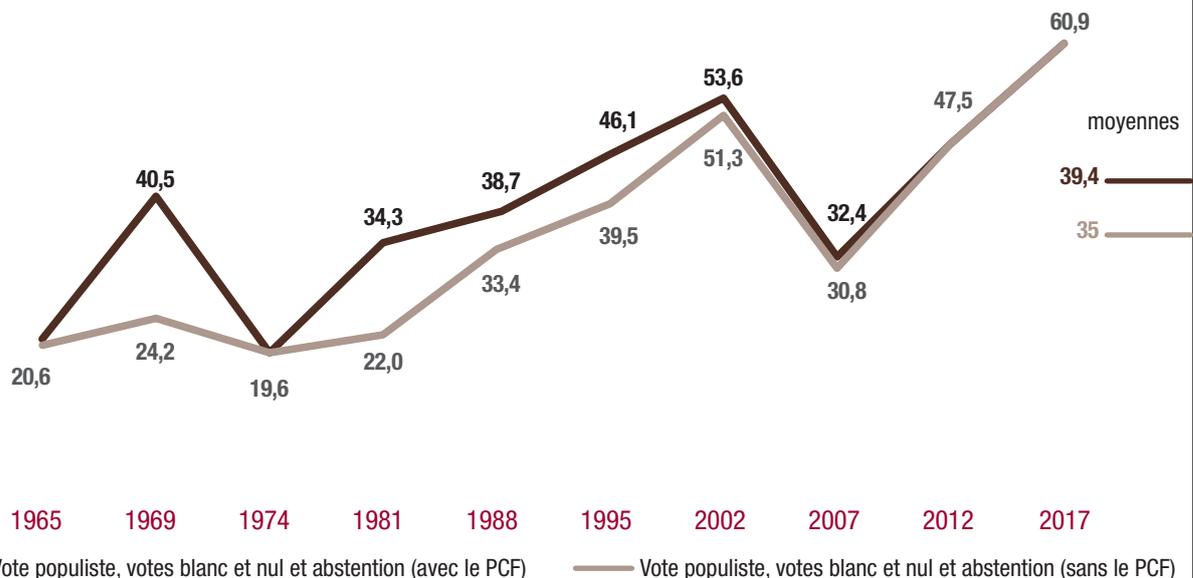
### Les votes blancs et nuls lors du premier tour de l'élection présidentielle (1965-2017), en % des électeurs inscrits



Source : compilation par la Fondation pour l'innovation politique de résultats électoraux (ministère de l'Intérieur)

\* Depuis la loi du 21 février 2014, le recensement du vote blanc n'est plus confondu avec celui du vote invalide (vote nul). L'élection présidentielle de 2017 a été la première à connaître le nouveau régime du vote blanc.

### La protestation électorale (vote populiste, votes blanc et nul et abstention) lors du premier tour de l'élection présidentielle (1965-2017), en % des électeurs inscrits



Source : compilation par la Fondation pour l'innovation politique de résultats électoraux (ministère de l'Intérieur)

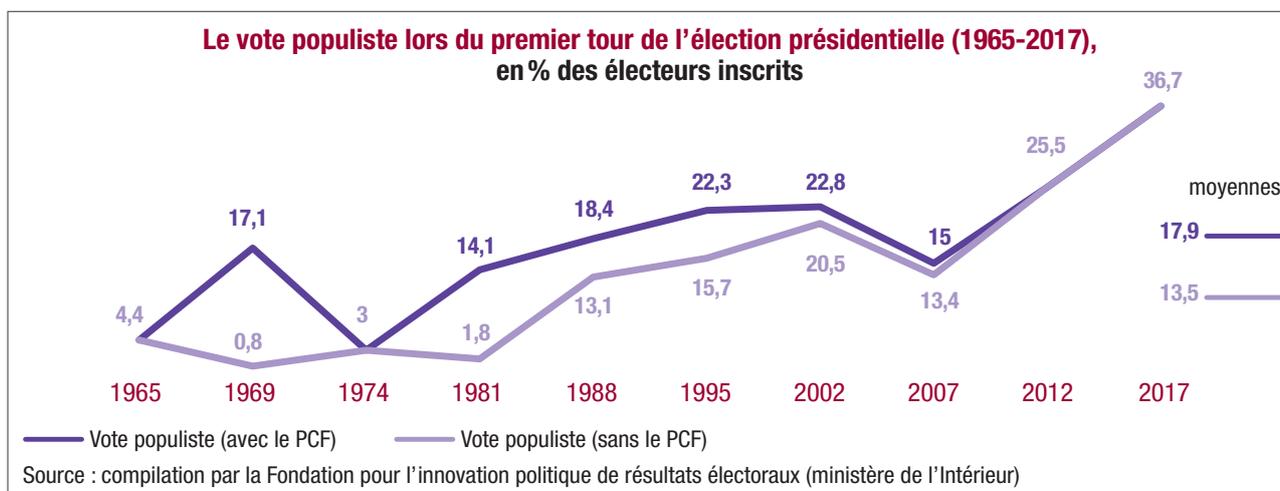
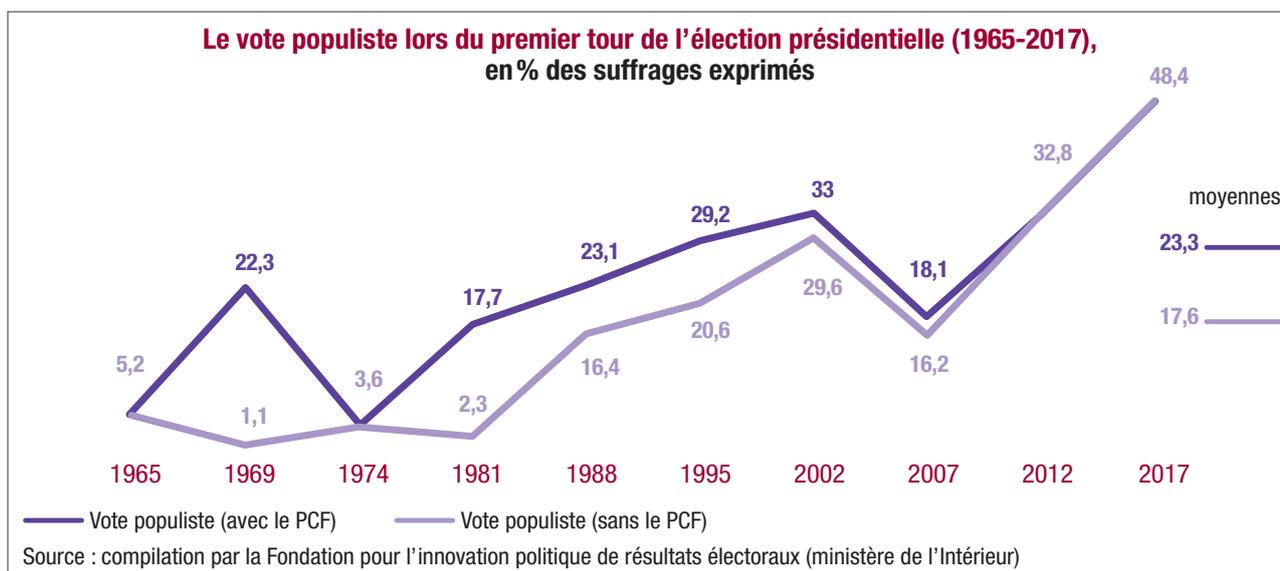
**Candidatures retenues :** **1965** : J.-L. Tixier-Vignancour (Comités Tixier-Vignancour) ; **1969** : J. Duclos (PCF), A. Krivine (LC) ; **1974** : J.-M. Le Pen (FN), B. Renouvin (NAR), A. Laguiller (LO), A. Krivine (FCR) ; **1981** : A. Laguiller (LO), G. Marchais (PCF) ; **1988** : J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), A. Lajoinie (PCF) ; **1995** : J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), R. Hue (PCF), J. Cheminade (SP) ; **2002** : B. Mégret (MNR), J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), O. Besancenot (LCR), R. Hue (PCF), D. Gluckstein (PT) ; **2007** : J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), O. Besancenot (LCR), M.-G. Buffet (Gauche populaire et antilibérale), G. Schivardi (PT) ; **2012** : M. Le Pen (FN), N. Dupont-Aignan (DLR), J.-L. Mélenchon (FdG), P. Poutou (NPA), N. Arthaud (LO), J. Cheminade (SP) ; **2017** : M. Le Pen (FN), N. Dupont-Aignan (DLF), F. Asselineau (UPR), J.-L. Mélenchon (LFI), P. Poutou (NPA), N. Arthaud (LO), J. Cheminade (SP).

### 3. La protestation électorale vient de loin. Retour sur les élections présidentielles depuis 1965

Le vote populiste est en constante progression depuis 1965. Dans le prolongement de notre définition du vote populiste, les courbes ci-dessous représentent son évolution au premier tour des élections présidentielles de 1965 à 2017. Sur la période, le niveau du vote populiste varie selon que l'on intègre ou non le vote pour les candidats communistes. Lors des grandes heures du vote communiste, entre 1945 et 1981, on ne regardait généralement pas le PCF comme un parti populiste. De fait, par bien des aspects, ce parti répondait pourtant aux critères du populisme que nous proposons ici. Par d'autres aspects, il s'en éloignait, en particulier en considérant sa forte intégration au système français des élites politiques, syndicales, universitaires et médiatiques. Compte tenu de l'objectif de notre indicateur, il serait inapproprié d'ouvrir ici un tel débat.

Mais, dans notre reconstitution du vote populiste au premier tour des élections présidentielles de 1965 à 2017, nous avons choisi de présenter deux séries de données : l'une n'inclut pas le vote communiste, l'autre l'inclut. Nous n'avons pas pris en compte le vote en faveur de Pierre Juquin (2,10 % des suffrages exprimés en 1988), candidat communiste dissident. Il importe enfin de noter que, de toute façon, à partir de 1988, le vote PCF décline rapidement, au profit d'un vote FN qui le supplante largement et systématiquement jusqu'en 2017. Le vote FN a d'ailleurs bénéficié d'importants transferts de l'électorat communiste.

Enfin, précisons que les résultats ont été calculés par rapport aux suffrages exprimés puis par rapport aux électeurs inscrits, ce qui permet d'intégrer ultérieurement sur un même plan l'abstention et le vote blanc, offrant la possibilité d'une évaluation globale de ce que nous nommons ici la « protestation électorale » et que nous définissons plus loin.



**Candidatures retenues :** **1965** : J.-L. Tixier-Vignancour (Comités Tixier-Vignancour); **1969** : J. Duclos (PCF), A. Krivine (LC); **1974** : J.-M. Le Pen (FN), B. Renouvin (NAR), A. Laguiller (LO), A. Krivine (FCR); **1981** : A. Laguiller (LO), G. Marchais (PCF); **1988** : J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), A. Lajoinie (PCF); **1995** : J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), R. Hue (PCF), J. Cheminade (SP); **2002** : B. Mégret (MNR), J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), O. Besancenot (LCR), R. Hue (PCF), D. Gluckstein (PT); **2007** : J.-M. Le Pen (FN), A. Laguiller (LO), O. Besancenot (LCR), M.-G. Buffet (Gauche populaire et antilibérale), G. Schivardi (PT); **2012** : M. Le Pen (FN), N. Dupont-Aignan (DLR), J.-L. Mélenchon (FdG), P. Poutou (NPA), N. Arthaud (LO), J. Cheminade (SP); **2017** : M. Le Pen (FN), N. Dupont-Aignan (DLF), F. Asselineau (UPR), J.-L. Mélenchon (LFI), P. Poutou (NPA), N. Arthaud (LO), J. Cheminade (SP).

# À un an de la présidentielle, la disponibilité à la protestation électorale est solidement ancrée

## 1. Le potentiel de la protestation électorale : vague 4

Dans la perspective du premier tour de l'élection présidentielle de 2022, le potentiel électorale est estimé grâce à la question reproduite ci-dessous (pour cette vague 4, nous avons ajouté Xavier Bertrand à la liste des candidats testés, en raison de l'officialisation de sa candidature).

**En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... ?**

**Candidats testés : Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon, Emmanuel Macron, Xavier Bertrand**

- Vous êtes certain de voter pour lui/elle.
- Il y a de fortes chances que vous votiez pour lui/elle.
- Il serait possible que vous votiez pour lui/elle.
- Il est peu probable que vous votiez pour lui/elle.
- Vous excluez de voter pour lui/elle.

Les réponses apportées permettent de définir un potentiel électorale sur une échelle comportant trois niveaux :

- le **potentiel électorale minimum**, qui représente la proportion de personnes interrogées ayant répondu « vous êtes certain de voter pour lui/elle » ;
- le **potentiel électorale intermédiaire**, qui représente la proportion cumulée de personnes interrogées ayant répondu « vous êtes certain de voter pour lui/elle » ou « il y a de fortes chances que vous votiez pour lui/elle » ;
- le **potentiel électorale maximum**, qui représente la proportion totale de personnes interrogées ayant répondu « vous êtes certain de voter pour lui/elle », « il y a de fortes chances que vous votiez pour lui/elle » ou « il serait possible que vous votiez pour lui/elle ».

Les données de la vague 4 confirment la solidité du soutien dont bénéficie Marine Le Pen d'une partie de l'opinion. Son potentiel électorale est le plus élevé pour le premier tour de la présidentielle, avec un potentiel électorale minimum de 10 % (« certains » de voter pour la candidate RN) et un potentiel électorale intermédiaire de 20 % (« certains » ou qui ont « de fortes chances » de voter pour la candidate RN).

Le potentiel électorale minimum d'Emmanuel Macron est de 5 %, son potentiel électorale intermédiaire de 16 %. Nouveau venu dans les candidats proposés, Xavier Bertrand voit son potentiel électorale minimum atteindre 3 % et son potentiel électorale intermédiaire 11 %. Enfin, le potentiel électorale minimum de Jean-Luc Mélenchon est de 3 %, tandis que son potentiel électorale intermédiaire de 8 %.

Le potentiel électorale maximum permet de prendre en compte les trois catégories de réponses : les répondants estimant qu'il leur « serait possible de voter pour lui/elle », additionnés de ceux qui répondent être « certains de voter pour lui/elle » et des personnes répondant il y a de « fortes chances » de voter pour lui/elle. La prise en considération du potentiel électorale maximum opère un rééquilibrage entre Emmanuel Macron (34 %), Marine Le Pen (33 %) et Xavier Bertrand (33 %). Jean-Luc Mélenchon apparaît toujours en retrait (21 %). Mais le principe même de notre indicateur, fondé sur la base d'une tripartition du potentiel électorale, implique que le potentiel maximum est plus incertain que le potentiel intermédiaire, lequel est moins assuré que le potentiel minimum. Le rééquilibrage du rapport de forces que donne à voir le potentiel électorale maximum est donc plus incertain par nature.

**Si les potentiels électorales maximum de Marine Le Pen, Emmanuel Macron et Xavier Bertrand sont quasiment équivalents, le potentiel électorale minimum de Marine Le Pen reste bien supérieur à celui de ses adversaires**

**Question :** « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que vous pourriez voter pour... ? »

**Base :** ensemble de l'échantillon.

	Potentiel électorale minimum				Potentiel électorale intermédiaire				Potentiel électorale maximum			
	Septembre 2019	Janvier 2020	Septembre 2020	Avril 2021	Septembre 2019	Janvier 2020	Septembre 2020	Avril 2021	Septembre 2019	Janvier 2020	Septembre 2020	Avril 2021
Marine Le Pen	9	11	9	10	17	19	18	20	31	32	32	33
Emmanuel Macron	6	6	5	5	16	16	16	16	34	31	35	34
Jean-Luc Mélenchon	2	3	3	3	7	8	8	8	20	22	22	21
Xavier Bertrand	-	-	-	3	-	-	-	11	-	-	-	33

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

**Grille de lecture :** en avril 2021, invitées à se prononcer sur la candidature de Marine Le Pen, 10 % des personnes interrogées ont répondu être « certaines » de voter pour elle ; 20 % ont répondu être « certaines » ou avoir « de fortes chances » de voter pour elle ; 33 % ont répondu être « certaines » ou avoir « de fortes chances » ou qu'il leur serait « possible » de voter pour elle.

## Le comportement protestataire toujours majoritaire pour 2022

### En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que... ?

Réponses possibles : « oui certainement », « oui, probablement », « non, probablement pas », « non, certainement pas »

- Vous pourriez voter pour un candidat(e) RN.
- Vous pourriez voter pour un candidat(e) DLF.
- Vous pourriez voter pour un candidat(e) LO/NPA.
- Vous pourriez voter pour un candidat(e) LFI.
- Vous pourriez vous abstenir.
- Vous pourriez voter blanc.

Depuis notre première vague de septembre 2019, le potentiel électoral protestataire est resté très haut. En avril 2021, la plupart des personnes interrogées (78 %) continuent d'envisager lors du premier tour de l'élection présidentielle de voter pour le RN, LFI, DLF ou LO/NPA, s'abstenir ou voter blanc. La tendance des répondants à voter pour le ou la candidat(e) d'un de ces partis est inchangée (51 %) par rapport à la vague 3 de septembre 2020. La part des personnes interrogées déclarant pouvoir s'abstenir ou voter blanc au premier tour de la présidentielle demeure élevée (56 %) mais elle baisse cependant de 3 points par rapport à septembre 2020 (59 %).

### Septembre 2019-avril 2021 : évolution du potentiel électoral protestataire pour le premier tour de l'élection présidentielle de 2022

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement ».

Base : ensemble de l'échantillon.

	Septembre 2019	Janvier 2020	Septembre 2020	Avril 2021
Vous abstenir, voter blanc ou voter populiste*	77	78	79	<b>78</b>
Vous abstenir ou voter blanc	56	57	59	<b>56</b>
Voter populiste*	49	50	51	<b>51</b>

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

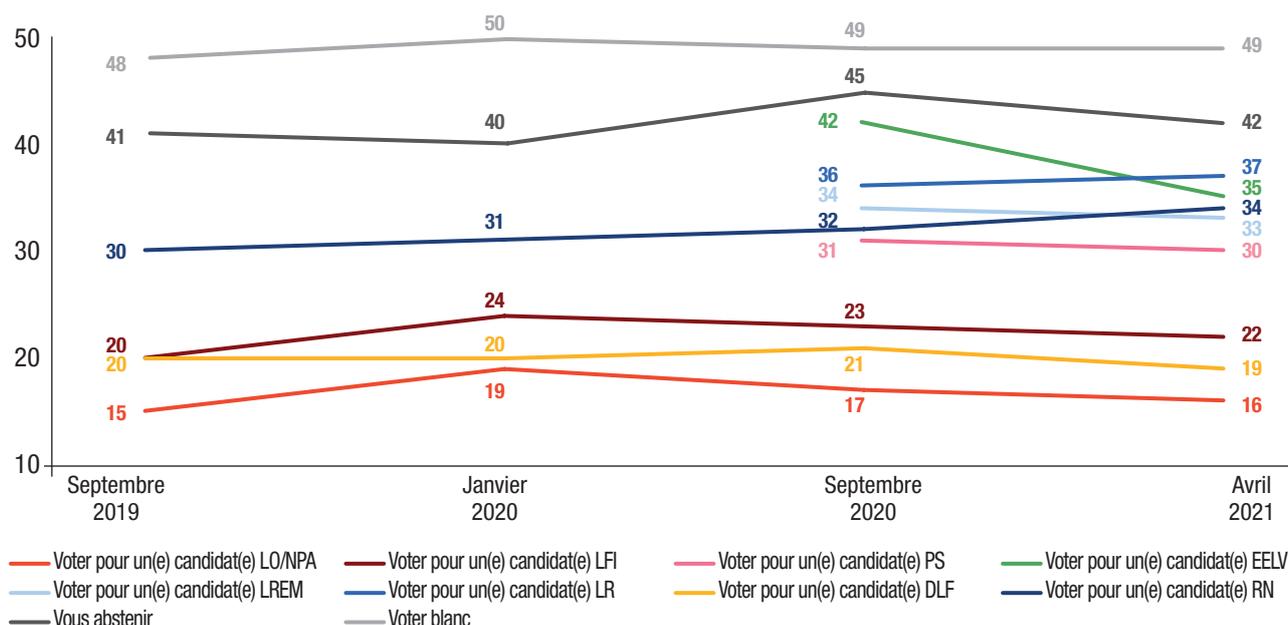
\* L'option « voter populiste » regroupe ici les personnes interrogées qui ont répondu qu'elles pourraient voter pour **au moins l'un des quatre partis populistes ou de la gauche révolutionnaire proposés** (RN, LFI, DLF, LO/NPA).

### Évolution des potentiels électoraux pour le premier tour de l'élection présidentielle de 2022 (LFI, PS, EELV, LREM, LR, RN)

Question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez... ? »

Réponses : « oui, certainement » et « oui, probablement ».

Base : ensemble de l'échantillon.



Note : la disponibilité à voter pour le PS, EELV, LREM et LR a été testée à partir de la vague 3 de cet indicateur, en septembre 2020.

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

La disponibilité à voter pour le RN n'a pas cessé d'augmenter. Au cours des vagues 1 à 4, nous relevons une augmentation de la disponibilité à voter pour le RN, soit une progression de 4 points, de 30 % en septembre 2019 à 34 % en avril 2021<sup>3</sup>. De l'autre côté du spectre politique, les partis populistes de gauche ou les partis révolutionnaires ont connu un bond lors de la vague 2 de notre indicateur, en janvier 2020 (19 % pour LO/NPA, 24 % pour LFI, soit + 4 points dans les deux cas par rapport à septembre 2019), probablement lié à la contestation de la réforme des retraites. Toutefois, en avril 2021, ils retrouvent un niveau proche de septembre 2019 : 16 % pour LO/NPA (contre 15 % en septembre 2019) et 22 % pour LFI (contre 20 % en septembre 2019).

La disponibilité à voter pour LR reste stable, à un niveau élevé (37 % contre 36 % en septembre 2020). La disponibilité à voter pour le PS (30 % contre 31 %) et la disponibilité à voter pour la LREM (33 % contre 34 %) sont également stables à un niveau inférieur.

La disponibilité à voter pour EELV reste élevée mais elle est en fort recul, de 7 points, passant de 42 % à 35 %. On note une démobilisation des moins de 35 ans parmi lesquels la disponibilité à voter pour EELV est passée de 52 % à 46 % entre les vagues 3 et 4. On peut y voir un réajustement après l'engouement médiatique autour d'une supposée « vague verte » lors des élections municipales de 2020 et dont l'analyse des résultats montre qu'elle n'a pas eu lieu<sup>4</sup>. La disponibilité à voter pour EELV recule de 6 points en région parisienne (de 42 % à 36 %) et de 8 points en province (de 42 % à 34 %). Enfin, le potentiel électoral de EELV recule fortement entre les vagues 3 et 4 parmi les électeurs ayant voté pour Marine Le Pen, Jean-Luc Mélenchon, François Fillon ou Emmanuel Macron lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2017.

### EELV apparaît de moins en moins comme une alternative crédible aux yeux des électeurs de Marine Le Pen, de François Fillon, d'Emmanuel Macron, de Jean-Luc Mélenchon et de Benoît Hamon au premier tour de 2017

**Question :** « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) EELV ? »

**Réponses :** « oui, certainement » et « oui, probablement ».

**Base :** ensemble de l'échantillon.

	Septembre 2020	Avril 2021
Répondants ayant voté <b>Marine Le Pen</b> au 1 <sup>er</sup> tour en 2017	23	18
Répondants ayant voté <b>François Fillon</b> au 1 <sup>er</sup> tour en 2017	17	13
Répondants ayant voté <b>Emmanuel Macron</b> au 1 <sup>er</sup> tour en 2017	54	43
Répondants ayant voté <b>Jean-Luc Mélenchon</b> au 1 <sup>er</sup> tour en 2017	69	58
Répondants ayant voté <b>Benoît Hamon</b> au 1 <sup>er</sup> tour en 2017	74	73
Répondants qui <b>se sont abstenus, ont voté blanc ou ne savent pas</b>	34	30

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

3. Précisons que cette vague 4 a été réalisée du 6 au 12 avril 2021, donc avant que Marine Le Pen apporte son soutien à la tribune des généraux à la retraite publiée dans l'hebdomadaire *Valeurs actuelles* le 21 avril et avant l'attentat de Rambouillet du 23 avril ayant coûté la vie à une fonctionnaire de police.

4. Voir Dominique Reynié (dir.), *Tsunami dans un verre d'eau. Regard sur le vote Europe Écologie-Les Verts aux élections municipales de 2014 et de 2020 dans 41 villes de plus de 100 000 habitants*, Fondation pour l'innovation politique, juillet 2020 ([www.fondapol.org/etude/tsunami-dans-un-verre-deau/](http://www.fondapol.org/etude/tsunami-dans-un-verre-deau/)).

## Un second tour plus serré dans l'hypothèse d'un duel Macron-Le Pen

### Et en 2022, à l'occasion de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, diriez-vous que... ?

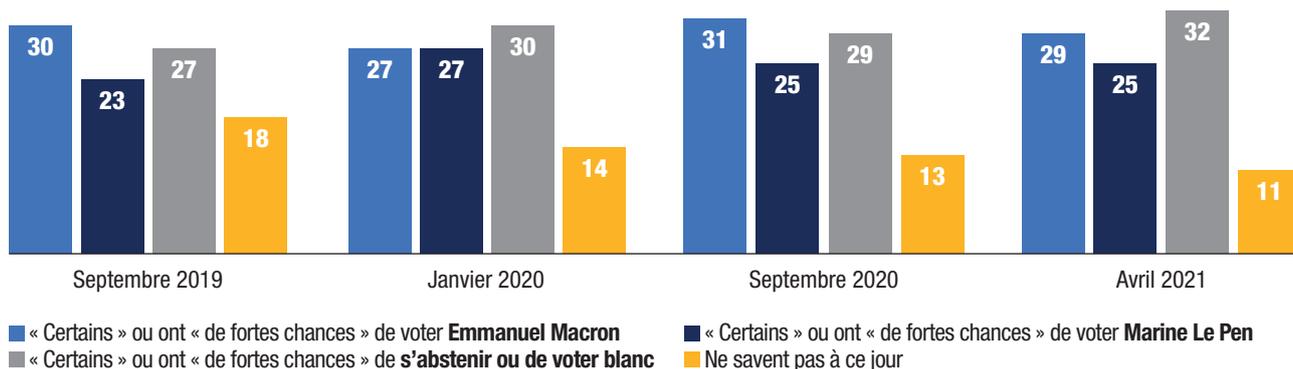
- Vous êtes certain de voter pour Marine Le Pen.
- Il y a de fortes chances que vous votiez pour Marine Le Pen.
- Vous êtes certain de voter pour Emmanuel Macron.
- Il y a de fortes chances que vous votiez pour Emmanuel Macron.
- Vous êtes certain de vous abstenir.
- Il y a de fortes chances que vous vous absteniez.
- Vous êtes certain de voter blanc.
- Il y a de fortes chances que vous votiez blanc.
- Vous ne savez pas à ce jour ce que vous ferez.

Dans le cadre d'un second tour opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen, la part de personnes indiquant être « certaines » ou ayant « de fortes chances » de voter pour le président sortant avait augmenté de 4 points entre janvier 2020 (27 %) et septembre 2020 (31 %), creusant l'écart avec Marine Le Pen (27 % en janvier 2020, 25 % en septembre 2020). En avril 2021, l'écart se réduit, avec 29 % pour Emmanuel Macron et 25 % pour Marine Le Pen. En parallèle, la part de ceux qui sont « certains » ou qui ont « de fortes chances » de s'abstenir ou de voter blanc augmente de 3 points, passant de 29 % en septembre 2020 à 32 % en avril 2021. Sur l'ensemble de la période, la disponibilité à l'abstention ou au vote blanc a gagné 5 points depuis septembre 2019, de 27 % à 32 %.

## Évolution de la disponibilité électorale déclarée pour le second tour de la présidentielle de 2022 (septembre 2019-avril 2021)

**Question :** « Et en 2022, à l'occasion de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, diriez-vous que vous êtes... ? »

**Base :** ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

**Note :** les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses, qui ne figurent pas sur ce graphique.

## 2. L'idée d'un candidat qui ne viendrait d'aucun parti séduit majoritairement (55 %)

### Vote populiste ou soutien à une candidature de la société civile : figures de la protestation électorale

À l'approche de 2022, non seulement l'idée d'une candidature hors des partis n'a pas disparu avec l'expérience du quinquennat d'Emmanuel Macron, mais elle demeure, à ce jour, l'hypothèse préférée des électeurs. À la question : « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez voter pour un candidat qui ne viendrait pas d'un parti politique ? », 55 % des personnes interrogées répondent par l'affirmative. On fera ici l'hypothèse que la disponibilité à voter pour un candidat qui ne serait issu d'aucun parti est l'une des expressions de la protestation,

aux côtés du vote en faveur d'une candidature antisystème (le vote populiste), de l'abstention et du vote blanc. Cependant, alors que la disponibilité à voter pour une candidature populiste et, dans une large mesure, la disponibilité à s'abstenir concernent principalement les catégories populaires, la disponibilité à voter pour un candidat qui ne viendrait pas d'un parti est davantage le fait des catégories supérieures. Le profil est bien différent. Cet électeur est plus souvent diplômé de l'enseignement supérieur (60 %), appartenant aux CSP+ (60 %), aux classes moyennes (57 %) plus qu'aux classes populaires (50 %) ; il est artisan, commerçant ou chef d'entreprise (65 %), salarié du public (60 %) plus que du privé (52 %) ; les revenus mensuels de son foyer sont supérieurs à 3 500 euros (63 %) et il est plutôt âgé de 35 ans et plus (56 %).

Cette candidature issue de la société civile séduit à peine la moitié des répondants sans diplôme ou faiblement diplômés (49 %), contre 60 % chez les diplômés bac + 2 et ou de l'enseignement supérieur. Compte tenu de la faible proportion des diplômés bac + 2 dans les générations les plus âgées, on pourrait penser qu'il s'agit d'un effet d'âge. Mais cette candidature est approuvée par 50 % des moins de 35 ans, et notamment par seulement 40 % des lycéens et des étudiants, contre 55 % des 50-64 ans et 56 % des 65 ans et plus.

Les partis qui ont gouverné tour à tour sous la V<sup>e</sup> République, en particulier le PS et LR, sont rejetés par les catégories populaires et par les catégories supérieures de la société. Les catégories populaires optent pour un vote antisystème, en apportant leur soutien à un parti populiste, ou pour un retrait du jeu politique dans l'abstention. Les catégories supérieures, elles, optent pour un vote hors système en manifestant leur préférence pour une candidature qui ne serait pas issue d'un parti. Les partis traditionnels sont en train de perdre la maîtrise de l'élection présidentielle qui était la clé de leur contrôle de la vie politique depuis 1965.

### **Le discrédit des partis favorise une protestation multiforme**

Selon notre vague 4, 80 % des personnes interrogées disent n'avoir pas confiance dans les partis. La défiance est spectaculairement élevée, même si elle connaît un léger recul, pour la seconde fois consécutive, par rapport à la vague 2 (84 %) et à la vague 3 (82 %). Ce n'est une surprise pour personne. Voilà de nombreuses années que les enquêtes confirment cet état de l'opinion, en particulier les données du Baromètre de la confiance politique du Cevipof. Cette défiance de longue durée finit par engendrer des conséquences importantes sur la vie politique. Ainsi, le discrédit croissant des partis de gouvernement a relativement favorisé les partis populistes qui, n'ayant pas gouverné, en tirent l'avantage de ne pas avoir déçu. Les partis de gouvernement ont vu le public se détacher d'eux. La fonte des effectifs militants est ancienne. Elle annonçait le déclin électoral, devenu perceptible dans la volatilité ou la dispersion du vote autant que dans la progression de l'abstention. La présentation et le commentaire des résultats électoraux par rapport aux suffrages exprimés ne dissimulent pas longtemps la réalité de ce recul, qui confine parfois à un effondrement.

Les partis de gouvernement ne sont pas restés sans réagir. Ils ont tenté de relancer leur légitimité, notamment par l'organisation des primaires. Le remède a pu donner le sentiment de précipiter l'avancée du mal. Le PS, LR et EELV se sont disloqués lors de leurs primaires, avant d'être défaits dès le premier tour du scrutin de 2017, tandis que le second tour opposait un candidat hors système, Emmanuel Macron, à une candidate antisystème, Marine Le Pen, sans que ni l'un ni l'autre n'ait eu à passer par l'étape de la primaire.

### **Hors système contre antisystème : la configuration de 2017 demeure**

Le second tour de l'élection présidentielle de 2017 a été marqué par une opposition inédite pour une élection présidentielle : d'un côté, une candidature hors système, celle d'Emmanuel Macron, sans passé électoral ni parti constitué ; de l'autre, une candidature antisystème, celle de Marine Le Pen, à la tête d'un parti populiste. C'est le discrédit des partis traditionnels qui installe au cœur de l'élection présidentielle la confrontation entre des candidatures hors système et des candidatures antisystème. Or, depuis l'élimination au premier tour de 2017 des candidats présentés par la droite et la gauche traditionnelles, la défiance à l'égard des partis demeure massive. Les partis défaits, depuis 2012 pour la droite et depuis 2017 pour la gauche, ne sont pas parvenus à retrouver le soutien de l'opinion. L'impopularité des partis obère les chances de succès des candidats qu'ils choisissent.

En 2017, Emmanuel Macron a été le candidat atypique et le vainqueur inattendu d'une campagne désastreuse pour les partis de gouvernement. Si l'on teste l'idée d'une candidature pour chacun des partis, la disponibilité à voter pour une candidature qui ne serait issue d'aucun parti est de très loin la plus élevée. Bien sûr, ce résultat est élevé parce que les électeurs qui se retrouvent dans l'idée d'une candidature hors parti viennent de différents positionnements politiques, à gauche (54 %), au centre (56 %) ou à droite (57 %). Or, l'avènement d'une candidature hors parti ne peut être politiquement neutre. Elle finirait par apparaître comme étant plutôt de gauche ou plutôt de droite. Mais il n'en demeure pas moins que d'ici à 2022, pour les candidats de l'opposition traditionnelle, les bénéfices attachés au soutien d'un parti sont devenus incertains. Nécessaire pour gouverner, le parti n'est-il pas devenu un obstacle à une victoire LR ou PS en 2022 ?

## Un(e) candidat(e) qui ne viendrait pas d'un parti politique

**Question :** « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez voter pour... ? »

**Base :** ensemble de l'échantillon.

	« Oui, certainement » et « Oui, probablement »	« Non, probablement pas » et « Non, certainement pas »	Ne savent pas
Un(e) candidat(e) qui ne viendrait pas d'un parti politique	<b>55</b>	<b>41</b>	<b>4</b>
Un(e) candidat(e) RN	34	63	3
Un(e) candidat(e) DLF	19	77	4
Un(e) candidat(e) LFI	22	74	4
Un(e) candidat(e) LO/NPA	16	80	4
Un(e) candidat(e) LR	37	59	4
Un(e) candidat(e) LREM	33	63	4
Un(e) candidat(e) PS	30	66	4
Un(e) candidat(e) EELV	35	61	4
<b>Vous abstenir</b> au premier tour	<b>42</b>	55	3
<b>Voter blanc</b> au premier tour	<b>49</b>	48	3

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

**Question :** « Et en 2022, à l'occasion de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, diriez-vous que vous pourriez voter pour... ? »

**Base :** ensemble de l'échantillon.

	« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen au second tour	« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter pour Emmanuel Macron au second tour	« Certains » ou ont « de fortes chances » de s'abstenir ou voter blanc au second tour	Ne savent pas à ce jour
Un(e) candidat(e) qui ne viendrait pas d'un parti politique au premier tour	<b>25</b>	<b>32</b>	<b>29</b>	<b>13</b>
Un(e) candidat(e) RN au premier tour	68	9	12	10
Un(e) candidat(e) DLF au premier tour	44	17	22	16
Un(e) candidat(e) LFI au premier tour	22	20	<b>43</b>	14
Un(e) candidat(e) LO/NPA au premier tour	26	18	<b>40</b>	14
Un(e) candidat(e) LR au premier tour	26	39	20	14
Un(e) candidat(e) LREM au premier tour	10	66	11	12
Un(e) candidat(e) PS au premier tour	14	42	29	14
Un(e) candidat(e) EELV au premier tour	15	37	<b>33</b>	14
<b>Vous abstenir</b> au premier tour	20	19	<b>45</b>	15
<b>Voter blanc</b> au premier tour	19	20	<b>44</b>	15

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

**Note :** les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses qui ne figurent pas dans ce tableau.

### 3. L'élection de Marine Le Pen en 2022 : entre accident électoral et vote de rupture

#### L'hypothèse d'un accident électoral

Toute élection procède d'une combinaison de participation et de retrait (abstention ou vote blanc). Cependant, pour être envisagée, l'hypothèse de l'élection à la présidence de la République d'un candidat populiste (le plus probable à ce jour est Marine Le Pen) doit associer une très forte mobilisation de l'électorat protestataire en sa faveur et un retrait historique dans l'abstention ou le vote blanc d'électeurs qui ont vocation à soutenir au second tour un candidat issu d'un parti de gouvernement (le plus probable à ce jour est Emmanuel Macron). En décidant de s'abstenir ou de voter blanc, nombreux sont les électeurs qui ne mesurent pas qu'ils concourent ainsi au résultat du scrutin. Pour avoir lieu, l'élection de Marine Le Pen doit compter sur une

#### L'hypothèse d'un vote de rupture

Différemment, l'expression « vote de rupture » désigne la disponibilité à voter pour Marine Le Pen au second tour de l'élection présidentielle exprimée par des électeurs qui, au premier tour, se sont abstenus, ont voté blanc ou ont voté pour Marine Le Pen ou pour des candidats

#### La disponibilité à l'abstention reste très élevée, mais elle est en recul en particulier chez les 18-24 ans

Alors que la disponibilité à s'abstenir au premier tour de 2022 s'était accrue entre janvier et septembre 2020 (de 40 % à 45 %), elle recule en avril 2021 (à 42 %), retrouvant le niveau, déjà élevé, observé en septembre 2019 (41 %). La moitié des électeurs (49 %) restent disposés à voter blanc, soit le même niveau qu'en septembre 2020.

La hausse de la disponibilité à s'abstenir observée entre janvier 2020 et septembre 2020 était notamment poussée par deux classes d'âge, les 18-24 ans (pour lesquels on était passés de 45 % à 54 %, soit + 9 points) et les 50-64 ans (de 37 % à 46 %, là encore + 9 points). La proportion de répondants qui pourraient s'abstenir a donc baissé en avril 2021, particulièrement chez les 18-24 ans (44 %) et les 50-64 ans (38 %). Notons que les 18-24 ans sont les plus nombreux (68 %) à considérer que « c'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses » (58 % pour les 25-34 ans, 53 % pour les 35-49 ans, 57 % pour les 50-64 ans et 66 % pour les 65 ans et plus). Alors que la disponibilité à l'abstention chez les jeunes de 18-24 ans n'a jamais été aussi basse (44 %) depuis la création de notre indicateur, ce mouvement s'accompagne d'une hausse de la disponibilité à voter pour DLF (+ 7 points, de 26 % en septembre 2020

part substantielle d'abstention ou de vote blanc de la part d'électeurs s'interdisant de voter pour elle mais se refusant à voter pour le président sortant. Nous désignons ici par l'expression « accident électoral » une élection procédant d'une somme de comportements qui ne sont pas tous animés par l'intention de produire un tel résultat. C'est pourquoi, depuis le début, l'indicateur de la protestation électorale de la Fondation pour l'innovation politique ne se limite pas à estimer la disponibilité au vote populiste : il s'efforce aussi d'évaluer la disponibilité à l'abstention et au vote blanc.

L'accident électoral a déjà été une réalité. Le cas le plus notable a certainement été le premier tour de l'élection présidentielle de 2002. En effet, il est évident que la plupart des électeurs de gauche ayant contribué au record de l'abstention enregistré lors du premier tour du 21 avril 2002 (28 % des inscrits) ne souhaitaient pas un second tour entre Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen.

éliminés lors du premier tour. Le vote est ici dit de « rupture » dans la mesure où il procède d'une intention manifeste de favoriser la victoire de la candidate du RN dans l'hypothèse d'un nouveau second tour avec le président sortant.

à 33 % en avril 2021) et LFI (+ 6 points, de 35 % à 41 %). Les données d'avril 2021 montrent également un regain d'intérêt des 18-24 ans pour les partis du centre et de la droite, avec une forte augmentation pour LREM (+ 9 points, de 36 % à 45 %) et LR (+ 11 points, de 31 % à 42 %). Notons, enfin, que la disponibilité des nouvelles générations à voter pour le RN reste stable, à un niveau élevé (de 33 % à 34 %), de même que celle pour le vote LO/NPA (27 % à 28 %) et PS (35 % à 38 %). La disponibilité à voter pour EELV reste la plus élevée dans cette classe d'âge (51 % contre 52 %).

Par comparaison avec la vague précédente, il reste important de noter que les 65 ans et plus se disent plus enclins à s'abstenir (de 28 % à 32 %) et à voter blanc (de 39 % à 43 %). Il faut sans doute voir dans cette intention de retrait des électeurs les plus âgés une conséquence de la crise du coronavirus, voire la crainte d'une contamination lors du scrutin présidentiel. Dans ce cas précis, la crainte pourrait s'atténuer fortement suivant le déploiement de la campagne vaccinale. La disponibilité de ces électeurs est à suivre puisque l'on sait le rôle déterminant de ces classes d'âge dans le niveau global de la participation et dans le vote hostile aux partis populistes. Si cette tendance devait se confirmer, le retrait d'une partie de cet électorat constituerait une difficulté supplémentaire pour les candidatures modérées.

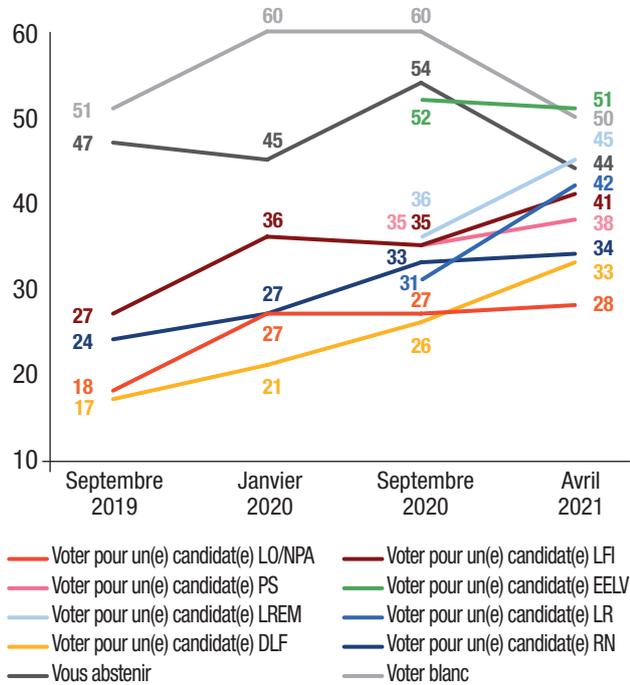
## Un regain d'intérêt des 18-24 ans pour les partis LR, LREM, DLF et LFI

**Question :** « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez...? »

**Réponses :** « oui, certainement » et « oui, probablement ».

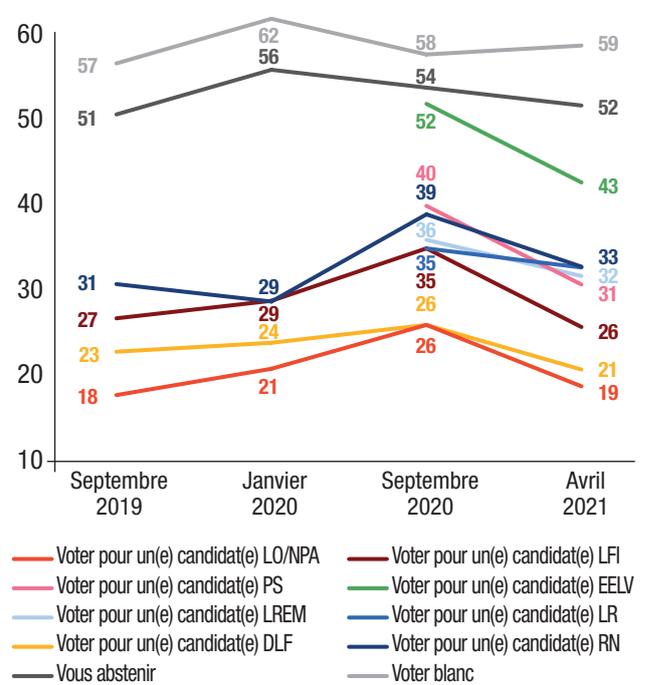
**Base :** selon l'âge et ensemble de l'échantillon.

### ... des répondants âgés de 18 à 24 ans



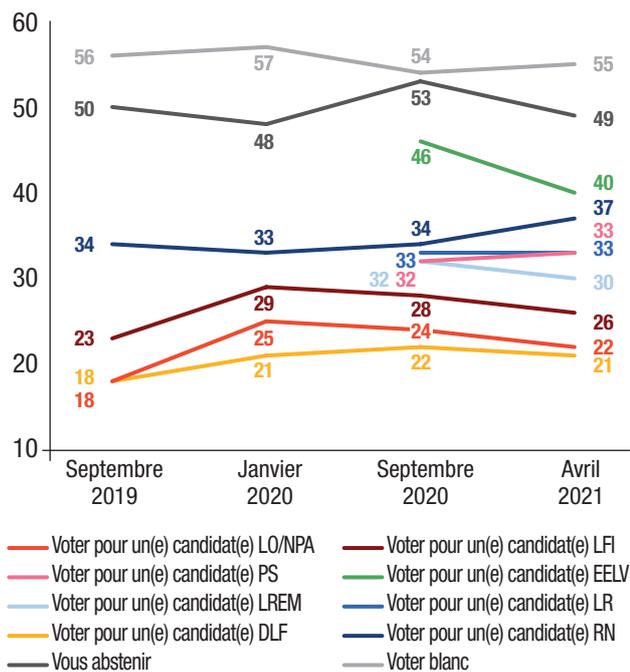
© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

### ... des répondants âgés de 25 à 34 ans



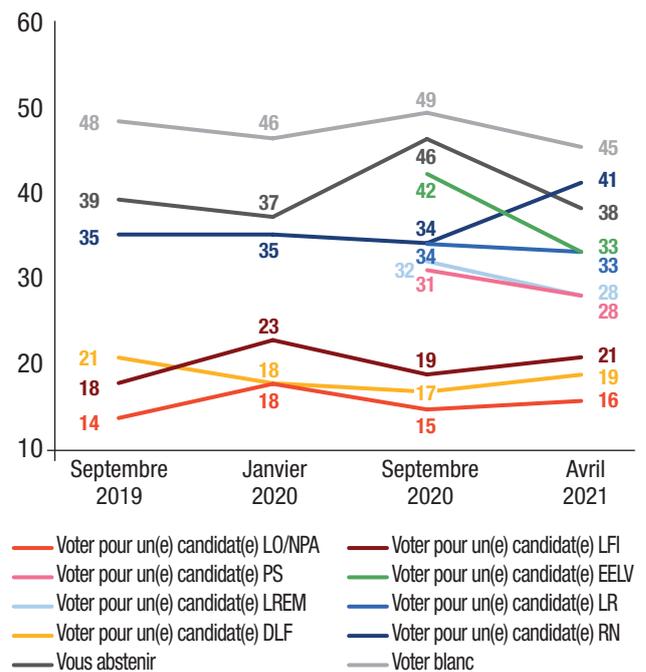
© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

### ... des répondants âgés de 35 à 49 ans



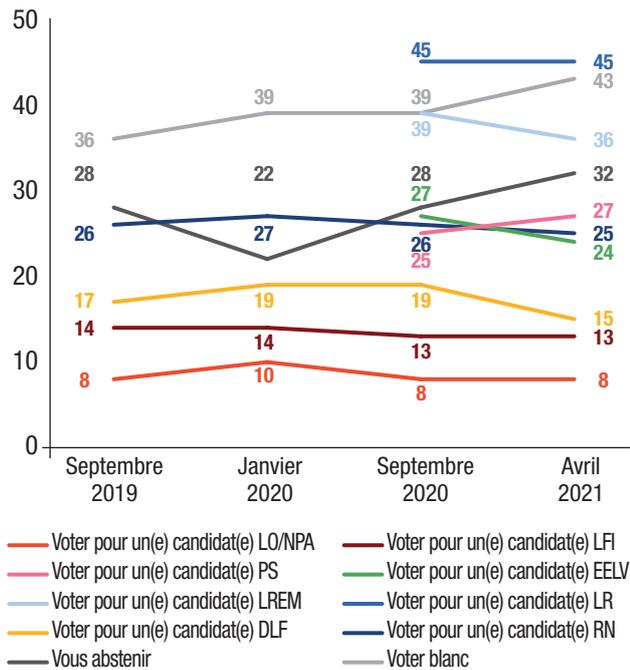
© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

### ... des répondants âgés de 50 à 64 ans



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

### ... des répondants âgés de 65 ans et plus



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

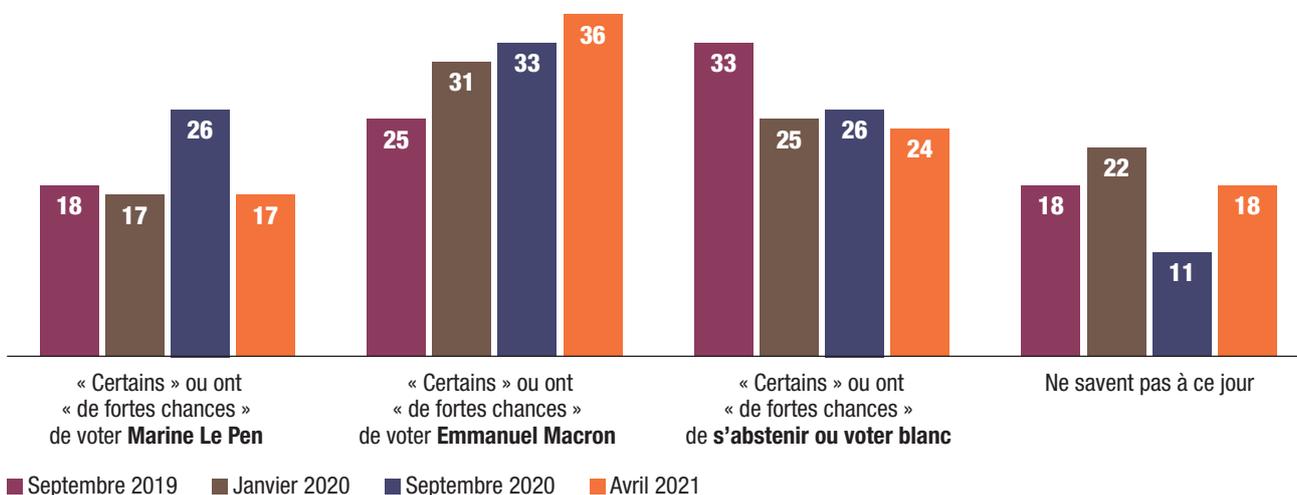
Dans l'hypothèse d'un second tour opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen, on observe chez les 18-24 ans une augmentation de la disponibilité à voter pour le président sortant depuis la première vague de notre indicateur (+ 11 points entre septembre 2019 et avril

2021, de 25 à 36 %). L'une des conséquences de ce soutien croissant au président Macron se retrouve dans le recul de la propension des 18-24 ans à s'abstenir (- 9 points, de 33 à 24 %).

### La hausse spectaculaire de la disponibilité des 18-24 ans à voter Marine Le Pen enregistrée en septembre 2020 (vague 3) est annihilée en avril 2021 (vague 4)

**Question :** « Et en 2022, à l'occasion de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, diriez-vous que vous pourriez...? »

**Base :** répondants âgés de 18 à 24 ans.



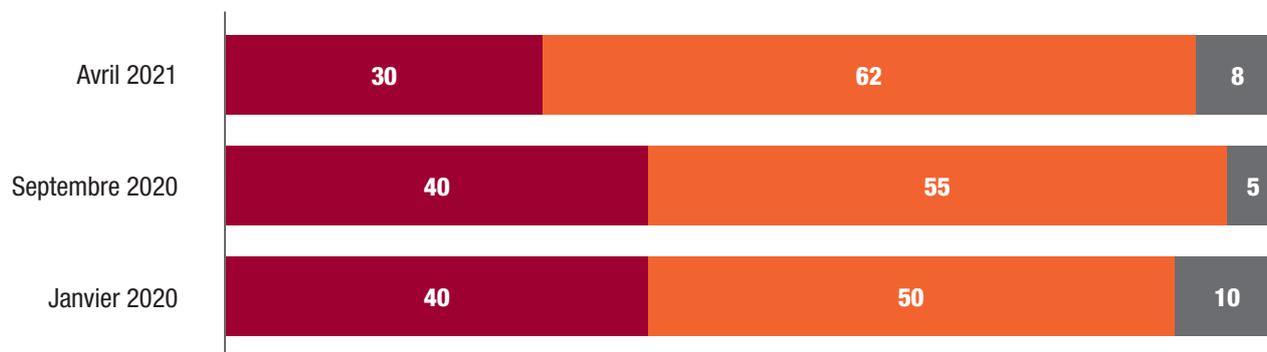
© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

## En avril 2021, les jeunes sont plus nombreux à déclarer vouloir « faire barrage » à Marine Le Pen

**Question :** « Si le second tour en 2022 oppose Emmanuel Macron à Marine Le Pen, parmi les deux possibilités suivantes, qu'est-ce qui serait le plus important pour vous ? »

**Réponses :** « éviter la réélection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République » ou « éviter l'élection de Marine Le Pen à la présidence de la République ».

**Base :** répondants âgés de 18 à 24 ans.



- Éviter la réélection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République
- Éviter l'élection de Marine Le Pen à la présidence de la République
- Non-réponses

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

### Les « sans-préférence partisane » : l'abstention ou le vote blanc

Notre indicateur de la protestation électorale interroge les électeurs sur leur proximité avec les partis suivants : LFI, PS, EELV, LREM, LR et le RN. En avril 2021, 42 % des personnes interrogées se disent « sans préférence partisane ». Considéré comme un ensemble, ce groupe est socialement hétérogène, mais tous ceux qui le composent se disent éloignés de la vie politique. La défiance qu'ils expriment à l'égard des partis est plus élevée (88 %) que la moyenne (80 %). Les « sans-préférence partisane » sont une majorité (51 % contre 37 % en moyenne) à estimer que « voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et les femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple ». Leur intérêt pour la politique est faible : 70 % s'y intéressent peu ou pas du tout (contre 53 % en moyenne). Plus des trois quarts d'entre eux (77 %) pensent que les responsables politiques parlent de sujets qui ne les concernent pas en tant qu'électeurs (contre 70 % en moyenne). Ils sont 67 % à penser également que les médias traitent une actualité qui ne les concerne pas (contre 61 % en moyenne).

Le comportement électoral potentiel des « sans-préférence partisane » se caractérise par une disponibilité plus importante que la moyenne à l'abstention ou au vote blanc. Ainsi, 69 % d'entre eux disent s'être déjà abstenus au moins une fois dans leur vie, contre 55 % en moyenne ; de même, 65 % d'entre eux répondent avoir déjà voté blanc, contre 52 % en moyenne.

Dans l'optique du premier tour de 2022, la plupart des « sans-préférence partisane » jugent possible de s'abstenir (58 % contre 42 % en moyenne) ; ils sont également plus nombreux à dire pouvoir voter blanc (67 % contre 49 %). Leur disponibilité à voter pour un candidat populiste est inférieure à la moyenne : 28 % pour un(e) candidat(e) RN (contre 34 % en moyenne), 19 % pour un(e) candidat(e) LFI (contre 22 % en moyenne) ; il en va de même dans l'hypothèse d'une candidature de gouvernement : 29 % pour un(e) candidat(e) LR (contre 37 % en moyenne), 25 % pour un(e) candidat(e) LREM (contre 33 % en moyenne), 27 % pour un(e) candidat(e) PS (contre 30 % en moyenne), 31 % pour un(e) candidat(e) EELV (contre 35 % en moyenne). À noter que le candidat hors parti obtient chez les « sans-préférence partisane » un résultat (55 %) identique à la moyenne (55 %).

Enfin, dans l'optique d'un second tour opposant Marine Le Pen à Emmanuel Macron, 16 % des « sans préférence partisane » pourraient voter pour Marine Le Pen (contre 25 % pour l'ensemble de l'échantillon) et 19 % pourraient voter pour Emmanuel Macron (contre 29 %). Là encore, la disponibilité à s'abstenir chez les « sans préférence partisane » (21 % contre 14 % en moyenne) et à voter blanc (23 % contre 18 %) est très élevée.

## Face à Emmanuel Macron, Marine Le Pen bénéficiera aussi d'une partie des votes de gauche

Les données de la vague 4 montrent que Marine Le Pen pourrait bénéficier de transferts de voix de la part de la gauche, dans l'hypothèse d'un second tour qui l'opposerait au président sortant. En effet, un quart de ceux qui pourraient voter LO/NPA (26 %) ou LFI (22 %) au premier tour se disent « certains » ou ayant « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen en cas de

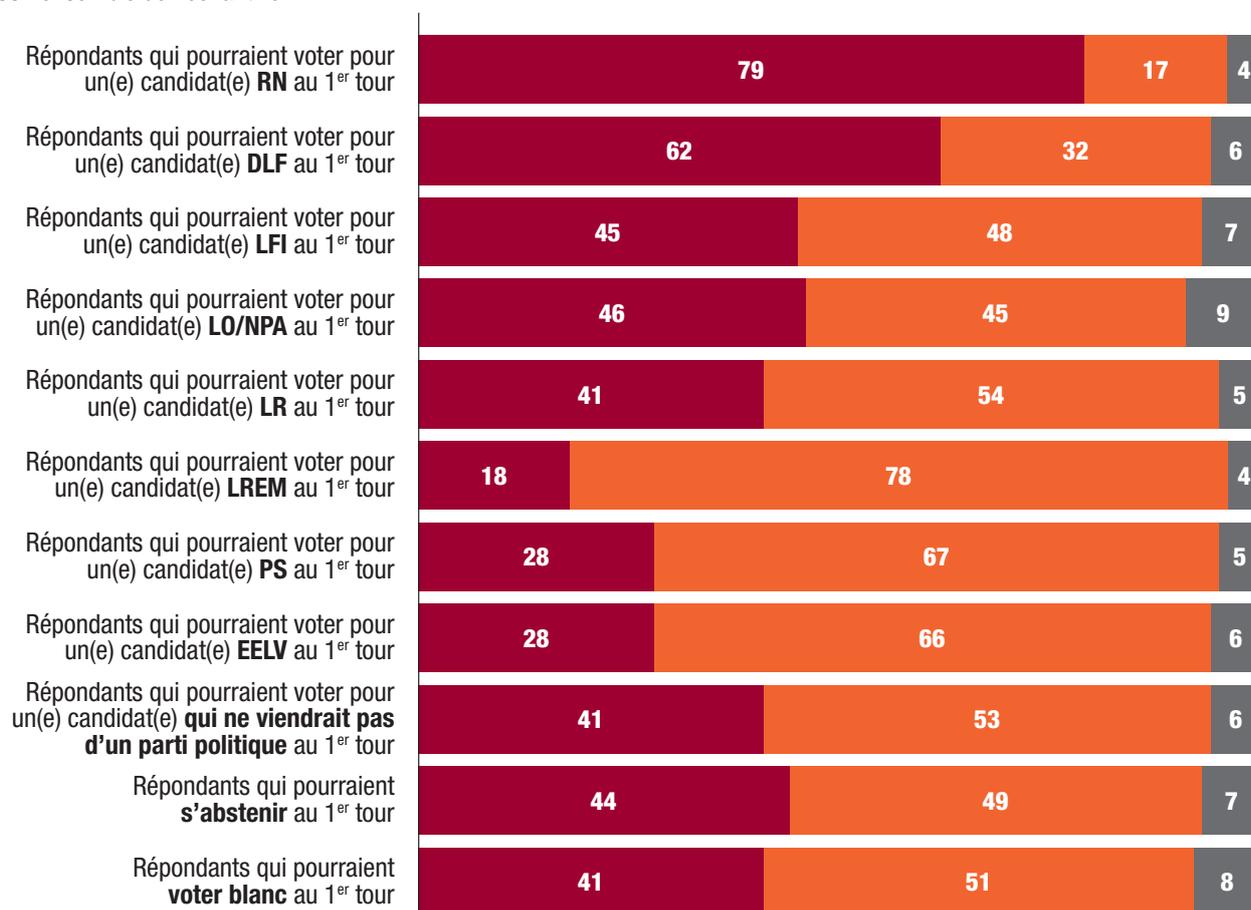
second tour face à Emmanuel Macron. La proportion des électeurs PS au premier tour disposés à voter pour Marine Le Pen au second (14 %) est notable, tout comme celle des électeurs EELV (15 %). La disponibilité à voter pour Marine Le Pen au second tour concerne 20 % des électeurs qui, pour le premier tour, disent leur intention de s'abstenir et 19 % de ceux qui disent leur intention de voter blanc.

## Le risque d'un accident électoral sera d'autant plus fort que la volonté de faire barrage à Marine Le Pen sera plus faible

**Question :** « Si le second tour en 2022 oppose Emmanuel Macron à Marine Le Pen, parmi les deux possibilités suivantes, qu'est-ce qui serait le plus important pour vous ? »

**Réponses :** « éviter la réélection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République » ou « éviter l'élection de Marine Le Pen à la présidence de la République ».

**Base :** ensemble de l'échantillon.



■ Éviter la réélection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République  
 ■ Éviter l'élection de Marine Le Pen à la présidence de la République  
 ■ Non-réponses

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

Parmi les personnes qui pourraient voter Jean-Luc Mélenchon au premier tour, 27 % se disent « certaines » ou ayant « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen au second tour et 44 % se disent « certaines » ou ayant « de fortes chances » de s'abstenir ou de voter blanc. Les électeurs de Jean-Luc Mélenchon –

par hypothèse ici éliminé au premier tour – pourraient donc jouer un rôle décisif au second tour, certains optant pour un vote de rupture en votant pour Marine Le Pen, d'autres en augmentant le risque d'un accident électoral, par l'abstention ou le vote blanc.

Le déroulement de la campagne à droite ne sera pas non plus sans conséquence sur ces hypothèses d'accident électoral et de vote de rupture. Un quart de ceux qui pourraient voter LR (26 %) et 44 % qui pourraient voter DLF au premier tour se disent « certains » ou ayant « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen en cas de second tour face à Emmanuel Macron. Parmi

les répondants déclarant leur disponibilité à voter pour Xavier Bertrand au premier tour, un tiers (32 %) disent être « certains » ou avoir « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen dans le cadre d'un second tour l'opposant à Emmanuel Macron, tandis qu'un quart (24 %) s'abstiendraient ou voteraient blanc.

### En cas de second tour Marine Le Pen contre Emmanuel Macron, la leader du RN récupérerait un tiers de l'électorat de Xavier Bertrand et un quart de celui de Jean-Luc Mélenchon

**Question :** « Et en 2022, à l'occasion de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, diriez-vous que vous êtes... ? »

**Base :** ensemble de l'échantillon.

	« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen au second tour	« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter pour Emmanuel Macron au second tour	« Certains » ou ont « de fortes chances » de s'abstenir ou voter blanc au second tour	Ne savent pas à ce jour
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter Marine Le Pen au premier tour	91	3	5	1
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter Jean-Luc Mélenchon au premier tour	27	23	44	5
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter Emmanuel Macron au premier tour	7	86	2	3
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter Xavier Bertrand au premier tour	32	34	24	9

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

**Note :** les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses qui ne figurent pas dans ce tableau.

## 4. La droitisation de l'électorat pourrait favoriser Marine Le Pen...

### Inclination à droite de l'opinion française

Les répondants étaient invités à se situer politiquement sur une échelle gauche-droite de 0 à 10, où 0 correspond au positionnement le plus à gauche et 10 correspond au positionnement le plus à droite. Ceux qui se situent de 0 à 4 sur l'échelle sont considérés à gauche, à 5 au centre, de 6 à 10 à droite<sup>5</sup>. Les personnes interrogées avaient également la possibilité de ne pas se positionner sur cette échelle.

Les données montrent que les électeurs sont plus nombreux à se positionner à droite. Près de quatre Français sur dix (38 %) se situent à droite (de 6 à 10 sur l'échelle). Ils ne sont que 18 % à se situer à gauche (de 0 et 4). L'autopositionnement au centre (5 sur l'échelle) concerne 16 % des personnes interrogées. Enfin, un quart (24 %) des répondants ne se situent pas sur l'axe gauche-droite. La comparaison de ces résultats avec ceux observés dans une autre étude<sup>6</sup> confirme

le recul de l'inclination à gauche de l'opinion (24 % se positionnent à gauche dans l'étude citée dont les données datent de février 2021 contre seulement 18 % dans notre vague 4 d'avril 2021). Le niveau de l'autopositionnement à droite est le même (38 %), tout comme celui du centre (17 % dans l'étude citée et 16 % dans notre indicateur), tandis que la proportion de répondants ne sachant pas où se situer sur l'échelle gauche-droite est supérieure ici de 3 points (21 % dans l'étude citée contre 24 % dans notre vague 4).

De septembre 2019 à avril 2021, la proportion de répondants se situant à droite a augmenté de 4 points, passant de 34 % à 38 %. Sur la même période, la proportion de répondants se situant à gauche a suivi une évolution de même ampleur mais de sens opposé, l'autopositionnement à gauche passant de 22 % à 18 %. Conséquemment, la supériorité de la droite sur la gauche, qui était de 12 points en septembre 2019, est passée à 20 points en avril 2021.

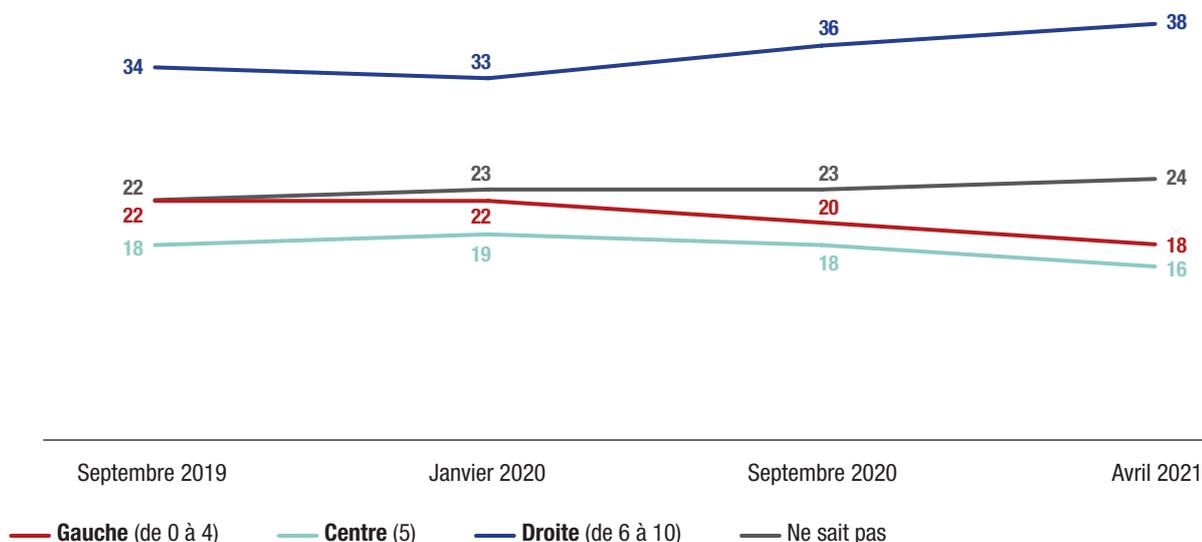
5. Dans le détail, les personnes qui se situent de 0 à 1 sur l'échelle sont considérés comme « très à gauche », de 2 à 4 comme de « gauche modérée », à 5 comme au « centre », de 6 à 8 comme de « droite modérée » et de 9 à 10 comme « très à droite ».

6. Voir Victor Delage, *La Conversion des Européens aux valeurs de droite*, Fondation pour l'innovation politique, mai 2021 ([www.fondapol.org/etude/la-conversion-des-europeens-aux-valeurs-de-droite/](http://www.fondapol.org/etude/la-conversion-des-europeens-aux-valeurs-de-droite/)). Les données analysées dans cette étude sont issues de la douzième vague du Baromètre de la confiance politique, enquête de référence réalisée par le Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof), dont la Fondation pour l'innovation politique est partenaire.

## Une amplification de la droitisation

**Question :** « Sur une échelle de 0 à 10, où 0 correspond à la gauche et 10 correspond à la droite, où diriez-vous que vous vous situez ? »

**Base :** ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

**Note :** les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses qui ne figurent pas sur ce graphique.

### Les jeunes générations sont de plus en plus à droite

Nos données font état d'un processus accéléré de droitisation au sein de notre jeunesse : alors que 23 % des 18-24 ans se situaient à droite (de 6 à 10 sur l'échelle gauche-droite) en janvier 2020, ils étaient 27 % en septembre 2020 et 33 % en avril 2021, soit une augmentation de 10 points en quatorze mois. *A contrario*, les jeunes générations sont de moins en moins nombreuses à se positionner au centre (19 % en janvier 2020, 10 % en avril 2021) et, dans une moindre mesure, à gauche (18 % en janvier 2020, 16 % en avril 2021). À noter que si la proportion de 18-24 ans ne sachant où se positionner sur l'échelle gauche-droite fluctue selon les vagues (35 % en janvier 2020, 41 % en septembre 2020 et 32 % en avril 2021), elle reste toujours très élevée.

Ces données, combinées avec le fait que de moins en moins de jeunes s'identifient à la gauche, peuvent amener à formuler l'hypothèse que les nouvelles générations s'inscrivent de moins en moins dans un clivage gauche-droite. L'idée que ces évolutions seraient le résultat d'un désintérêt des jeunes pour la politique doit être balayée : les 18-24 ans sont de plus en plus nombreux à déclarer s'intéresser à la politique (33 % en septembre 2020 contre 38 % en avril 2021), bien que les résultats restent toujours en dessous de la moyenne (46 % en avril 2021).

### Orphelins d'un candidat, les répondants de droite expriment plutôt une préférence pour Marine Le Pen

Au premier tour de l'élection présidentielle, parmi les personnes qui se situent à droite (de 6 à 10 sur l'échelle gauche-droite), un tiers (34 %) répondent être « certains » ou avoir « de fortes chances » de voter pour la candidate du RN, 23 % pour Emmanuel Macron et 21 % pour Xavier Bertrand. Parmi les répondants qui se situent au centre, soit en position 5 sur l'échelle, 18 % déclarent pouvoir voter pour le président sortant, devant Marine Le Pen (14 %) et Xavier Bertrand (8 %).

Si l'on ne retient pas les répondants qui se placent « très à gauche » (0 et 1) et ceux qui se placent « très à droite » (9 et 10), on mesure alors l'écart entre le poids électoral d'une gauche de gouvernement (2, 3 et 4) et celui d'une droite de gouvernement (6, 7 et 8). On voit que non seulement cet écart est toujours à l'avantage de la droite, mais qu'il est passé de 7 points à 14 points entre septembre 2019 et avril 2021. En excluant les deux segments polarisés (« très à gauche » et « très à droite »), cette comparaison permet de voir que l'évolution de l'opinion correspond davantage à un mouvement de droitisation qu'à un mouvement de « lepénisation ». C'est en l'absence d'un candidat soutenu par la droite de gouvernement que Marine Le Pen peut être élue présidente de la République.

## La droitisation se diffuse au sein de l'ensemble de la société française

**Question :** « Sur une échelle de 0 à 10, où 0 correspond à la gauche et 10 correspond à la droite, où diriez-vous que vous vous situez ? »

**Base :** ensemble de l'échantillon.

	Très à gauche (0 et 1)	A gauche (2, 3 et 4)	Total gauche (de 0 à 4)	Au centre (5)	À droite (6, 7 et 8)	Très à droite (9 et 10)	Total droite (de 6 à 10)	Ne sait pas
<b>Ensemble</b>	<b>4</b>	<b>14</b>	<b>18</b>	<b>16</b>	<b>28</b>	<b>10</b>	<b>38</b>	<b>24</b>
<b>Genre</b>								
Femmes	3	13	16	17	24	8	32	<b>30</b>
Hommes	5	17	<b>22</b>	15	30	<b>12</b>	<b>42</b>	18
<b>Âge</b>								
18-24 ans	3	13	16	10	<b>28</b>	5	<b>33</b>	<b>32</b>
25-34 ans	4	10	14	16	<b>28</b>	7	<b>35</b>	<b>32</b>
35-49 ans	3	13	16	20	25	9	<b>34</b>	27
50-64 ans	3	17	20	19	22	12	<b>34</b>	23
65 ans et plus	4	20	24	11	<b>33</b>	<b>14</b>	<b>47</b>	15
<b>Catégorie d'agglomération</b>								
Communes rurales	3	13	16	17	25	<b>14</b>	<b>39</b>	24
Villes de 2 000 à 19 999 habitants	4	17	21	15	25	11	<b>36</b>	23
Villes de 20 000 à 99 999 habitants	4	14	18	17	28	10	<b>38</b>	26
Villes de plus de 100 000 habitants (hors Paris)	3	15	18	16	28	9	<b>37</b>	25
Agglomération parisienne	<b>6</b>	17	23	16	<b>29</b>	9	<b>38</b>	20
<b>Niveau de diplôme</b>								
Sans diplôme, BEPC, CAP, BEP	4	10	14	15	22	<b>14</b>	<b>36</b>	<b>30</b>
Bac	3	15	18	13	25	11	<b>36</b>	<b>30</b>
Bac + 2	2	16	18	19	<b>32</b>	9	<b>41</b>	20
Supérieur à bac + 2	5	19	24	18	<b>32</b>	8	<b>40</b>	15
<b>Statut professionnel</b>								
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	6	5	11	20	<b>45</b>	8	<b>53</b>	13
Cadres, professions intellectuelles supérieures	4	17	21	19	<b>34</b>	7	<b>41</b>	14
Professions intermédiaires	5	19	24	18	<b>28</b>	9	<b>37</b>	18
Employés	4	12	16	19	22	8	<b>30</b>	<b>32</b>
Ouvriers	2	10	12	18	24	14	<b>38</b>	26
Chômeurs	3	7	10	19	15	9	24	<b>39</b>
Lycéens, étudiants	5	16	21	9	28	3	<b>31</b>	29
Retraités	4	19	23	12	<b>32</b>	14	<b>46</b>	16
Femmes/hommes au foyer	1	9	10	14	9	13	22	<b>52</b>
<b>Classes sociales</b>								
Classes populaires	3	9	12	16	<b>22</b>	<b>10</b>	<b>32</b>	<b>35</b>
Classes moyennes	3	18	21	16	<b>29</b>	<b>12</b>	<b>41</b>	19
Classes aisées	5	21	<b>26</b>	18	35	9	<b>44</b>	10

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

Note : les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses qui ne figurent pas dans ce tableau.

## La droitisation se diffuse au sein de l'ensemble de la société française (suite)

**Question :** « Sur une échelle de 0 à 10, où 0 correspond à la gauche et 10 correspond à la droite, où diriez-vous que vous vous situez ? »

**Base :** ensemble de l'échantillon.

	Très à gauche (0 et 1)	A gauche (2, 3 et 4)	Total gauche (de 0 à 4)	Au centre (5)	À droite (6, 7 et 8)	Très à droite (9 et 10)	Total droite (de 6 à 10)	Ne sait pas
<b>Ensemble</b>	<b>4</b>	<b>14</b>	<b>18</b>	<b>16</b>	<b>28</b>	<b>10</b>	<b>38</b>	<b>24</b>
<b>Revenu mensuel du foyer</b>								
Moins de 1 000 euros	4	8	12	18	19	10	<b>29</b>	<b>37</b>
De 1 000 à 1 999 euros	5	12	17	17	26	10	<b>36</b>	<b>27</b>
De 2 000 à 3 499 euros	3	18	21	16	29	11	<b>40</b>	20
3 500 euros et plus	4	22	<b>26</b>	17	<b>35</b>	12	<b>47</b>	8
<b>Vote au 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle de 2017</b>								
Jean-Luc Mélenchon	16	<b>32</b>	<b>48</b>	11	10	3	13	27
Benoît Hamon	8	<b>59</b>	<b>67</b>	11	9	3	12	7
Emmanuel Macron	2	24	26	24	<b>33</b>	3	<b>36</b>	13
François Fillon	-	<b>0</b>	<b>0</b>	10	<b>60</b>	18	<b>78</b>	9
Marine Le Pen	1	3	4	14	<b>22</b>	<b>35</b>	<b>57</b>	<b>21</b>
Abstention/vote blanc/Nsp	2	9	11	19	16	5	21	<b>42</b>
<b>Inquiétude par rapport à la Covid-19</b>								
« Inquiets »	3	16	19	16	<b>27</b>	11	<b>38</b>	24
« Pas inquiets »	5	14	19	15	<b>30</b>	10	<b>40</b>	23
<b>Opinion sur la gestion de la Covid-19 par le gouvernement</b>								
« Bonne »	<b>1</b>	16	17	16	<b>42</b>	8	<b>50</b>	15
« Mauvaise »	5	15	20	16	20	12	32	28
<b>Violence de la société</b>								
« De plus en plus violente »	3	13	16	16	<b>27</b>	13	<b>40</b>	<b>25</b>
« Aussi violente que par le passé »	7	22	<b>29</b>	16	<b>29</b>	5	<b>34</b>	19
« De moins en moins violente »	6	14	20	11	<b>27</b>	8	<b>35</b>	<b>31</b>
<b>Opinion sur la mondialisation</b>								
« Une opportunité »	3	18	<b>21</b>	18	<b>34</b>	5	<b>39</b>	20
« Une menace »	4	14	<b>18</b>	16	25	13	<b>38</b>	<b>25</b>
<b>Image des Gilets jaunes</b>								
Positive	7	17	<b>24</b>	15	19	13	<b>32</b>	26
Négative	2	14	16	17	34	8	<b>42</b>	22
<b>Opinion par rapport à l'Union européenne</b>								
Favorables	4	20	<b>24</b>	18	30	7	<b>37</b>	19
Défavorables mais contre une sortie	4	12	<b>16</b>	15	29	10	<b>39</b>	<b>27</b>
Défavorables et pour une sortie	<b>5</b>	6	<b>11</b>	13	20	<b>21</b>	<b>41</b>	<b>30</b>

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

Note : les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses qui ne figurent pas dans ce tableau.

## Le potentiel électoral intermédiaire de Marine Le Pen, Emmanuel Macron, Jean-Luc Mélenchon et Xavier Bertrand au premier tour de 2022 selon l'auto-positionnement gauche-droite des répondants

**Question :** « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... ? »

**Réponses :** « vous êtes certain de voter pour lui », « il y a de fortes chances que vous votiez pour lui », « il serait possible que vous votiez pour lui ».

**Base :** ensemble de l'échantillon.

<b>Marine Le Pen</b>	Ensemble	Total gauche (de 0 à 4)	Centre (5)	Total droite (de 6 à 10)	Ne sait pas
Potentiel électoral minimum	10	4	8	18	7
Potentiel électoral intermédiaire	20	6	14	34	16
Potentiel électoral maximum	33	8	32	49	30

<b>Emmanuel Macron</b>	Ensemble	Total gauche (de 0 à 4)	Centre (5)	Total droite (de 6 à 10)	Ne sait pas
Potentiel électoral minimum	5	4	6	8	1
Potentiel électoral intermédiaire	16	12	18	23	7
Potentiel électoral maximum	34	30	40	42	21

<b>Xavier Bertrand</b>	Ensemble	Total gauche (de 0 à 4)	Centre (5)	Total droite (de 6 à 10)	Ne sait pas
Potentiel électoral minimum	3	0	2	6	1
Potentiel électoral intermédiaire	11	3	8	21	3
Potentiel électoral maximum	33	20	32	48	20

**Note :** les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses qui ne figurent pas dans ces tableaux.

**Grille de lecture :** Parmi les personnes qui se situent à droite (de 6 à 10 sur l'échelle), 6 % des personnes interrogées ont répondu être « certaines » de voter pour Xavier Bertrand ; 21 % ont répondu être « certaines » ou avoir « de fortes chances » de voter pour lui ; 48 % ont répondu être « certaines » ou avoir « de fortes chances » ou qu'il leur serait « possible » de voter pour lui.

Placés devant l'hypothèse d'un second tour opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen, les électeurs qui se situent à droite sont sensiblement plus nombreux à être « certains » ou à avoir de « fortes chances » de voter pour la candidate du RN (38 %) que de voter pour le président sortant (33 %). Parmi les électeurs qui se situent au centre, un tiers (32 %) disent être « certains » ou avoir de « fortes chances » de voter pour Emmanuel Macron, contre un quart (23 %) pour Marine Le Pen. Il importe de rappeler que les électeurs qui se situent à droite (38 %) sont deux fois plus nombreux que ceux qui se situent au centre (16 %). Notons également que 37 % des personnes qui se situent à gauche déclarent être « certaines » ou avoir de « fortes chances » de voter pour Emmanuel Macron, soit 27 points de plus que Marine Le Pen (10 %). Néanmoins, près de la moitié (45 %) de ces répondants qui se positionnent à gauche disent pouvoir s'abstenir ou voter blanc. Si le nombre de personnes se situant à gauche (18 %) est en net recul, leur mobilisation comptera beaucoup pour le président sortant dans le cas d'un second tour l'opposant à Marine Le Pen.

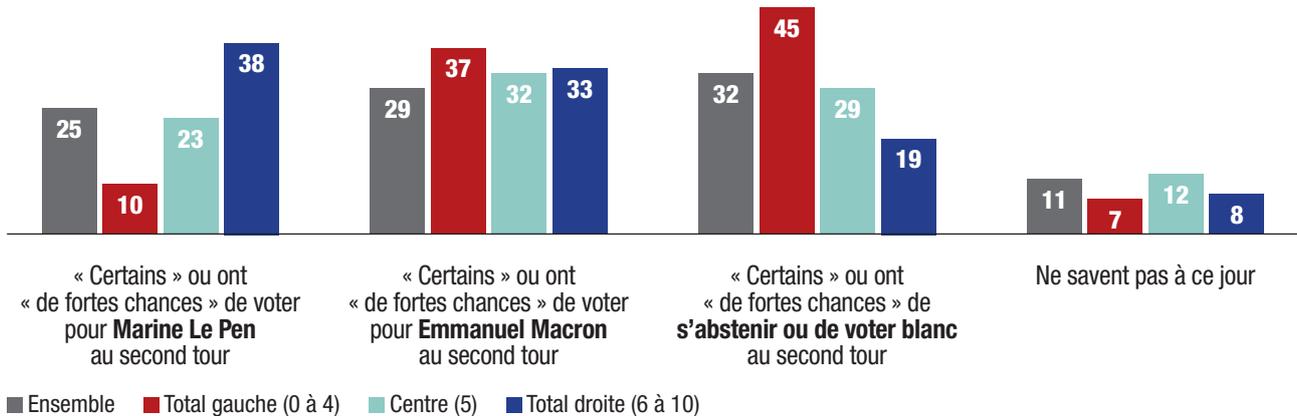
Enfin, la mobilisation électorale des répondants qui ne se positionnent pas sur l'échelle gauche-droite – soit un quart des personnes interrogées (24 %) – pourrait aussi jouer un rôle déterminant : 22 % affirment être « certains » ou avoir de « fortes chances » de voter pour Marine Le Pen, contre 17 % pour Emmanuel Macron. Surtout, quatre répondants sur dix (42 %) qui ne se positionnent pas sur l'échelle gauche-droite disent être « certains » ou avoir de « fortes chances » de s'abstenir ou de voter blanc (contre 32 % en moyenne) et 20 % répondent qu'ils ne savent pas à ce jour ce qu'ils feront (contre 11 % en moyenne).

Une partie significative des Français qui se positionnent à droite déclare exclure de voter au premier tour pour Emmanuel Macron (41 %), pour Marine Le Pen (40 %) et pour Xavier Bertrand (27 %). Si aucune figure ne s'est imposée pour le moment au sein de LR, une candidature consensuelle à droite conduirait à réviser aussi bien la position de Marine Le Pen que celle d'Emmanuel Macron.

## La disponibilité à voter pour Marine Le Pen est élevée chez les répondants se situant à droite, mais aussi chez ceux se situant au centre

Disponibilité à voter pour Marine Le Pen en fonction de l'autopositionnement sur l'axe gauche-droite

Base : ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

## Les préoccupations des Français

Le trio des préoccupations des Français reste inchangé par rapport à notre précédente mesure, à savoir : « Réduire le chômage » (51 %, en recul de 3 points), « Réduire la délinquance » (46 %, en recul de 4 points) et « Réduire les inégalités sociales » (45 %, en hausse de 4 points). Mais le classement des préoccupations prioritaires révèle deux groupes aux implications politiques très différentes : d'un côté, la délinquance, l'immigration, l'islam et la dette ; de l'autre, le chômage, les inégalités et le réchauffement climatique. On voit se distinguer, sans nécessairement s'opposer, deux systèmes de préoccupations, l'un plutôt de droite, l'autre plutôt de gauche. L'évolution de ces préoccupations pèsera certainement dans la manière dont se déroulera le scrutin présidentiel. Les thèmes plus à droite, notamment l'islam et l'immigration, ne disparaîtront pas du devant de la scène d'ici à avril 2022. De même, la préoccupation pour la délinquance jouera un rôle déterminant, d'autant plus que près des trois quarts (72 %) des personnes interrogées jugent la société « de plus en plus violente ».

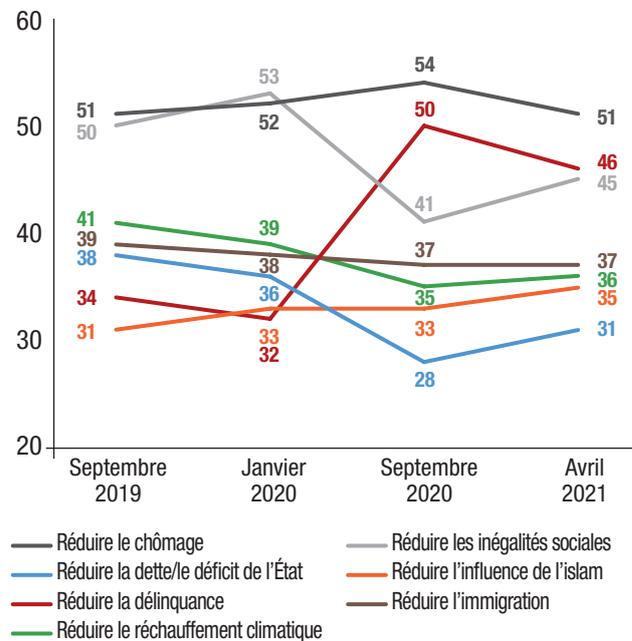
On note cependant une hausse de la préoccupation pour les inégalités sociales, tandis que le chômage occupe toujours le premier rang. Thème clairement ancré à gauche, la préoccupation pour le réchauffement climatique avait subi un premier recul entre la vague 1 (41 %) et la vague 2 (39 %), puis un second recul, plus marqué, lors de la vague 3 (35 %). La vague 4 confirme le déclasserement de cette thématique (36 %), que la rhétorique EELV associe à la décroissance quand une part prépondérante de la société aspire à la consommation, au pouvoir d'achat et au progrès matériel. Le retour de la problématique sociale,

## Dans l'opinion, chômage, délinquance et inégalités demeurent les problèmes prioritaires

Question : « Parmi les problèmes suivants, quel est celui que le gouvernement doit traiter en premier ? Et en deuxième ? Et en troisième ? »

Réponses : total (en premier, en deuxième et en troisième).

Base : ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

la question des inégalités, devrait être plus favorable à la gauche, mais il ne faut pas oublier que la droite FN/RN sait depuis longtemps articuler la dimension sociale à la dimension nationale.

## 5. ... mais la crise sanitaire n'a pas altéré l'attachement à l'Europe

En 2017, l'Europe et l'euro représentaient le grand clivage opposant Marine Le Pen à Emmanuel Macron. Aussi bien dans les précédentes études de la Fondation pour l'innovation politique<sup>7</sup> que dans les précédentes vagues de notre indicateur<sup>8</sup>, nous avons souligné l'obstacle que

représente pour Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon l'attachement des Français à l'Union européenne et à l'euro. Or la crise sanitaire n'a pas altéré cet attachement, malgré les controverses sur l'Europe qui ont été tentées. Ainsi, comme dans les vagues précédentes, plus des trois quarts (79 %) des personnes interrogées souhaitent rester dans l'Union.

### La crise de la Covid-19 et le soutien des Français à l'Europe

**Question :** « Concernant l'Union européenne, avec laquelle des opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ? »

**Base :** ensemble de l'échantillon.



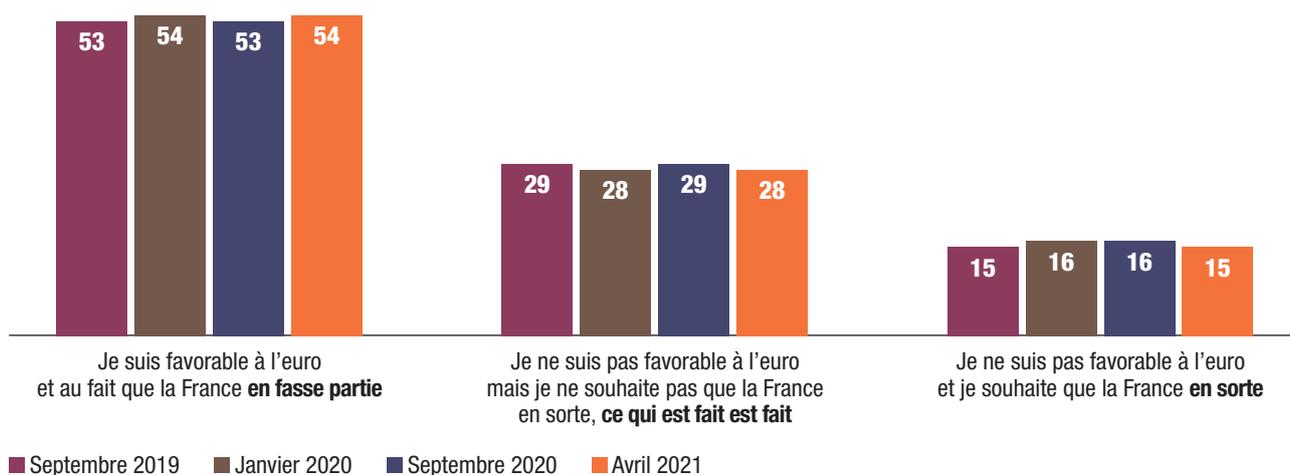
**Note :** les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses, qui ne figurent pas sur ce graphique.

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

### La crise de la Covid-19 et le soutien des Français à l'euro

**Question :** « Concernant l'euro, avec laquelle des opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ? »

**Base :** ensemble de l'échantillon.



**Note :** les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses, qui ne figurent pas sur ce graphique.

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

7. Voir Dominique Reynié (dir.), *Où va la démocratie ?*, Plon, octobre 2017, et *Démocraties sous tension. Volume 1. Les enjeux*, Fondation pour l'innovation politique, mai 2019 ([www.fondapol.org/etude/enquete-planetaire-democraties-sous-tension-volume-i-les-enjeux/](http://www.fondapol.org/etude/enquete-planetaire-democraties-sous-tension-volume-i-les-enjeux/)).

8. Voir Dominique Reynié (dir.), *2022, le risque populiste en France. Vague 1*, Fondation pour l'innovation politique, octobre 2019 ([www.fondapol.org/etude/2022-le-risque-populiste-en-france/](http://www.fondapol.org/etude/2022-le-risque-populiste-en-france/)).

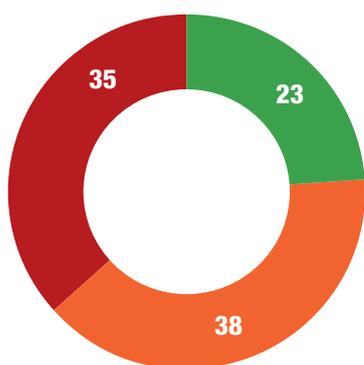
La majorité des personnes (59 %) qui sont « certaines » ou qui ont de « fortes chances de voter » Marine Le Pen au premier tour en 2022 ne souhaitent pas que la France quitte l'Europe ; une majorité plus grande encore (68 %) souhaite conserver l'euro. En ce qui concerne Jean-Luc Mélenchon, la situation est encore plus frappante puisque la quasi-totalité des personnes qui sont « certaines » ou qui ont de « fortes chances de voter » pour le leader LFI souhaitent que leur pays ne quitte ni l'Europe (85 %) ni l'euro (84 %).

La gestion européenne des approvisionnements en doses de vaccin n'a pas modifié la donne : certes, un quart (23 %) des personnes interrogées pensent que la France aurait « fait mieux seule », mais un tiers (35 %) pensent que la France n'aurait « pas fait mieux seule » et 38 % pensent que la France aurait fait « ni mieux ni moins bien seule ». Même au sein du groupe des répondants qui se disent « défavorables à l'Union européenne et souhaitent que la France en sorte », seule une moitié (49 %) estime que la France aurait fait mieux seule, contre 15 % qui pensent qu'elle n'aurait pas fait mieux seule et 32 % qu'elle aurait fait ni mieux ni moins bien.

### Un tiers des répondants jugent que la France n'aurait pas fait mieux sans l'Europe pour l'approvisionnement en doses de vaccin

**Question :** « L'Union européenne gère l'approvisionnement en doses des vaccins contre la Covid-19 pour les 27 États membres. Selon vous... ? »

**Base :** ensemble de l'échantillon.



- La France aurait fait mieux seule
- La France n'aurait ni mieux fait, ni moins bien fait seule
- La France n'aurait pas mieux fait seule

**Note :** le total n'atteint pas 100 % en raison des non-réponses, qui ne figurent pas sur ce graphique.

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

Les plus jeunes (18-24 ans) sont particulièrement nombreux (45 %) à considérer que le pays ne s'en serait pas mieux sorti sans l'Europe (soit 10 points de plus que la moyenne, 35 %). Si les proportions des personnes proches de LREM (49 %) et d'EELV (52 %) à considérer que la France ne s'en serait pas mieux sortie sans l'Union européenne sont les plus élevées, cette opinion est fortement représentée parmi les proches du PS (50 %) et de LR (42 %), mais aussi du PCF-LFI (42 %).

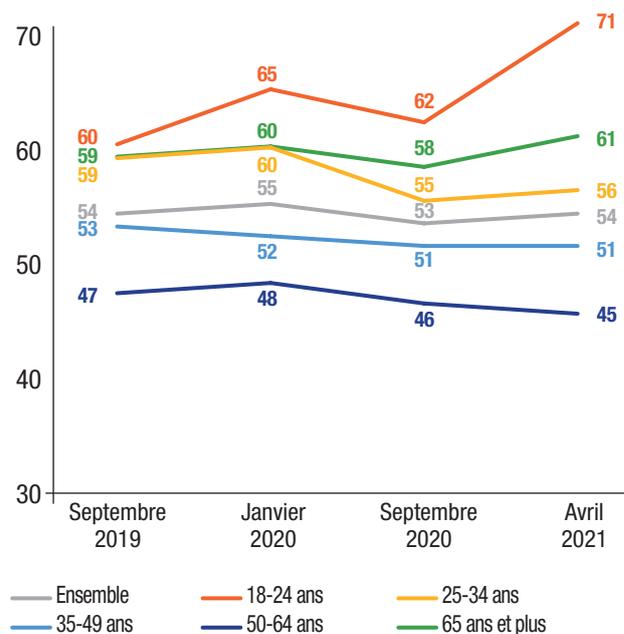
Les proches du RN restent plus nombreux (44 %) à juger que la France « aurait fait mieux seule ». Cette opinion est également plus répandue que la moyenne de l'échantillon (23 %) chez les 50-64 ans (28 %), les moins diplômés (27 %), les ouvriers (27 %), les répondants déclarant une image positive du mouvement des Gilets jaunes (29 %), ainsi que chez ceux qui se disent mécontents de l'action d'Emmanuel Macron comme président de la République (27 %).

### Une forte augmentation chez les 18-24 ans au soutien à l'Europe

**Question :** « Concernant l'Union européenne, avec laquelle des opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ? »

**Réponse :** « je suis favorable à l'Union européenne et au fait que la France en fasse partie ».

**Base :** selon l'âge et ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

# II La double crise de la représentation

Longtemps, les partis et les candidats populistes ont été considérés par l'opinion comme incapables de gouverner : la démagogie et l'outrance des partis antisystèmes ont nourri l'idée d'une incapacité à gouverner. Par contraste, les « partis de gouvernement » et leurs candidats, de gauche ou de droite, ont bénéficié d'une sorte de privilège de compétence, conférant plus ou moins explicitement au vote populiste un caractère aventureux et dangereux. Admis dans l'opinion, un privilège de compétence réservé aux partis de gouvernement constitue un obstacle de taille pour les partis populistes. Or ce privilège de compétence semble s'éroder. Ce mouvement ne peut pas être sans lien avec la crise de la Covid-19. La nature inédite de cette crise a inévitablement placé les gouvernants dans des situations d'incertitude, d'improvisation et de revirement qui ne pouvaient être dissimulées.

Par sa durée, la crise sanitaire a contraint les gouvernants à reconnaître une certaine impuissance.

## 1. L'érosion du privilège de compétence accordé aux partis de gouvernement réduit le handicap des partis populistes

Ce phénomène est particulièrement favorable à Marine Le Pen. En effet, la nouvelle vague de notre indicateur montre que 21 % des personnes interrogées la jugent « plus à même de répondre aux préoccupations des Français » que « les autres femmes et hommes politiques ». La proportion est la même (20 %) s'agissant d'Emmanuel Macron. En revanche, seuls 11 % des répondants estiment que Jean-Luc Mélenchon est « plus à même de répondre aux préoccupations des Français » que « les autres femmes et hommes politiques ».

### Marine Le Pen et Emmanuel Macron sont crédités de la même capacité à répondre aux préoccupations des Français

**Question :** « Pour chacune des personnalités politiques suivantes, par rapport aux autres femmes et hommes politiques, dites-si vous pensez qu'elle est plus à même, moins à même ou ni plus, ni moins à même de répondre aux préoccupations des Français »

**Base :** ensemble de l'échantillon.

	Marine Le Pen	Jean-Luc Mélenchon	Emmanuel Macron
... est <b>plus à même de répondre aux préoccupations des Français</b> par rapport aux autres femmes et hommes politiques	21	11	20
...est <b>moins à même de répondre aux préoccupations des Français</b> par rapport aux autres femmes et hommes politiques	32	42	30
...n'est <b>ni plus, ni moins à même de répondre aux préoccupations des Français</b> par rapport aux autres femmes et hommes politiques	43	42	46

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

**Note :** les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses, qui ne figurent pas dans ce tableau.

Ne doutons pas que le moment et la nature de la sortie de la crise sanitaire contribueront fortement au résultat de la prochaine élection présidentielle. Si, jusque-là, on observait une relative tolérance dans l'opinion à l'égard du gouvernement dans sa gestion de la crise, le mécontentement semble croître. Depuis notre dernière mesure, la satisfaction à l'égard de la gestion de la crise sanitaire par le gouvernement a diminué fortement. On passe de 39 % de l'échantillon estimant que le gouvernement a « très bien » ou « plutôt bien » géré la crise en septembre 2020 à 29 % en avril 2021. La réussite de la campagne vaccinale sera donc déterminante pour l'évolution de l'opinion.

Pour une majorité des personnes interrogées, les partis d'opposition, de droite ou de gauche, auraient fait aussi bien (ou aussi mal) s'ils avaient eu à gérer la pandémie. À la question : « Voici une liste de partis politiques. Pour chacun d'entre eux, s'il était au pouvoir, dites si vous pensez qu'il aurait fait mieux, moins bien ou ni mieux ni moins bien », le jugement majoritaire se porte sur la réponse « ni mieux ni moins bien », y compris lorsqu'il s'agit d'évaluer les partis de gauche révolutionnaire (LO et NPA) ou les partis populistes (LFI, DLF ou RN). Les partis d'opposition PS et LR ne sont pas crédités d'une capacité supérieure : parmi les personnes interrogées, 6 % seulement estiment que le PS aurait fait mieux,

tandis que 26 % considèrent qu'il aurait fait moins bien ; 8 % pensent que EELV au pouvoir aurait fait mieux et 31 % moins bien ; 10 % que LR aurait fait mieux et 17 % moins bien. L'idée selon laquelle les forces politiques ne sont guère plus capables les unes que les autres de régler les problèmes s'est installée, au moins dans le moment présent de cette crise.

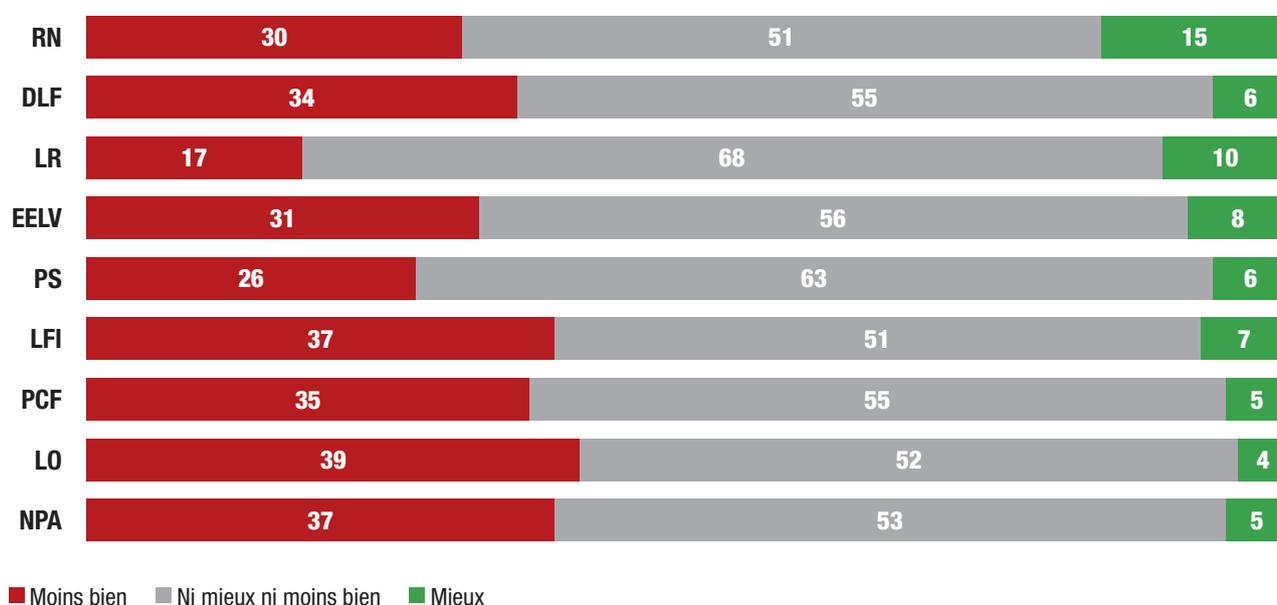
L'une des conséquences de cette évolution de l'opinion, peut-être temporaire, est de contribuer à éroder l'argument d'une incompétence propre au RN.

Même si le jugement positif est très minoritaire, il est le parti le plus largement crédité par l'opinion d'une capacité à mieux gérer la crise sanitaire s'il était au pouvoir que le gouvernement (15 %), soit une augmentation de 3 points (12 %) par rapport à septembre 2020. Si 30 % des personnes interrogées estiment, au contraire, qu'il ferait moins bien, ce chiffre place le RN au niveau de EELV, à peine au-dessus du PS (26 %), en dessous de DLF (34 %) et du PCF (35 %), très en dessous de LFI (37 %), du NPA (37 %) et de LO (39 %).

### Dans l'ensemble, les Français considèrent que peu de partis auraient fait mieux que le gouvernement dans la gestion de la crise de la Covid-19 s'ils étaient au pouvoir

**Question :** « Voici une liste de partis politiques. Pour chacun d'entre eux, s'il était au pouvoir, dites si vous pensez qu'il aurait fait mieux, moins bien ou ni mieux ni moins bien que le gouvernement actuel dans la gestion de la crise de la Covid-19 en France ? »

**Base :** ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

Note : les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses, qui ne figurent pas sur ce graphique.

Les données montrent l'étendue du scepticisme dans l'opinion en ce qui concerne la capacité des gouvernants à régler les problèmes. Par conséquent, on ne peut plus opposer aussi simplement la compétence des partis de gouvernement à l'amateurisme des partis populistes. Dans l'opinion, le jugement est beaucoup plus relatif. Pour Marine Le Pen, quelle que soit la proximité partisane des répondants, plus d'un tiers (34 % chez les sympathisants du PS, 36 % pour ceux de LREM, 38 % pour ceux de LFI, 39 % pour ceux d'EELV et 45 % pour ceux de LR) la jugent « ni plus, ni moins à même » de répondre aux préoccupations des Français que les autres femmes et hommes politiques, tandis que la plupart (86 %)

des personnes proches du RN pensent qu'elle est plus à même de répondre aux préoccupations des Français que d'autres femmes et hommes politiques.

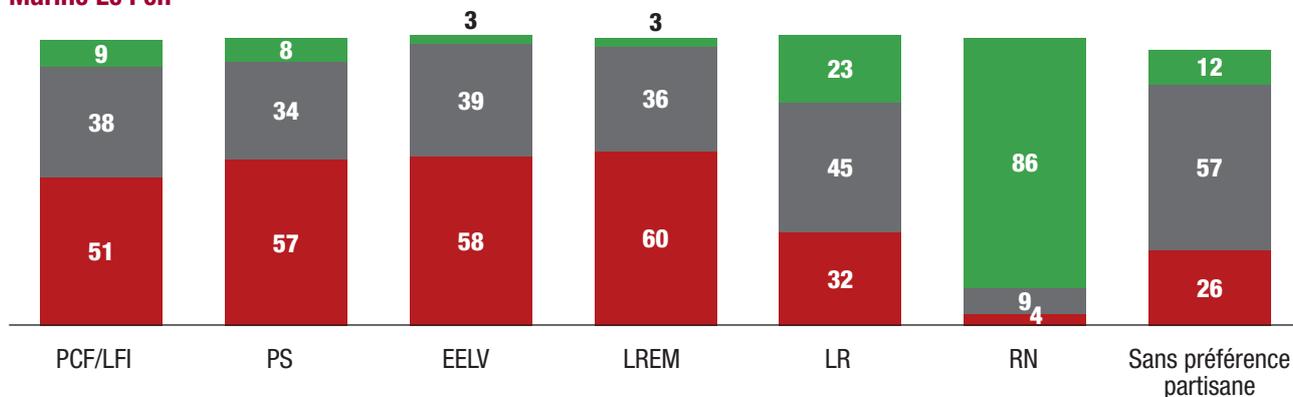
Pour Jean-Luc Mélenchon, 29 % des sympathisants LREM, 31 % de ceux de LR, 40 % de ceux du PS, 44 % de ceux du RN et 48 % de ceux d'EELV le jugent « ni plus, ni moins à même » de répondre aux préoccupations des Français que les autres femmes et hommes politiques, tandis que la plupart (80 %) des personnes proches de LFI pensent qu'il est plus à même de répondre aux préoccupations des Français que d'autres femmes et hommes politiques.

**Quelle que soit l'affiliation politique des répondants, une partie significative perçoit Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon comme « ni plus ni moins à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques »**

**Question :** « Pour chacune des personnalités politiques suivantes, par rapport aux autres femmes et hommes politiques, dites-vous pensez qu'elle est plus à même, moins à même ou ni plus, ni moins à même de répondre aux préoccupations des Français »

**Base :** ensemble de l'échantillon.

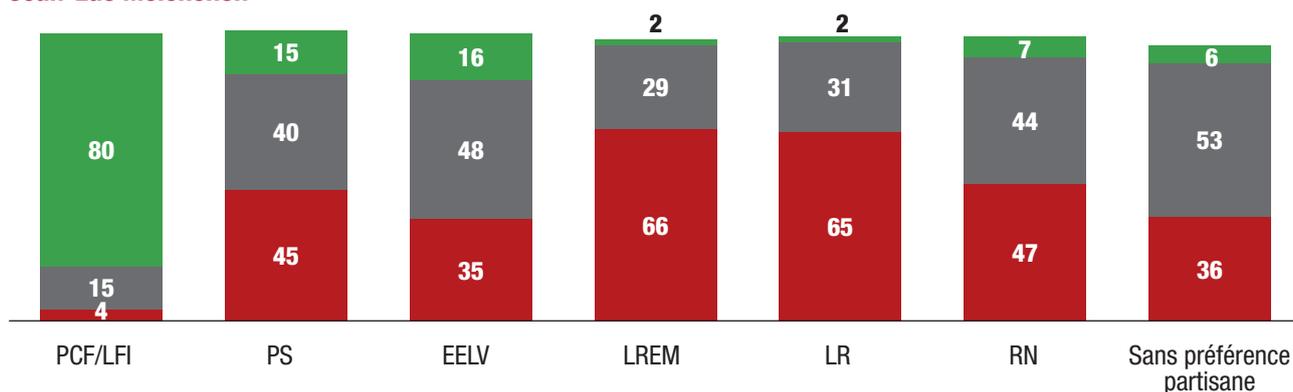
**Marine Le Pen**



■ ... est plus à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques  
 ■ ... est ni plus, ni moins à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques  
 ■ ... est moins à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

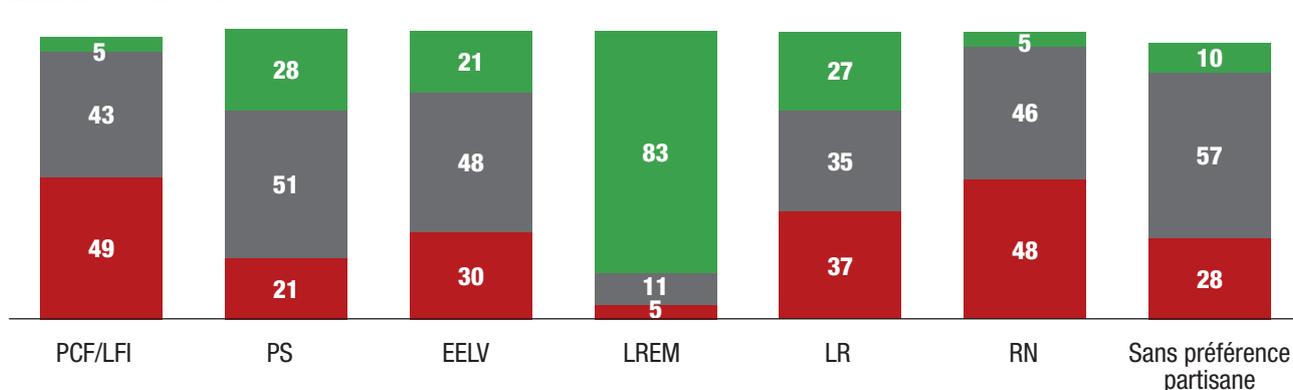
**Jean-Luc Mélenchon**



■ ... est plus à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques  
 ■ ... est ni plus, ni moins à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques  
 ■ ... est moins à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

**Emmanuel Macron**



■ ... est plus à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques  
 ■ ... est ni plus, ni moins à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques  
 ■ ... est moins à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

Note : les totaux n'atteignent pas 100% en raison des non-réponses qui ne figurent pas sur ces graphiques.

## Un quart des électeurs potentiels de Marine Le Pen sont sans illusion sur ses capacités à gouverner. La raison de leur vote est donc ailleurs

Parmi les répondants disant être « certains » ou avoir « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen au premier tour en 2022, 17 % l'estiment « ni plus, ni moins à même » et 6 % « moins à même » de répondre aux préoccupations des Français que les autres femmes et hommes politiques. Un quart de l'électorat

potentiel (23 %) de Marine Le Pen ne la crédite pas d'une compétence plus grande à gouverner, confirmant la possibilité d'un vote Le Pen comme vote de rupture pour une partie de son électorat. De l'autre côté, Jean-Luc Mélenchon, lui, est considéré par 12 % de son électorat potentiel comme « ni plus, ni moins à même » et 15 % comme « moins à même » de répondre aux préoccupations des Français. Pour Emmanuel Macron, ces résultats s'élèvent respectivement à 14 % et 8 %.

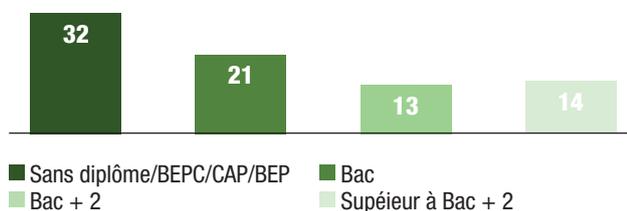
## Marine Le Pen est plus compétente aux yeux de populations plus défavorisées

**Question :** « Pour Marine Le Pen, par rapport aux autres femmes et hommes politiques, dites-si vous pensez qu'elle est plus à même, moins à même ou ni plus, ni moins à même de répondre aux préoccupations des Français »

**Réponse :** « ...est plus à même de répondre aux préoccupations des Français que les autres femmes et hommes politiques ».

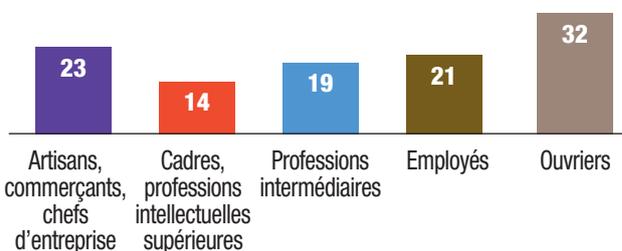
**Base :** ensemble de l'échantillon.

### Selon le niveau de diplôme



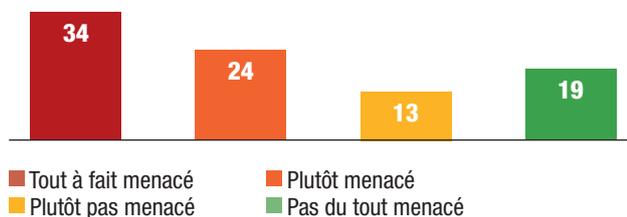
© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

### Selon la profession



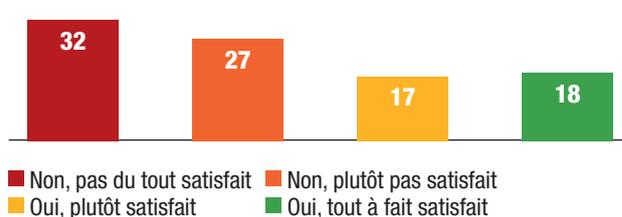
© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

### Selon le sentiment que son style de vie est menacé



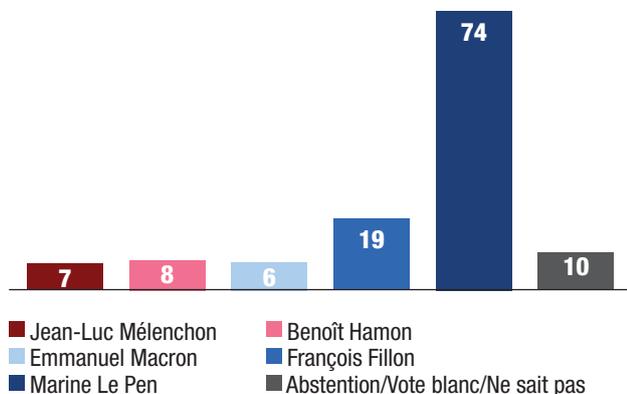
© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

### Selon la satisfaction à l'égard de sa propre vie



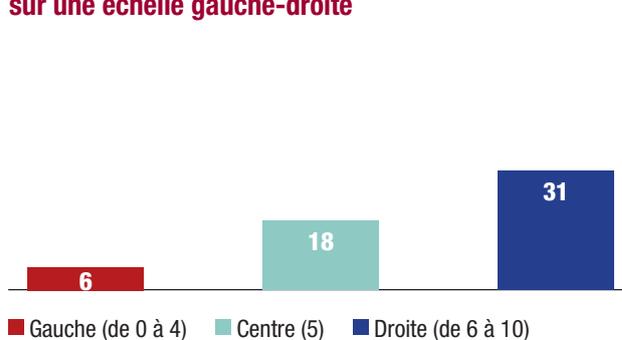
© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

### Selon le vote au premier tour en 2017



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

### Selon l'autopositionnement sur une échelle gauche-droite



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

**Grille de lecture :** parmi l'ensemble des personnes interrogées, 21 % estiment que « Marine Le Pen est plus à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques ». Parmi les personnes les moins diplômées, 32 % estiment que « Marine Le Pen est plus à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques ». Parmi les personnes qui considèrent que leur style de vie est « tout à fait menacé », 34 % estiment que « Marine Le Pen est plus à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques ».

## La compétence selon le profil des Français : Emmanuel Macron, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon

**Question :** « Pour chacune des personnalités politiques suivantes, par rapport aux autres femmes et hommes politiques, dites-si vous pensez qu'elle est plus à même, moins à même ou ni plus, ni moins à même de répondre aux préoccupations des Français »

**Base :** ensemble de l'échantillon.

### Emmanuel Macron

	...est moins à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques	...n'est ni plus, ni moins à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques	...est plus à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques
<b>Ensemble</b>	<b>30</b>	<b>46</b>	<b>20</b>
<b>Genre</b>			
Femmes	28	51	16
Hommes	32	41	23
<b>Âge</b>			
18-24 ans	29	40	22
25-34 ans	31	46	15
35-49 ans	26	<b>54</b>	15
50-64 ans	33	<b>48</b>	16
65 ans et plus	32	37	29
<b>Catégorie d'agglomération</b>			
Communes rurales	30	<b>49</b>	18
Villes de 2 000 à 19 999 habitants	30	<b>47</b>	19
Villes de 20 000 à 99 999 habitants	29	<b>48</b>	19
Villes de plus de 100 000 habitants (hors Paris)	31	45	19
Agglomération parisienne	<b>31</b>	40	23
<b>Niveau de diplôme</b>			
Sans diplôme, BEPC, CAP, BEP	34	48	15
Bac	30	49	17
Bac + 2	29	44	21
Supérieur à bac + 2	28	42	26
<b>Statut professionnel</b>			
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	28	<b>42</b>	26
Cadres, professions intellectuelles supérieures	28	39	22
Professions intermédiaires	31	<b>48</b>	18
Employés	31	<b>52</b>	11
Ouvriers	31	<b>51</b>	14
<b>Classes sociales</b>			
Classes populaires	31	<b>49</b>	14
Classes moyennes	32	<b>46</b>	19
Classes aisées	26	<b>38</b>	31
<b>Proximité partisane</b>			
PCF/LFI	<b>49</b>	43	5
PS	21	51	28
EELV	30	<b>48</b>	21
LREM	5	11	83
LR	37	35	27
RN	48	<b>46</b>	5
Sans préférence partisane	28	<b>57</b>	10
<b>Vote au premier tour en 2017</b>			
Jean-Luc Mélenchon	39	52	7
Benoît Hamon	32	51	15
Emmanuel Macron	14	29	55
François Fillon	28	37	32
Marine Le Pen	<b>48</b>	<b>46</b>	<b>4</b>
Abstention / blanc / nul	27	<b>59</b>	<b>7</b>

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

Note : les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses qui ne figurent pas dans ce tableau.

## La compétence selon le profil des Français : Emmanuel Macron, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon

**Question :** « Pour chacune des personnalités politiques suivantes, par rapport aux autres femmes et hommes politiques, dites-vous si vous pensez qu'elle est plus à même, moins à même ou ni plus, ni moins à même de répondre aux préoccupations des Français »

**Base :** ensemble de l'échantillon.

### Marine Le Pen

	...est moins à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques	...n'est ni plus, ni moins à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques	...est plus à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques
<b>Ensemble</b>	<b>32</b>	<b>43</b>	<b>21</b>
<b>Genre</b>			
Femmes	30	47	19
Hommes	35	39	22
<b>Âge</b>			
18-24 ans	35	41	16
25-34 ans	32	42	18
35-49 ans	27	47	22
50-64 ans	27	44	26
65 ans et plus	<b>41</b>	39	18
<b>Catégorie d'agglomération</b>			
Communes rurales	28	46	23
Villes de 2 000 à 19 999 habitants	33	43	22
Villes de 20 000 à 99 999 habitants	27	46	23
Villes de plus de 100 000 habitants (hors Paris)	33	40	21
Agglomération parisienne	<b>40</b>	40	15
<b>Niveau de diplôme</b>			
Sans diplôme, BEPC, CAP, BEP	22	43	32
Bac	27	<b>48</b>	21
Bac + 2	34	<b>47</b>	13
Supérieur à bac + 2	<b>48</b>	35	14
<b>Statut professionnel</b>			
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	<b>40</b>	33	23
Cadres, professions intellectuelles supérieures	37	<b>38</b>	14
Professions intermédiaires	36	<b>44</b>	19
Employés	29	<b>44</b>	21
Ouvriers	18	<b>46</b>	32
<b>Classes sociales</b>			
Classes populaires	26	<b>46</b>	23
Classes moyennes	34	41	22
Classes aisées	<b>45</b>	38	12
<b>Proximité partisane</b>			
PCF/LFI	<b>51</b>	38	9
PS	<b>57</b>	34	8
EELV	<b>58</b>	39	3
LREM	<b>60</b>	36	3
LR	32	45	23
RN	4	9	86
Sans préférence partisane	26	<b>57</b>	12
<b>Vote au premier tour en 2017</b>			
Jean-Luc Mélenchon	<b>42</b>	<b>50</b>	7
Benoît Hamon	<b>56</b>	34	8
Emmanuel Macron	<b>57</b>	35	6
François Fillon	33	47	19
Marine Le Pen	5	20	74
Abstention / blanc / nul	26	<b>57</b>	10

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

Note : les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses qui ne figurent pas dans ce tableau.

## La compétence selon le profil des Français : Emmanuel Macron, Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon

**Question :** « Pour chacune des personnalités politiques suivantes, par rapport aux autres femmes et hommes politiques, dites-si vous pensez qu'elle est plus à même, moins à même ou ni plus, ni moins à même de répondre aux préoccupations des Français »

**Base :** ensemble de l'échantillon.

### Jean-Luc Mélenchon

	...est moins à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques	...n'est ni plus, ni moins à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques	...est plus à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques
<b>Ensemble</b>	<b>42</b>	<b>42</b>	<b>11</b>
<b>Genre</b>			
Femmes	38	<b>47</b>	10
Hommes	<b>46</b>	37	12
<b>Âge</b>			
18-24 ans	34	39	<b>18</b>
25-34 ans	35	<b>46</b>	10
35-49 ans	38	<b>46</b>	11
50-64 ans	<b>42</b>	43	11
65 ans et plus	<b>50</b>	36	10
<b>Catégorie d'agglomération</b>			
Communes rurales	39	45	12
Villes de 2 000 à 19 999 habitants	<b>43</b>	42	12
Villes de 20 000 à 99 999 habitants	39	<b>47</b>	8
Villes de plus de 100 000 habitants (hors Paris)	<b>44</b>	41	9
Agglomération parisienne	<b>43</b>	37	14
<b>Niveau de diplôme</b>			
Sans diplôme, BEPC, CAP, BEP	38	<b>45</b>	12
Bac	36	<b>47</b>	13
Bac + 2	<b>42</b>	43	9
Supérieur à bac + 2	<b>51</b>	34	10
<b>Statut professionnel</b>			
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	<b>43</b>	37	16
Cadres, professions intellectuelles supérieures	<b>46</b>	32	10
Professions intermédiaires	<b>42</b>	<b>44</b>	12
Employés	34	<b>49</b>	10
Ouvriers	36	<b>48</b>	11
<b>Classes sociales</b>			
Classes populaires	33	<b>49</b>	12
Classes moyennes	<b>47</b>	38	11
Classes aisées	<b>49</b>	36	10
<b>Proximité partisane</b>			
PCF/LFI	4	15	80
PS	<b>45</b>	40	<b>15</b>
EELV	35	<b>48</b>	<b>16</b>
LREM	<b>66</b>	29	2
LR	<b>65</b>	31	2
RN	<b>47</b>	<b>44</b>	7
Sans préférence partisane	36	<b>53</b>	6
<b>Vote au premier tour en 2017</b>			
Jean-Luc Mélenchon	17	<b>38</b>	42
Benoît Hamon	35	<b>46</b>	16
Emmanuel Macron	<b>59</b>	35	4
François Fillon	<b>61</b>	35	1
Marine Le Pen	<b>51</b>	<b>41</b>	6
Abstention / blanc / nul	31	<b>55</b>	6

## 2. La représentation médiatique est remise en cause

Les résultats des vagues 2 et 3 de notre indicateur montraient que l'électorat potentiellement protestataire était lié aux sources d'information des personnes interrogées. Singulièrement, les « nouveaux médias » (réseaux sociaux, YouTube, blogs, forums en ligne...), par opposition aux « médias traditionnels », se révélaient être un espace public propice à l'expression du discours populiste.

Dans le cadre de cette vague 4 (avril 2021), lorsque l'on s'intéresse à la consommation médiatique selon la proximité partisane, il apparaît que les électeurs qui se disent proches des partis de droite sont plus nombreux à utiliser les chaînes d'information en continu comme source d'information : cela concerne 40 % des personnes proches du RN et 33 % chez les personnes proches de LR, mais cela concerne aussi 30 % des personnes proches de LREM, 27 % des proches du PS, 25 % de EELV et 25 % du PCF/LFI et encore 28 % des personnes se déclarant sans préférence partisane.

Au sein de ce monde de l'information par les chaînes d'information en continu, Marine Le Pen arrive en tête : 44 % des répondants s'informant *via* ces chaînes pourraient voter pour un(e) candidat(e) du RN au premier tour en 2022, soit 10 points de plus que la moyenne de l'échantillon (34 %), 42 % pour un(e) candidat(e) LR, 34 % pour un(e) candidat(e) LREM. Au second tour, 33 % de ceux qui s'informent sur les chaînes d'information en continu sont « certains » ou ont « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen, soit 5 points de plus qu'Emmanuel Macron (28 %).

De par ses caractéristiques, le style médiatique des chaînes d'information en continu se voit régulièrement reprocher de favoriser la droitisation de l'opinion. À tout le moins, nous constatons que cette nouvelle

offre entre en résonance avec un électorat plutôt orienté à droite, mais non exclusivement. La critique adressée à ces chaînes d'information de déterminer l'opinion de droite, voire d'extrême droite, doit être tempérée par le fait que parmi les personnes qui s'informent *via* ce type de média, 34 % pourraient voter pour un(e) candidat(e) LREM, 31 % pour un(e) candidat(e) EELV et 27 % pour un(e) candidat(e) PS. En d'autres termes, si une partie significative du public de droite, et plus encore du public de la droite populiste, s'informe *via* ces chaînes, on ne peut réduire leur auditoire à un monde de droite. De plus, ce mouvement de droitisation et de protestation visible dans l'opinion est apparu aux débuts des années 1990, c'est-à-dire antérieurement à l'apparition de ces chaînes d'information, la première, LCI, étant née en 1994, suivie par i>Télé (1999, future CNews), BFM (2005), puis France Info (2016).

Il est donc possible de considérer qu'il existait chez une partie du public une demande d'information frustrée jusqu'à l'avènement des chaînes d'information en continu. On en trouve un indice dans le lien, plus fort encore, entre l'orientation protestataire, de gauche ou de droite, et l'information *via* « Internet », expression regroupant l'information sur YouTube, sur les blogs, sur les forums en ligne et sur les réseaux sociaux. Autrement dit, le Web et les réseaux sociaux sont les médias d'une France protestataire, de gauche ou de droite, volontiers abstentionniste ou disposée à voter blanc. Parmi les personnes qui s'informent *via* Internet, 42 % pourraient voter pour un(e) candidat(e) du RN au premier tour, 36 % pourraient voter pour un(e) candidat(e) de LFI, 40 % pourraient voter pour un(e) candidat(e) d'EELV, 53 % pourraient s'abstenir et 57 % pourraient voter blanc.

### Les moyens de s'informer et le jugement sur l'utilité de voter

Pour 56 % des répondants qui disent s'informe *via* les blogs ou les forums sur Internet, pour 51 % de ceux qui s'informent *via* YouTube et pour 42 % de ceux qui utilisent les réseaux sociaux, « voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et les femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple ». Parmi les personnes interrogées qui déclarent s'informe avec les médias traditionnels, la proportion des répondants estimant que voter est inutile est de 35 % pour ceux qui s'informent *via* les grandes chaînes de télévision, de 34 % *via* la radio, de 33 % *via* les chaînes d'information en continu et de 32 % *via* les journaux (papier ou en ligne). Notons que parmi les personnes qui ont le sentiment que les sujets traités par les médias ne les concernent pas, une forte proportion (44 %) pense que voter ne sert pas à grand-chose. C'est 16 points de plus que ceux qui, au contraire, ont le sentiment que les médias traitent de sujets qui les concernent (28 %).

## Modes d'information et potentiels électoraux pour 2022

**Question :** « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez... ? »

**Réponses :** « oui, certainement » et « oui, probablement ».

**Base :** ensemble de l'échantillon.

	Ensemble	Les grandes chaînes de télévision	Les chaînes d'information en continu	Les journaux (papier ou en ligne)	La radio	Internet
Voter pour un(e) candidat(e) LO/NPA	16	14	16	16	15	<b>25</b>
Voter pour un(e) candidat(e) LFI	22	18	19	22	21	<b>36</b>
Voter pour un(e) candidat(e) PS	30	30	27	<b>33</b>	<b>34</b>	29
Voter pour un(e) candidat(e) EELV	35	34	31	35	<b>39</b>	<b>40</b>
Voter pour un(e) candidat(e) LREM	33	34	34	<b>37</b>	<b>35</b>	30
Voter pour un(e) candidat(e) LR	37	37	<b>42</b>	<b>41</b>	38	36
Voter pour un(e) candidat(e) DLF	19	17	<b>22</b>	17	16	<b>29</b>
Voter pour un(e) candidat(e) RN	34	34	<b>44</b>	28	28	<b>42</b>
Voter pour un(e) candidat(e) qui ne viendrait pas d'un parti politique	55	<b>56</b>	<b>55</b>	<b>58</b>	<b>57</b>	<b>56</b>
Vous abstenir	42	40	36	37	41	<b>53</b>
<b>Voter blanc</b>	49	49	48	45	48	<b>57</b>

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

**Note :** la catégorie « Internet » agrège les répondants s'informant sur YouTube, sur les blogs ou forums sur Internet et sur les réseaux sociaux.

**Grille de lecture :** Parmi l'ensemble des personnes interrogées, 34 % disent qu'elles pourraient voter pour un(e) candidat(e) RN au premier tour en 2022. Parmi les personnes qui s'informent sur les grandes chaînes de télévision, 34 % disent qu'elles pourraient voter pour un(e) candidat(e) RN au premier tour en 2022. Parmi les personnes qui s'informent sur les chaînes d'information en continu, 44 % disent qu'elles pourraient voter pour un(e) candidat(e) RN au premier tour en 2022.

### Crise de la représentation politique et crise de la représentation médiatique

Comme précédemment mesuré dans les vagues 2 et 3 de notre indicateur, les Français expriment une forte défiance vis-à-vis des institutions et du système politique dans son ensemble : 80 % ne font pas confiance aux partis politiques, 64 % au gouvernement, 62 % aux syndicats, 61 % aux députés ou encore 60 % au président de la République. Les maires (23 %), les policiers (30 %) et les juges (42 %) tirent leur épingle du jeu avec une défiance minoritaire.

Le mécontentement ou la déception suscitée par l'action publique n'est pas la seule cause de cette défiance persistante. La parole politique est également mise en cause. Ainsi, nous voyons que la plupart des électeurs (70 %) considèrent que les responsables politiques « parlent de sujets qui ne les concernent pas », contre un quart (25 %) estimant qu'ils « parlent de sujets qui les concernent » (5 % des personnes n'ayant pas répondu). Les électeurs ne reconnaissent pas leur vie dans la parole des politiques.

Mais la représentation médiatique est elle aussi prise en défaut. Une large majorité des répondants (61 %) estiment que « la plupart du temps, quand ils regardent l'actualité dans les médias, ils ont l'impression que ceux-ci parlent de sujets qui ne les concernent pas ». C'est 28 points de plus (33 %) que ceux qui pensent que les médias traitent de sujets qui les concernent (6 % des personnes interrogées n'ont pas répondu).

Ceux qui ne se reconnaissent pas dans la manière dont les médias traitent l'actualité sont plus nombreux chez les non ou peu diplômés (67 % contre 57 % pour ceux qui disposent d'un niveau bac + 2), les ouvriers et les employés (respectivement 64 % et 62 %, contre 49 % des artisans, des commerçants et des chefs d'entreprise), les classes moyennes (63 %) et les classes populaires (62 %), contre 56 % des classes aisées, ou encore les personnes qui ont une image très positive du mouvement des Gilets jaunes (70 % contre 60 % de ceux qui ont une image très négative). Ce jugement négatif sur le traitement médiatique de l'actualité est également très présent (72 %) parmi les répondants qui considèrent que « voter ne

sert pas à grand-chose », que « la société est de plus en plus violente » (66%). De même, 71 % des répondants qui considèrent à la fois que la mondialisation est une menace et que l'immigration pose des problèmes de cohabitation déclarent qu'il existe un décalage entre la vie qu'ils mènent et l'actualité représentée par les médias.

Chez ceux qui estiment à la fois que la mondialisation est une opportunité et que l'immigration est un enrichissement, une majorité (54 %) voit un décalage entre les sujets traités par les médias et la vie qu'ils mènent.

### Plus des deux tiers des Français qui considèrent que leur niveau de vie s'est dégradé, que leur style de vie est menacé ou qui ne sont pas satisfaits de leur vie ont le sentiment que les médias ne traitent pas de sujets qui les concernent

**Question :** « De laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche : la plupart du temps, quand je regarde l'actualité dans les médias... »

**Base :** ensemble de l'échantillon.

	Niveau de vie			Style de vie		Satisfait de sa vie	
	Il s'est dégradé	Il est resté stable	Il s'est amélioré	Menacé	Pas menacé	Non	Oui
... j'ai l'impression qu'ils parlent de sujets qui me concernent	30	37	38	30	40	29	36
... j'ai l'impression qu'ils parlent de sujets qui ne me concernent pas	<b>67</b>	59	59	<b>67</b>	56	<b>67</b>	60
Non-réponses	3	4	3	3	4	4	4

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

La disponibilité au vote protestataire est bien plus élevée chez ceux qui ne se retrouvent pas dans le traitement médiatique de l'actualité. Ainsi, 83 % des personnes qui répondent que les sujets couverts par les médias ne les concernent pas pourraient adopter l'un des comportements protestataires retenus par notre indicateur au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 : voter pour un parti populiste ou antisystème (RN, LFI, DLF, LO, NPA), s'abstenir ou voter blanc. C'est 10 points de plus (73 %) par rapport à ceux qui

considèrent que les médias parlent de sujets qui les concernent. Par ailleurs, dans le cas d'un duel Emmanuel Macron-Marine Le Pen lors du second tour de 2022, la moitié (47 %) des personnes qui ne se reconnaissent pas dans la manière dont les médias traitent l'actualité souhaitent éviter l'élection d'Emmanuel Macron (contre 33 % de ceux qui pensent que les médias traitent de sujets qui les concernent) et 47 % disent vouloir éviter l'élection de Marine Le Pen (contre 61 %).

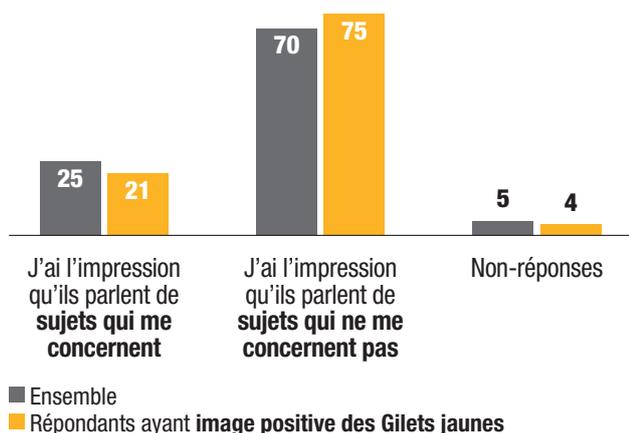
### Les Gilets jaunes et les représentations politiques et médiatiques

**Question :** « De laquelle des opinions suivantes vous sentez vous le plus proche ? La plupart du temps, quand les responsables politiques/les médias s'expriment... »

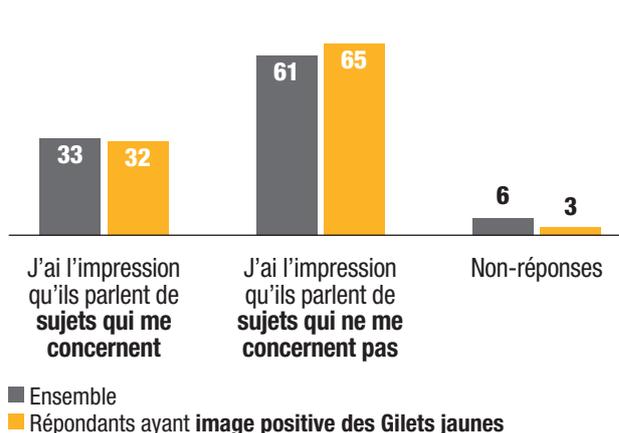
**Réponses :** « j'ai l'impression qu'ils parlent de sujets qui me concernent » ou « j'ai l'impression qu'ils parlent de sujets qui ne me concernent pas ».

**Base :** ensemble de l'échantillon et répondants ayant une image positive des Gilets jaunes.

#### Les responsables politiques



#### Les médias



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

Soulignons que 65 % des répondants qui s'informent *via* les journaux, 64 % *via* les réseaux sociaux, 62 % *via* les grandes chaînes de télévision et 61 % *via* la radio déclarent ne pas se sentir concernés par les sujets dont parlent les médias. Ce sont ceux qui s'informent avec YouTube et les chaînes d'information en continu qui sont les moins nombreux à avoir l'impression que les médias traitent de sujets qui ne les concernent pas (respectivement 53 % et 57 %).

Il faut cependant noter que les plateformes d'hébergement et de streaming vidéo sont liées à des algorithmes de recommandation qui font que l'utilisateur est progressivement exposé quasi exclusivement à des contenus qu'il apprécie. Cette logique est souvent source d'un « effet caisse de résonance » et d'un « effet de bulle », renforçant le mécanisme du biais de confirmation.

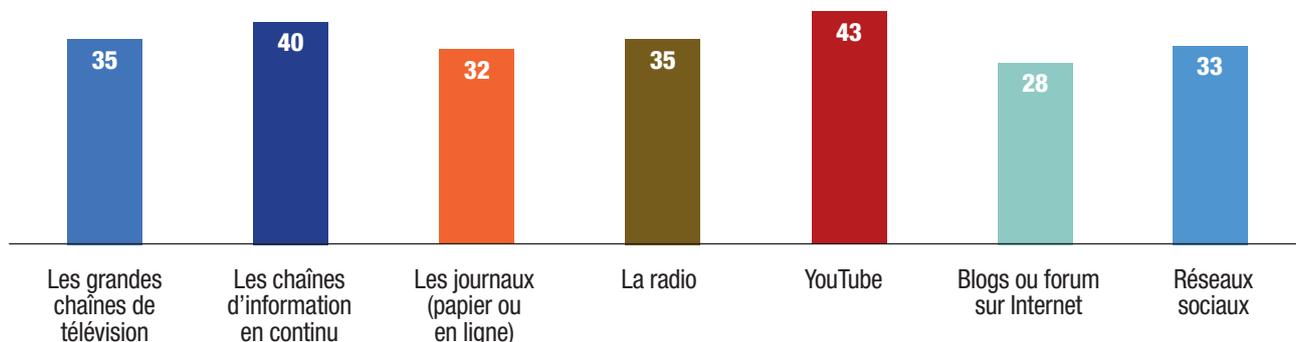
### Les chaînes d'information en continu abordent les sujets qui préoccupent leur public

**Question :** « De laquelle des opinions suivantes vous sentez vous le plus proche ?

« La plupart du temps, quand je regarde l'actualité dans les médias... »

**Réponse :** « j'ai l'impression qu'ils parlent de sujets qui me concernent ».

**Base :** ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

### La catégorie « des femmes et des hommes au foyer » sujette à la protestation électorale

Même si elle regroupe majoritairement des femmes, la catégorie « femmes et hommes au foyer » désigne les personnes dites « sans profession » accomplissant les tâches qualifiées de « ménagères », autrement dit l'entretien de la maison et, le plus souvent, la garde des enfants. Il s'agit d'un travail non rémunéré et cette population n'est donc pas comprise dans la population active. On constate que personnes appartenant à cette catégorie constituent un groupe au fort potentiel protestataire. Les trois quarts (75 %) d'entre elles sont mécontentes de l'action d'Emmanuel Macron comme Président de la République, soit 11 points de plus que la moyenne (64 %). Une personne au foyer sur deux (50 %) déclare être satisfaite de sa vie (contre 61 % en moyenne) et 45 % estiment « ne pas s'en sortir », « s'en sortir très difficilement » ou « s'en sortir difficilement » avec les revenus du ménage (contre 26 % en moyenne).

La disponibilité à la protestation électorale est encore plus marquée. En effet, au sein de la catégorie « femmes et hommes au foyer », près de la moitié des répondants (46 %) déclarent pouvoir voter pour un(e) candidat(e) du RN au premier tour de l'élection présidentielle de 2022, soit 12 points de plus que la moyenne (34 %). La disponibilité à voter pour les candidats d'autres partis est conséquemment inférieure à la moyenne : 21 % pour un candidat de LFI (22 % pour l'ensemble), 24 % pour un candidat du PS (contre 30 %), 33 % pour un candidat EELV (contre 35 %), 20 % pour un candidat(e) de LREM (contre 33 %) et 23 % pour un candidat LR (contre 37 %). Soulignant le caractère protestataire de ce groupe, la disponibilité à voter pour un candidat qui ne viendrait d'aucun parti est également moindre dans cette catégorie (45 %, contre 55 % en moyenne).

La tentation protestataire des personnes relevant de cette catégorie persiste dans l'hypothèse d'un second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen : 39 % disent être « certains » ou avoir « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen (25 % en moyenne), 18 % pour le président actuel (contre 29 %) et 29 % s'abstiendraient ou voteraient blanc (contre 32 %). De plus, à propos du second tour de 2022, si l'on demande aux répondants de choisir entre l'option « éviter l'élection de Marine Le Pen » ou l'option « éviter la réélection d'Emmanuel Macron », une forte majorité dit vouloir faire barrage à Emmanuel Macron (58 %, contre 41 % pour l'ensemble).

## Forte disponibilité au vote protestataire des « oubliés » de l'espace public

**Question :** « De laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche : la plupart du temps, quand je regarde l'actualité dans les médias... »

**Base :** ensemble de l'échantillon.

	... j'ai l'impression qu'ils parlent de sujets qui me concernent	... j'ai l'impression qu'ils parlent de sujets qui ne me concernent pas
<b>Ensemble</b>	<b>33</b>	<b>61</b>
<b>Genre</b>		
Femmes	35	60
Hommes	32	63
<b>Âge</b>		
18-24 ans	36	55
25-34 ans	35	55
35-49 ans	36	59
50-64 ans	34	63
65 ans et plus	28	67
<b>Catégorie d'agglomération</b>		
Communes rurales	33	62
Villes de 2 000 à 19 999 habitants	32	63
Villes de 20 000 à 99 999 habitants	35	61
Villes de plus de 100 000 habitants (hors Paris)	32	61
Agglomération parisienne	35	59
<b>Niveau de diplôme</b>		
Sans diplôme, BEPC, CAP, BEP	29	67
Bac	36	60
Bac + 2	36	57
Supérieur à bac + 2	33	61
<b>Statut professionnel</b>		
Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	43	49
Cadres, professions intellectuelles supérieures	33	55
Professions intermédiaires	35	62
Employés	32	62
Ouvriers	33	64
Chômeurs	36	56
Lycéens, étudiants	40	52
Retraités	30	65
Femmes/hommes au foyer	37	59
<b>Classes sociales</b>		
Classes populaires	32	62
Classes moyennes	32	63
Classes aisées	37	56
<b>Revenu mensuel du foyer</b>		
Moins de 1 000 euros	35	60
De 1 000 à 1 999 euros	33	63
De 2 000 à 3 499 euros	31	63
3 500 euros et plus	41	56
<b>Proximité partisane</b>		
PCF/LFI	34	59
PS	48	47
EELV	35	62
LREM	51	44
LR	31	68
RN	32	68
Sans préférence partisane	28	67
<b>Vote au 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle de 2017</b>		
Jean-Luc Mélenchon	30	67
Benoît Hamon	38	56
Emmanuel Macron	46	50
François Fillon	32	66
Marine Le Pen	30	67
Abstention/Vote blanc/Ne sait pas	29	64

## Forte disponibilité au vote protestataire des « oubliés » de l'espace public (suite)

**Question :** « De laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche : la plupart du temps, quand je regarde l'actualité dans les médias... »

**Base :** ensemble de l'échantillon.

	... j'ai l'impression qu'ils parlent de sujets qui me concernent	... j'ai l'impression qu'ils parlent de sujets qui ne me concernent pas
<b>Ensemble</b>	<b>33</b>	<b>61</b>
<b>Inquiétude par rapport à la Covid-19</b>		
« Inquiets »	36	60
« Pas inquiets »	<b>27</b>	<b>69</b>
<b>Opinion sur la gestion de la Covid-19 par le gouvernement</b>		
« Bonne »	44	52
« Mauvaise »	<b>29</b>	<b>67</b>
<b>Opinion sur la violence de la société</b>		
« De plus en plus violente »	31	<b>66</b>
« Aussi violente que par le passé »	41	55
« De moins en moins violente »	43	55
<b>Opinion sur la mondialisation</b>		
« Une opportunité »	40	30
« Une menace »	58	<b>67</b>
<b>Opinion sur le mouvement des Gilets jaunes</b>		
Positive	32	<b>65</b>
Négative	35	61
<b>Opinion par rapport à l'Union européenne</b>		
Favorables	37	59
Défavorables mais contre une sortie	32	64
Défavorables et pour une sortie	<b>25</b>	<b>72</b>
<b>Vote au 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle de 2022 – Partis</b>		
Un candidat RN	31	<b>67</b>
Un candidat DLF	35	<b>62</b>
Un candidat LFI	36	59
Un candidat LO/NPA	37	58
Un candidat LR	38	59
Un candidat LREM	43	53
Un candidat PS	40	55
Un candidat EELV	39	56
Un candidat qui ne vient pas d'un parti politique	35	<b>61</b>
S'abstenir	30	<b>66</b>
Voter blanc	31	<b>65</b>
<b>Vote au 1<sup>er</sup> tour de l'élection présidentielle de 2022 – Candidats</b>		
Marine Le Pen	30	<b>69</b>
Emmanuel Macron	47	48
Xavier Bertrand	35	<b>63</b>
Jean-Luc Mélenchon	38	57
<b>Vote au 2<sup>nd</sup> tour de l'élection présidentielle de 2022</b>		
Marine Le Pen	30	<b>68</b>
Emmanuel Macron	45	51
Abstention/vote blanc	<b>26</b>	<b>68</b>
<b>Moyens pour s'informer</b>		
Médias traditionnels	34	<b>63</b>
Les grandes chaînes de télévision	35	<b>62</b>
Les chaînes d'information en continu	40	57
Les journaux	32	<b>65</b>
La radio	35	61
Internet	34	63
YouTube	43	53
Les réseaux sociaux	33	64

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

**Note :** les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses qui ne figurent pas dans ce tableau.

# Fractures territoriales et rejet du centralisme alimentent la protestation électorale

## 1. La disponibilité au vote protestataire croît fortement dans les communes rurales ainsi que dans les villes petites et moyennes

Entre les vagues 1 (septembre 2019) et 4 (avril 2021), la disponibilité au vote protestataire de droite s'est accrue partout en France<sup>9</sup>, à l'exception de l'agglomération parisienne. Lors de la vague 1, un tiers des habitants des communes de moins de 2 000 habitants (33 %) estimaient pouvoir voter pour un(e) candidat(e) RN au premier tour de la présidentielle en 2022, contre un quart (26 %) des personnes vivant dans les villes de l'agglomération parisienne, soit 7 points de différence. Lors de la vague 2 (janvier 2020), l'écart s'était réduit considérablement, de 6 points : la disponibilité à voter RN concernait 31 % des habitants des communes rurales et 30 % de ceux de l'agglomération parisienne. Depuis, la tentation des ruraux de voter RN n'a cessé de croître, comme le mettaient en évidence les résultats de la vague 3 (35 % disaient pouvoir voter pour un(e) candidat(e) RN en septembre 2020) et de la vague 4 (37 % en avril 2021). À l'inverse, à Paris et dans le reste de l'agglomération parisienne, la disponibilité à voter RN

avait baissé de 4 points en septembre 2020 (26 % contre 30 % en janvier 2020) pour se stabiliser à ce même niveau en avril 2021 (26 %).

De l'autre côté du spectre politique, la vague 1 mettait en évidence que la disponibilité à voter pour LFI au premier tour était similaire chez les habitants des communes de moins de 2 000 habitants (21 %) et de l'agglomération parisienne (22 %). Là encore, la vague 4 fait état d'une poussée populiste chez les ruraux, puisqu'un quart (26 %) d'entre eux déclarent pouvoir voter pour un(e) candidat(e) LFI (contre 23 % pour l'agglomération parisienne).

On note enfin que si la proportion à s'abstenir est similaire entre les habitants des communes rurales (41 %) et ceux de l'agglomération parisienne (42 %), les premiers sont plus nombreux (52 %) que les seconds (46 %) à déclarer qu'ils pourraient voter blanc.

Signe de cette fracture entre l'agglomération parisienne et le reste du pays, la disposition au vote protestataire des habitants des petites et moyennes villes, et même des métropoles (hors Paris), est relativement similaire à celle observée dans les communes rurales.

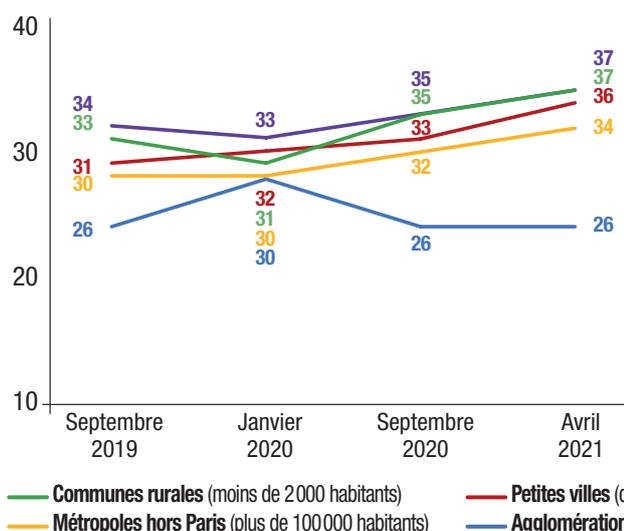
## Les habitants des communes rurales sont de plus en plus disposés à voter pour une candidature populiste au premier tour en 2022

**Question :** « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que vous pourriez... ? »

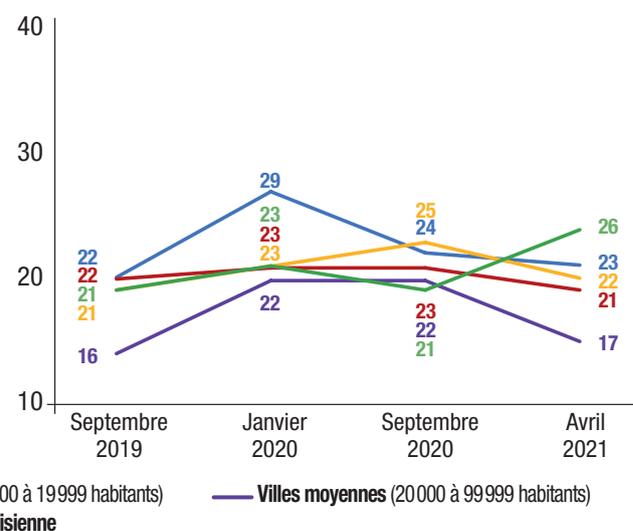
**Réponses :** « oui, certainement » et « oui, probablement ».

**Base :** ensemble de l'échantillon.

### Voter pour un candidat RN



### Voter pour un candidat LFI



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

9. Dans cette étude sont considérées comme des communes rurales celles qui ont une population inférieure à 2 000 habitants (680 personnes interrogées). Les petites villes correspondent aux villes de 2 000 à 19 999 habitants (532 personnes interrogées) et les villes moyennes aux villes de 20 000 à 99 999 habitants (380 personnes interrogées). Enfin, les métropoles ont des populations supérieures à 100 000 habitants hors Paris (922 personnes interrogées) et l'agglomération parisienne (498 personnes interrogées) désigne l'équivalent du Grand Paris.

## La disponibilité au vote populiste des habitants des petites et moyennes villes et des métropoles converge, l'agglomération parisienne restant une exception

**Question :** « Et en 2022, à l'occasion de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, diriez-vous que vous êtes... ? »

**Base :** ensemble de l'échantillon.

	Communes rurales (moins de 2 000 habitants)	Petites villes (de 2 000 à 19 999 habitants)	Villes moyennes (20 000 à 99 999 habitants)	Métropoles hors Paris (plus de 100 000 habitants)	Agglomération parisienne
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter <b>Marine Le Pen</b>	27	26	30	27	18
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter <b>Emmanuel Macron</b>	26	26	26	30	36
« Certains » ou ont « de fortes chances » de <b>s'abstenir</b>	11	15	13	14	15
« Certains » ou ont « de fortes chances » de voter <b>blanc</b>	21	19	18	15	15
Ne savent pas à ce jour	12	12	12	10	13

**Note :** les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses, qui ne figurent pas dans ce tableau.

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

Ce clivage entre les habitants de l'agglomération parisienne et ceux du reste de l'Hexagone peut être appréhendé par le prisme d'un malaise identitaire, plus prégnant chez les habitants des territoires ruraux et des petites et moyennes villes. Ainsi, près des deux tiers des individus vivant dans des communes rurales (64 %), des petites villes (63 %) et des villes moyennes (65 %), et dans une moindre mesure, 58 % des habitants des métropoles hors Paris, considèrent que « la plupart des immigrés ne partagent pas les valeurs de notre pays et cela pose des problèmes de cohabitation ». Les habitants de l'agglomération parisienne sont moins nombreux (50 %) à partager cette appréciation.

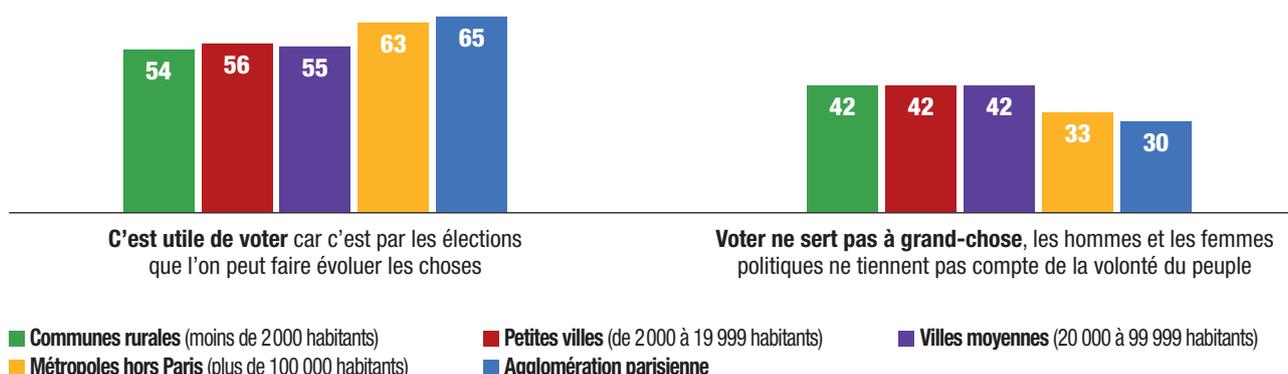
S'ajoute un sentiment d'abandon qui, à l'heure de la mondialisation, s'est diffusé au sein d'une large partie du monde rural. Près de la moitié des ruraux (47 %) estiment que leur niveau de vie s'est dégradé au cours

des dernières années, contre 37 % des habitants de l'agglomération parisienne. De même, une large majorité des habitants des communes rurales (62 %), des petites villes (63 %), des villes moyennes (61 %) et mêmes des métropoles (59 %) estiment que « la mondialisation est une menace », contre 53 % des personnes vivant dans l'agglomération parisienne. Soulignons également que trois quarts des habitants des communes rurales (74 %) ont le sentiment que les responsables politiques parlent de sujets qui ne les concernent pas, soit 6 points de plus que les métropolitains (68 %) et 8 points de plus que les habitants de l'agglomération parisienne (66 %). Le constat est similaire à l'égard de l'actualité traitée par les médias, malgré des écarts plus réduits : 62 % des ruraux ont l'impression que les médias parlent de sujets qui ne les concernent pas, contre 59 % chez les habitants de l'agglomération parisienne.

## Les habitants des grandes villes sont plus nombreux à estimer qu'il est utile de voter

**Question :** « De laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ? »

**Base :** ensemble de l'échantillon.



**Note :** les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses, qui ne figurent pas sur ce graphique.

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

Enfin, la défiance des ruraux à l'égard des institutions démocratiques est élevée, qu'il s'agisse du président de la République (62 % contre 54 % des habitants de l'agglomération parisienne), du gouvernement (66 % contre 60 %), des députés (63 % contre 57 %), des partis politiques (85 % contre 75 %) ou encore des médias (75 % contre 67 %). En revanche, leur confiance est plus grande lorsqu'il s'agit des maires (77 % contre 71 % des personnes vivant dans l'agglomération parisienne), des policiers (67 % contre 62 %) ou des juges (56 % contre 51 %).

## 2. Le souhait majoritaire (74 %) est « que plus de décisions politiques soient prises dans les régions, les départements et les communes, et moins à Paris »

Les Français sont largement favorables à un transfert du pouvoir au profit des collectivités territoriales. Les trois quarts d'entre eux (74 %) préféreraient « que plus de décisions politiques soient prises dans les régions, les départements et les communes et moins à Paris », tandis que 6 % seulement répondent préférer « que plus de décisions politiques soient prises à Paris et moins dans les régions, départements et communes » (15 % souhaitent « que ça reste comme aujourd'hui »).

Le clivage entre l'agglomération parisienne et le reste du territoire est à nouveau mis en lumière par cette question sur l'organisation territoriale de la France, qui a la caractéristique d'être l'un des États les plus centralisés d'Europe. Si la décentralisation du pouvoir suscite l'adhésion dans l'ensemble du pays (80 % des répondants des communes rurales préféreraient que moins de décisions politiques soient prises à Paris, 83 % de ceux des petites villes, 77 % de ceux des villes moyennes et 76 % de ceux des métropoles), cette adhésion est bien plus faible, bien qu'elle reste majoritaire, chez les habitants de l'agglomération parisienne (54 %).

Les électeurs les plus susceptibles de voter à droite lors du prochain scrutin présidentiel sont les plus favorables à la décentralisation. Ainsi, plus des trois quarts (79 %) de ceux qui estiment être « certains » ou avoir « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen au premier tour de 2022 préféreraient « que plus de décisions politiques soient prises dans les régions, les départements et les communes et moins à Paris ». Ce désir est également largement partagé (78 %) chez ceux qui pourraient voter pour Xavier Bertrand. Les résultats sont en revanche moins marqués parmi les électeurs qui disent être « certains » ou avoir « de fortes chances » de voter pour Jean-Luc Mélenchon (63 %) ou Emmanuel Macron (60 %).

### Le désir de décentralisation dépasse les clivages partisans, même si les personnes proches de LREM sont plus divisées sur ce sujet

**Question :** « En ce qui concerne la prise de décision politique en France, de laquelle des trois propositions suivantes vous sentez vous le plus proche ? »

**Base :** ensemble de l'échantillon.

	PCF/LFI	PS	EELV	LREM	LR	RN	Sans proximité partisane
Je préférerais que <b>plus de décisions politiques soient prises à Paris</b> et moins dans les régions, départements et communes	7	4	5	7	6	10	4
Je préférerais que <b>plus de décisions politiques soient prises dans les régions, les départements et les communes</b> et moins à Paris	80	78	81	62	82	80	74
Je préférerais que ça reste comme aujourd'hui	10	17	14	27	11	8	18

**Note :** les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses, qui ne figurent pas dans ce tableau.

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

### 3. Classes moyennes et classes populaires semblent converger dans la protestation

Bien que la stratification sociale soit régulièrement utilisée dans le débat académique et dans le débat public, la définition des catégories sociales représente toujours un exercice complexe<sup>10</sup>. L'institut OpinionWay a calculé le nombre d'unités de consommation (UC) d'un foyer de la manière suivante : 1 unité de consommation pour le premier adulte du ménage, 0,5 unité de consommation pour les autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 unité de consommation pour les enfants de moins de 14 ans. Le ménage est ensuite interrogé sur son niveau de revenu, puis l'institut divise le revenu par les unités de consommation ce qui permet de classer la population en trois catégories :

- les classes populaires : 30 % des ménages ayant le revenu par UC le moins élevé (1 216 personnes dans l'échantillon) ;
- les classes moyennes : 50 % des ménages ayant le revenu par UC entre le moins élevé et le plus élevé (1 265 personnes) ;
- les classes aisées : 20 % des ménages ayant le revenu par UC le plus élevé (530 personnes).

Sur la base de cette classification, à la question « Globalement, diriez-vous que vous êtes satisfait de la vie que vous menez ? », 48 % des classes populaires, 30 % des classes moyennes et 20 % des classes aisées répondent ne pas l'être.

Il en va de même à propos du niveau de vie : 50 % des classes populaires considèrent qu'il s'est dégradé au cours des dernières années, contre 38 % des classes moyennes et un tiers des classes aisées (33 %).

Le jugement des classes populaires et des classes moyennes se rejoint particulièrement sur la mondialisation et l'immigration. Une large majorité des classes populaires (63 %) et des classes moyennes (61 %) considèrent la mondialisation comme une menace, contre moins de la moitié au sein des classes aisées (48 %). De même, l'hostilité à l'égard de l'immigration est largement répandue au sein des classes populaires et des classes moyennes : dans les deux cas, 61 % estiment que « la plupart des immigrés ne partagent pas les valeurs de notre pays et cela pose des problèmes de cohabitation » (contre 53 % des classes aisées). À la question « Parmi les problèmes suivants, quel est celui que le gouvernement doit traiter en premier ? Et en deuxième ? Et en troisième ?<sup>11</sup> », la réponse « réduire l'immigration » atteint 39 % au sein des classes populaires et des classes moyennes, soit 12 points de plus que parmi les classes aisées (27 %).

Il faut noter le poids singulièrement important d'une demande de lutte contre la délinquance au sein des classes moyennes (50 %), 6 points au-dessus des classes populaires (44 %) et 10 points au-dessus des classes aisées (40 %). On risquera ici une hypothèse pour rendre compte de cette sensibilité particulièrement marquée des classes moyennes à la lutte contre la délinquance : les lieux de résidence des classes moyennes cessent peu à peu d'être épargnés par ce fléau social, suivant sa dissémination territoriale. Il n'est plus contenu dans les limites des quartiers populaires. Il atteint les zones jusqu'ici moins touchées, plus périphériques mais plus paisibles, investies par des ménages à la recherche d'un cadre de vie correspondant à l'idée qu'ils se font de la vie familiale et de leur mobilité sociale. Affectant désormais ces zones résidentielles, le développement de la délinquance viendrait percuter les plans de vie, voire les plans d'investissement des ménages issus des classes moyennes. C'est l'un des enseignements les plus originaux de la vague 4 de notre baromètre. Cette montée d'une préoccupation des classes moyennes pour les enjeux de sécurité offre un nouveau réservoir électoral aux partis de droite en général et au RN en particulier.

10. Voir Julien Damon, *Les Classes moyennes*, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2013.

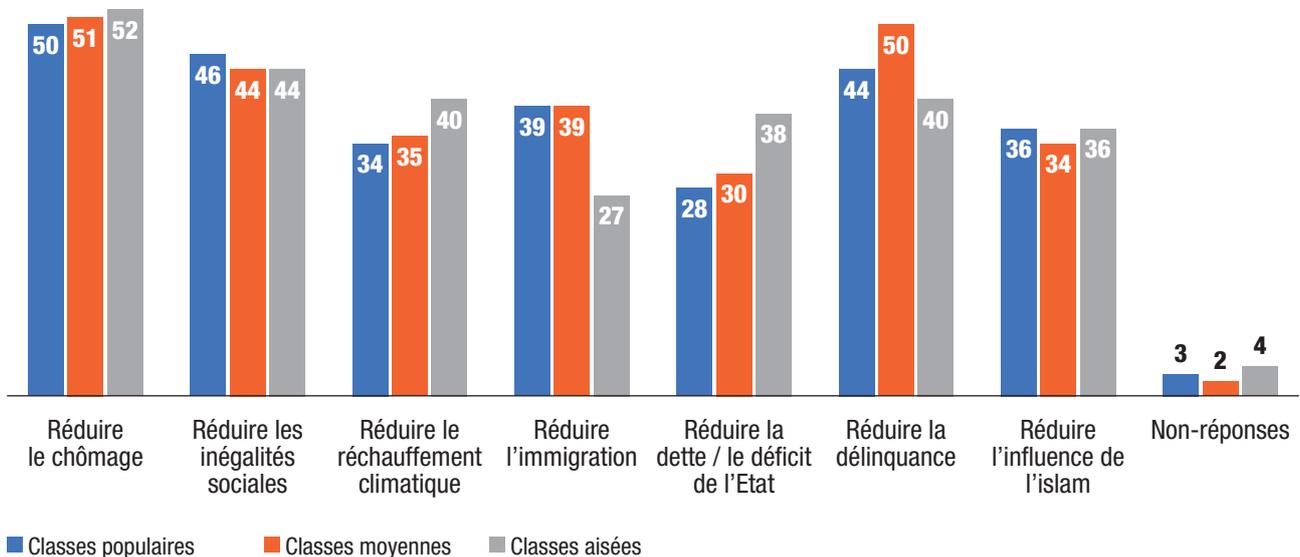
11. À la question : « Parmi les problèmes suivants, quel est celui que le gouvernement doit traiter en premier ? Et en deuxième ? Et en troisième ? », les personnes interrogées devaient répondre en classant (en premier, en deuxième ou en troisième) trois options parmi les sept proposées. Dans l'analyse des résultats, nous avons ici retenu le « total », qui représente le pourcentage de répondants ayant mentionné l'une de ces options, que ce soit en premier, en deuxième ou en troisième, au sein de la liste de ces sept options.

## Catégories sociales et préoccupations politiques

**Question :** « Parmi les problèmes suivants, quel est celui que le Gouvernement doit traiter en premier / Et en deuxième ? / Et en troisième ? »

**Réponses :** total (en premier, en deuxième et en troisième).

**Base :** ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

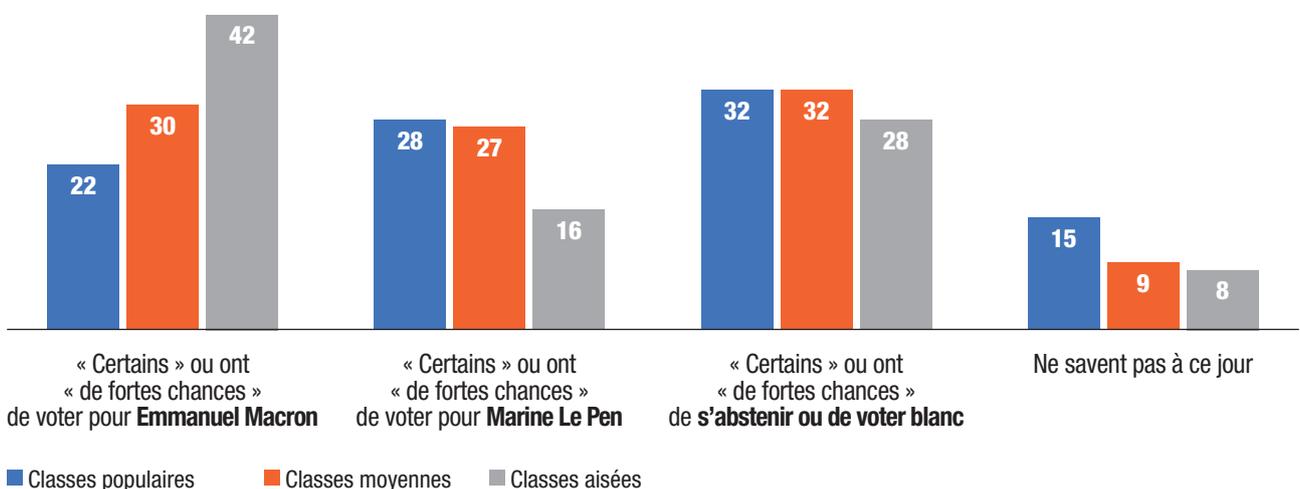
Près d'un quart des personnes appartenant aux classes populaires (22 %) et moyennes (21 %) répondent être « certaines » ou avoir « de fortes chances » de voter pour Marine Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle, contre 12 % au sein des classes aisées. La disponibilité à voter pour Jean-Luc Mélenchon au

premier tour est très inférieure : 9 % parmi les classes populaires, 8 % au sein des classes moyennes et 4 % pour les classes aisées. Pour Emmanuel Macron, 13 % des classes populaires et 15 % des classes moyennes disent être « certaines » ou ont « de fortes chances » de voter pour lui, contre un quart pour les classes aisées (24 %).

## Dans l'hypothèse d'un second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, la tentation protestataire est élevée dans les classes populaires comme dans les classes moyennes

**Question :** « Et en 2022, à l'occasion de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, diriez-vous que vous êtes... ? »

**Base :** ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

## Cependant, le soutien des classes moyennes à la démocratie représentative est plus élevé que celui des classes populaires

Dans le cadre de notre indicateur de la protestation électorale, nous avons invité les personnes interrogées à classer trois systèmes de gouvernement.

### Parmi les trois systèmes politiques suivants, lequel vous semble le plus nécessaire actuellement en France ?

Réponses possibles : en premier, en deuxième

- Un leader fort, élu, qui déciderait seul sans se préoccuper du Parlement ni de ce que disent les médias.
- Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui représente les citoyens et contrôle le gouvernement.
- Que ce soit les citoyens qui décident directement, à la place du gouvernement, ce qui leur semble le meilleur pour le pays.

Nos données montrent que si la disposition au vote protestataire entre les classes moyennes et les classes populaires tend à converger, l'écart de leur attachement au modèle de la démocratie représentative est notable.

Ainsi, 82 % des classes moyennes déclarent être favorables à « un système politique démocratique avec un Parlement élu qui représente les citoyens et contrôle le gouvernement ». C'est autant que les classes aisées (83 %) et supérieur de 11 points aux classes populaires (71 %).

Par ailleurs, la moitié des classes moyennes (50 %) et 55 % des classes populaires sont favorables à un régime où « les citoyens décident directement, à la place du gouvernement, ce qui leur semble le meilleur pour le pays », contre 41 % pour les répondants des classes aisées. Soulignons que, depuis la vague 2 de notre indicateur, l'adhésion de l'ensemble des personnes interrogées à un modèle de démocratie directe diminue à chaque mesure, passant de 55 % en janvier 2020 à 52 % en septembre 2020 pour atteindre 50 % en avril 2021.

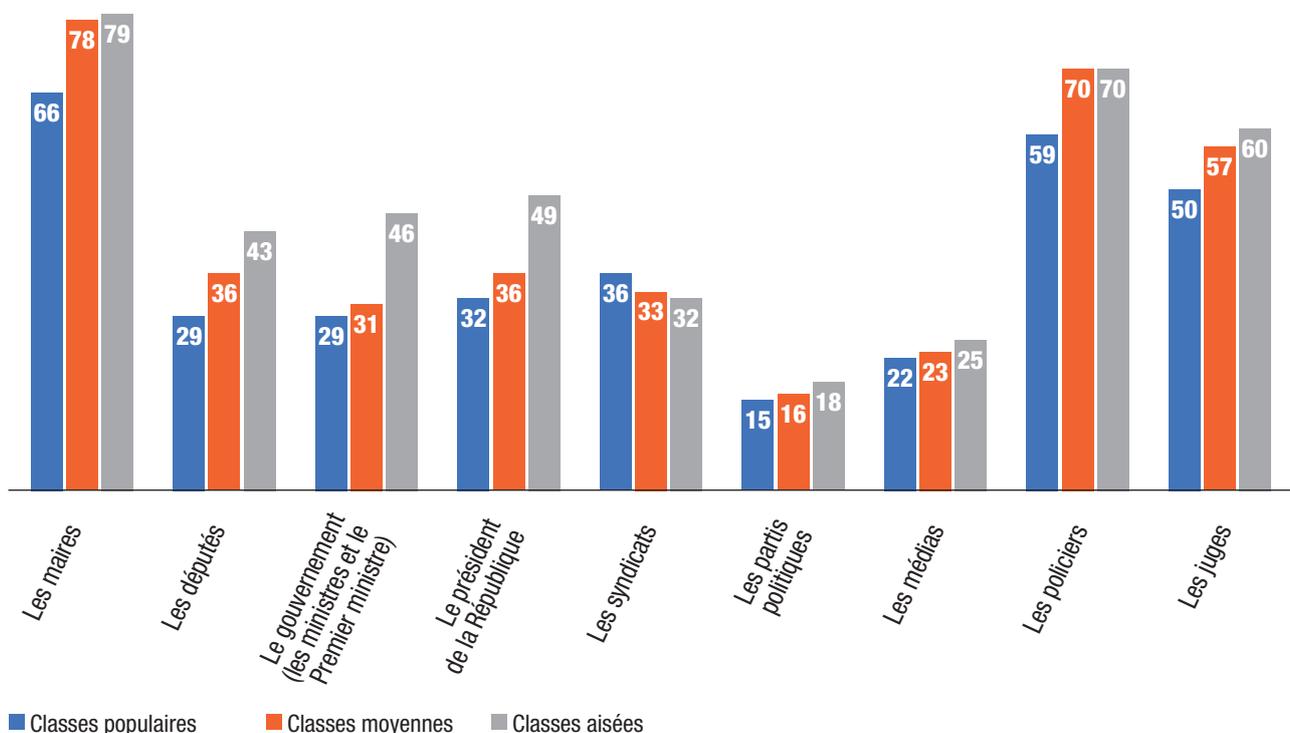
Enfin, 28 % des classes moyennes et 28 % des classes populaires expriment leur préférence pour un régime de type autoritaire, à savoir « un leader fort, élu, qui déciderait seul sans se préoccuper du Parlement ni de ce que disent les médias ». C'est dans les classes aisées que l'on trouve la proportion la plus élevée (31 %) de répondants favorables à un leader fort.

## Classes populaires, moyennes et aisées : mesure de la confiance dans les institutions

Question : « Faites-vous très confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas du tout confiance aux personnes ou aux institutions suivantes ? »

Réponses : « tout à fait confiance » et « plutôt confiance ».

Base : ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

Grille de lecture : 66 % des personnes interrogées appartenant aux classes populaires font confiance aux maires, contre 78 % pour les classes moyennes et 79 % pour les classes aisées. De plus, 70 % des répondants des classes populaires et des classes moyennes font confiance aux policiers, soit 11 points de plus que les classes aisées (59 %).

## 4. Le soutien aux Gilets jaunes est un élément de la protestation électorale

Le mouvement des Gilets jaunes bénéficie toujours d'une image positive dans l'opinion. S'il a fini par s'essouffler, 44 % des Français continuent à avoir une image positive

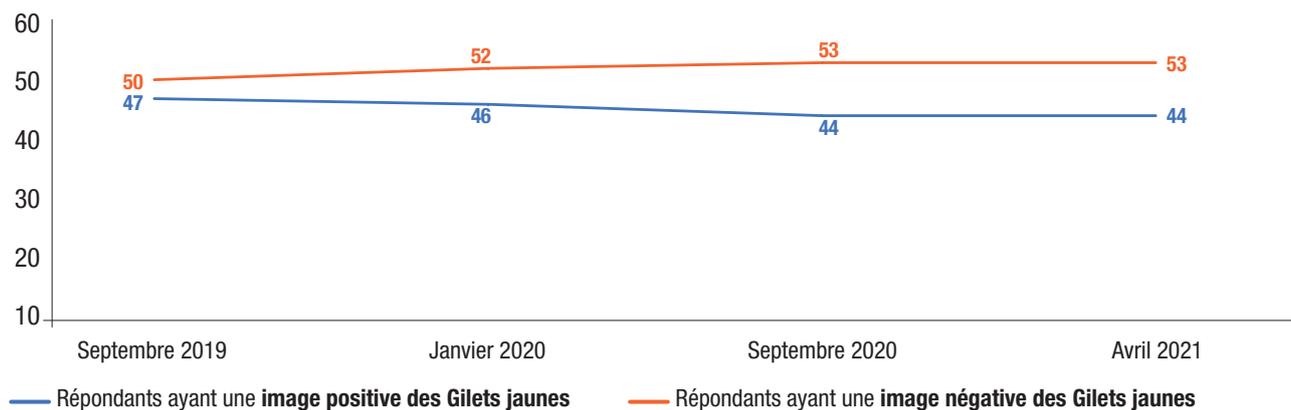
des Gilets jaunes. Ce résultat est identique à celui enregistré en septembre 2020 (44%). Il n'a baissé que de trois points par rapport à notre première vague, en septembre 2019 (47%).

### Plus de quatre Français sur dix ont toujours une image positive des Gilets jaunes

**Question :** « On a beaucoup entendu parler du mouvement des Gilets jaunes. Diriez-vous que vous avez une image des Gilets jaunes... ? »

**Réponses :** « très positive » et « plutôt positive » ; « plutôt négative » et « très négative ».

**Base :** ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

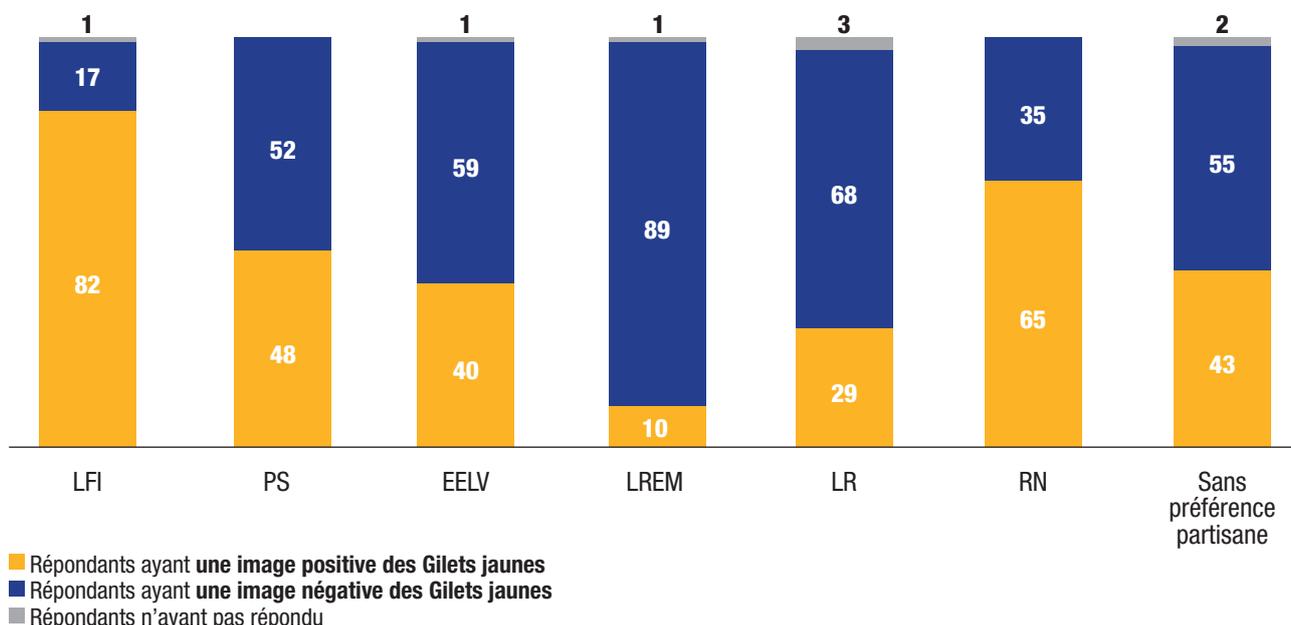
La sympathie pour les Gilets jaunes est associée à une vive critique du gouvernement et à une plus grande disponibilité à la protestation électorale. Notre vague 4 montre que 82 % des Français qui ont une image positive

des Gilets jaunes estiment que le gouvernement a mal géré la crise de la Covid-19, soit 14 points de plus (68 %) que l'ensemble de l'échantillon.

### Un soutien disparate aux Gilets jaunes selon la proximité partisane

**Question :** « On a beaucoup entendu parler du mouvement des Gilets jaunes. Diriez-vous que vous avez une image des Gilets jaunes... ? »

**Base :** ensemble de l'échantillon.



© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

Sur le plan de la disponibilité électorale, en moyenne, 78 % des personnes interrogées envisagent d'adopter au premier tour de la prochaine présidentielle l'un des comportements protestataires retenus par notre indicateur : voter pour un parti populiste ou antisystème (RN, LFI, DLF, LO, NPA), s'abstenir ou voter blanc. Mais cette disponibilité à la protestation électorale concerne

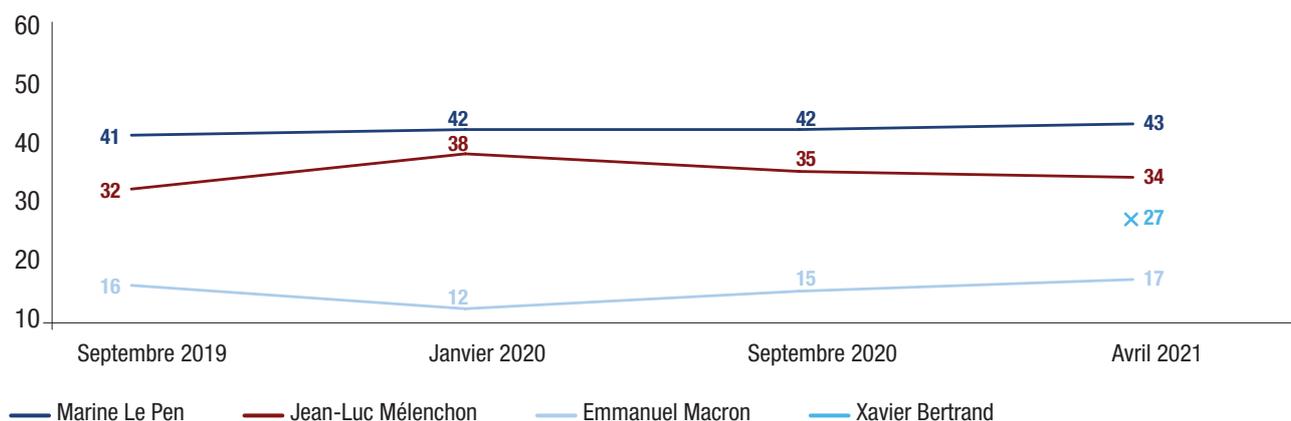
la quasi-totalité (91 %) des personnes interrogées qui répondent éprouver de la sympathie pour le mouvement des Gilets jaunes. Enfin, près des deux tiers (63 %) des électeurs ayant une image « positive » des Gilets jaunes déclarent qu'ils pourraient voter pour le RN ou pour LFI en 2022, soit 23 points au-dessus de la moyenne (46 %).

### Les Français qui ont une image positive des Gilets jaunes sont plus disposés à voter Marine Le Pen que Jean-Luc Mélenchon en 2022

**Question :** « En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... ? »

**Réponses :** « certains », « fortes chances » et « possible » de voter pour lui/elle (potentiel électoral maximum).

**Base :** répondants ayant une image positive des Gilets jaunes.



**Note :** le potentiel électoral de Xavier Bertrand est testé pour la première fois dans la vague 4 de notre indicateur de la protestation électorale, expliquant qu'aucune donnée ne soit disponible pour les vagues 1, 2 et 3.

© Fondation pour l'innovation politique – juin 2021

En cas de second tour opposant Emmanuel Macron à Marine Le Pen, parmi les répondants qui ont une image positive des Gilets jaunes, ceux qui disent vouloir « vouloir avant tout éviter la réélection du président actuel » sont moins nombreux en avril 2021 (56 %) qu'en septembre 2020 (61 %), mais ils restent majoritaires.

Ils sont plus nombreux à vouloir « éviter l'élection de Marine Le Pen » en avril 2021 (36 %) qu'en septembre 2020 (33 %).

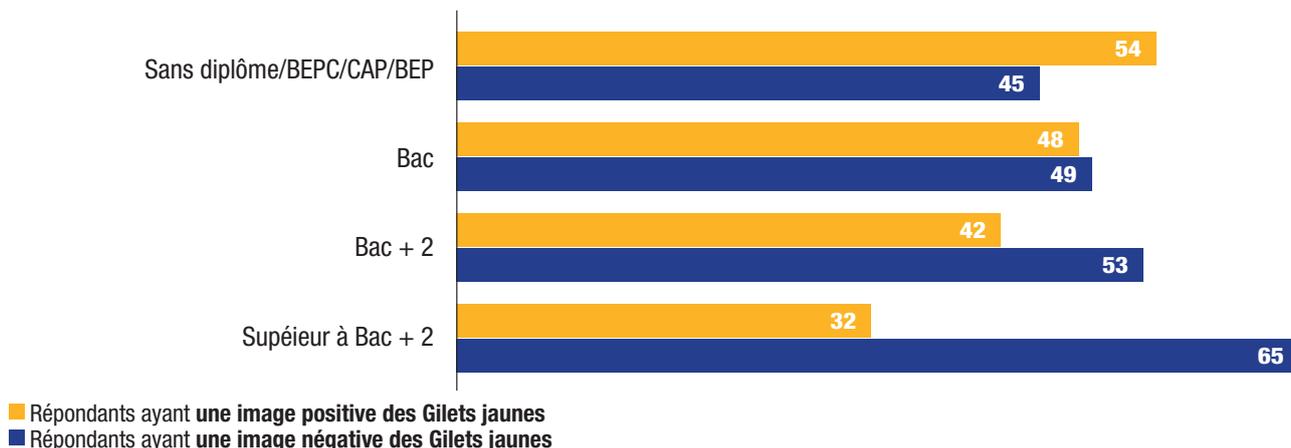
Néanmoins, les suites de la crise du coronavirus et de ses conséquences économiques et sociales ne manqueront pas de faire évoluer cette opinion dans les mois qui nous séparent de la présidentielle.

### Perception des Gilets jaunes en fonction du niveau de diplôme

**Question :** « On a beaucoup entendu parler du mouvement des Gilets jaunes. Diriez-vous que vous avez une image des Gilets jaunes... »

**Réponses :** « très positive » et « plutôt positive » ou « très négative » et « plutôt négative ».

**Base :** ensemble de l'échantillon.



**Note :** les totaux n'atteignent pas 100 % en raison des non-réponses, qui ne figurent pas sur ce graphique

# Le questionnaire de l'enquête

## RENSEIGNEMENTS SIGNALÉTIQUES

- Genre
- Âge de l'individu
- Région de résidence
- Taille de l'agglomération de résidence
- Niveau de diplôme
- Profession
- Statut professionnel
- Revenu mensuel du foyer
- Nombre de personnes au sein du foyer
- Nombre d'enfants de moins de 18 ans au sein du foyer
- Revenu mensuel brut en unité de consommation
- Statut d'occupation du logement
- Proximité partisane
- Niveau d'intérêt pour la politique
- Vote à l'élection présidentielle 2012 (au premier et au second tour)
- Vote à l'élection présidentielle 2017 (au premier et au second tour)
- Vote aux élections européennes du 26 mai 2019
- Autopositionnement politique sur échelle gauche-droite
- **Êtes-vous très satisfait, assez satisfait, assez mécontent ou très mécontent de l'action d'Emmanuel Macron comme Président de la République ?**
  - Très satisfait
  - Assez satisfait
  - Assez mécontent
  - Très mécontent
- **Comment vous en sortez-vous avec les revenus de votre ménage ?**
  - J'y arrive très bien
  - J'y arrive bien
  - J'y arrive, mais sans plus
  - J'y arrive difficilement
  - J'y arrive très difficilement
  - Je n'y arrive pas
- **Globalement, diriez-vous que vous êtes satisfait de la vie que vous menez ?**
  - Oui, tout à fait
  - Oui, plutôt
  - Non, plutôt pas
  - Non, pas du tout

• **Pouvez-vous me dire quelle est votre religion, si vous en avez une ?**

- Catholique
- Protestante
- Musulmane
- Juive
- Autre religion
- Sans religion
- Je ne souhaite pas répondre

• **En général, vos principales sources pour vous informer sont... ? (En premier, en deuxième)**

- Les grandes chaînes de télévision (TF1, France 2, France 3, France 5, M6, Canal+, ARTE)
- YouTube
- Les chaînes d'information en continu (CNews, LCI, BFM TV, France info TV)
- Les journaux (papier ou en ligne)
- La radio
- Les blogs ou forums sur Internet
- Les réseaux sociaux (Facebook, Twitter, Instagram, TikTok, etc.)
- Les discussions avec votre entourage (en famille, entre voisins, entre amis, au travail)

**1. Laquelle des deux propositions suivantes se rapproche le plus de ce que vous pensez ?**

- La mondialisation est une opportunité
- La mondialisation est une menace

**2. Au cours des dernières années, d'une manière générale, avez-vous le sentiment que votre niveau de vie s'est amélioré ou dégradé ?**

- Il s'est amélioré
- Il est resté stable
- Il s'est dégradé

**3. À propos de votre style de vie ou de la manière dont vous vivez, diriez-vous qu'il est aujourd'hui menacé ?**

- Tout à fait menacé
- Plutôt menacé
- Plutôt pas menacé
- Pas du tout menacé

**4. Depuis que vous avez le droit de voter, avez-vous déjà voté au moins une fois pour les partis suivants ou l'un(e) de ses candidat(e)s...?**

Réponses :

- Oui
- Non

- Le Front national/Le Rassemblement national
- Le Front de gauche/La France insoumise
- Lutte ouvrière/Le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA)
- Debout la France !

## 5. Et depuis que vous avez le droit de voter...?

Réponses :

- Oui
- Non
- Vous vous êtes déjà abstenu
- Vous avez déjà voté blanc

## 6. Concernant l'Union européenne, avec laquelle des opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

- Je suis favorable à l'Union européenne et au fait que la France en fasse partie
- Je ne suis pas favorable à l'Union européenne mais je ne souhaite pas que la France en sorte, ce qui est fait est fait
- Je ne suis pas favorable à l'Union européenne et je souhaite que la France en sorte

## 7. Concernant l'euro, avec laquelle des opinions suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

- Je suis favorable à l'euro
- Je ne suis pas favorable à l'euro mais je ne souhaite pas que l'on quitte l'euro pour revenir au franc, ce qui est fait est fait
- Je ne suis pas favorable à l'euro et je souhaite que l'on quitte l'euro pour revenir au franc

## 8. De laquelle des opinions suivantes vous sentez-vous le plus proche ?

- C'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses
- Voter ne sert pas à grand-chose, les hommes et les femmes politiques ne tiennent pas compte de la volonté du peuple

## 9. En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que... ?

Réponses :

- Oui certainement
- Oui probablement
- Non probablement pas
- Non certainement pas
  
- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) du Rassemblement national
- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) de Debout la France !
- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) de La France insoumise
- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) de Lutte ouvrière/du Nouveau Parti anticapitaliste (NPA)
- Vous pourriez vous abstenir
- Vous pourriez voter blanc

**9bis. En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, diriez-vous que... ?**

Réponses :

- Oui certainement
  - Oui probablement
  - Non probablement pas
  - Non certainement pas
- 
- Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) de Les Républicains
  - Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) de La République en marche
  - Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) du Parti socialiste
  - Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) de l'Europe Écologie-Les Verts
  - Vous pourriez voter pour un(e) candidat(e) qui ne viendrait pas d'un parti politique
  - Vous pourriez vous abstenir
  - Vous pourriez voter blanc

**10. En 2022, au premier tour de l'élection présidentielle, pour chacun des candidats potentiels suivants, diriez-vous que... ?**

Candidats testés : Marine Le Pen / Jean-Luc Mélenchon / Emmanuel Macron / Xavier Bertrand

- Vous êtes certain de voter pour lui/elle
- Il y a de fortes chances que vous votiez pour lui/elle
- Il serait possible que vous votiez pour lui/elle
- Il est peu probable que vous votiez pour lui/elle
- Vous excluez de voter pour lui/elle

**11. Et en 2022, à l'occasion de l'élection présidentielle, en cas de second tour entre Emmanuel Macron et Marine Le Pen, diriez-vous que... ?**

- Vous êtes certain de voter pour Marine Le Pen
- Il y a de fortes chances que vous votiez pour Marine Le Pen
- Vous êtes certain de voter pour Emmanuel Macron
- Il y a de fortes chances que vous votiez pour Emmanuel Macron
- Vous êtes certain de vous abstenir
- Il y a de fortes chances que vous vous absteniez
- Vous êtes certain de voter blanc
- Il y a de fortes chances que vous votiez blanc
- Vous ne savez pas à ce jour ce que vous ferez

**12. Si le second tour en 2022 oppose Emmanuel Macron à Marine Le Pen, parmi les deux possibilités suivantes, qu'est-ce qui serait le plus important pour vous ?**

- Éviter la réélection d'Emmanuel Macron à la présidence de la République
- Éviter l'élection de Marine Le Pen à la présidence de la République

**13. Lors de l'élection présidentielle de 2022, souhaiteriez-vous que :**

Réponses :

- Oui
- Non

- La France insoumise présente un(e) autre candidat(e) que Jean-Luc Mélenchon ?
- Le Rassemblement national présente un(e) autre candidat(e) que Marine Le Pen ?

**14. Pour chacune des personnalités politiques suivantes, par rapport aux autres femmes et hommes politiques, dites si vous pensez qu'elle est plus à même, ni plus ni moins à même ou moins à même de répondre aux préoccupations des Français.**

Personnalités politiques testées : Marine Le Pen / Jean-Luc Mélenchon / Emmanuel Macron / Xavier Bertrand

- Est plus à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques
- Est moins à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques
- N'est ni plus, ni moins à même de répondre aux préoccupations des Français par rapport aux autres femmes et hommes politiques

**15. Selon vous, le gouvernement a très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal géré la crise de la Covid-19 en France ?**

- Très bien
- Plutôt bien
- Plutôt mal
- Très mal

**16. Par rapport à la Covid-19, diriez-vous que vous êtes :**

- Très inquiet
- Plutôt inquiet
- Plutôt pas inquiet
- Pas du tout inquiet

**17. Voici une liste de partis politiques. Pour chacun d'entre eux, s'il était au pouvoir, indiquez si vous pensez qu'il aurait fait mieux, aussi bien ou moins bien que le gouvernement actuel dans la gestion de la crise de la Covid-19 en France ?**

Réponses :

- Mieux
  - Aussi bien
  - Moins bien
- 
- Nouveau Parti anticapitaliste (NPA)
  - Lutte ouvrière (LO)
  - Parti socialiste (PS)
  - Parti communiste français (PCF)
  - La France insoumise (LFI)
  - Europe Écologie-Les Verts (EELV)
  - Debout la France ! (DLF)
  - Les Républicains (LR)
  - Le Rassemblement national (RN)

**18. Plusieurs vaccins contre la Covid-19 ont été découverts et approuvés par les autorités sanitaires françaises. Vous ferez-vous vacciner ?**

- Oui, dès que ce sera possible
- Oui, mais j'attendrai quelques temps
- Non, je ne le ferai pas
- Je suis déjà vacciné

**19. On a beaucoup entendu parler du mouvement des Gilets jaunes. Diriez-vous que vous avez une image des Gilets jaunes...**

- Très positive
- Plutôt positive
- Plutôt négative
- Très négative

**20. Parmi les problèmes suivants, quel est celui que le gouvernement doit traiter en premier ? en deuxième ? en troisième ?**

- Réduire le chômage
- Réduire la dette / le déficit de l'État
- Réduire l'immigration
- Réduire l'influence de l'islam
- Réduire les inégalités sociales
- Réduire le réchauffement climatique
- Réduire la délinquance

### **21. Avec laquelle des propositions suivantes êtes-vous le plus d'accord ?**

- La plupart des immigrés ne partagent pas les valeurs de notre pays et cela pose des problèmes de cohabitation
- La plupart des immigrés partagent les valeurs de notre pays et c'est un enrichissement culturel

### **22. Parmi les trois systèmes politiques suivants, lequel vous semble le plus nécessaire actuellement en France ? (En premier, en deuxième)**

- Un leader fort, élu, qui déciderait seul sans se préoccuper du Parlement, ni des partenaires sociaux ni de ce que disent les médias
- Avoir un système politique démocratique avec un Parlement élu qui représente les citoyens et contrôle le gouvernement
- Que ce soit les citoyens qui décident directement, à la place du gouvernement, ce qui leur semble le meilleur pour le pays

### **23. Avez-vous très confiance, plutôt confiance, plutôt pas confiance ou pas confiance du tout dans les personnes ou les institutions suivantes ?**

Réponses :

- Très confiance
- Plutôt confiance
- Plutôt pas confiance
- Pas du tout confiance

- Les maires
- Les député(e)s
- Le gouvernement (les ministres et le Premier ministre)
- Le président de la République
- Les syndicats
- Les partis politiques
- Les médias
- Les policier(e)s
- Les juges

### **24. En ce qui concerne la prise de décision politique en France, de laquelle de ces trois options vous sentez vous le plus proche ?**

- Je préférerais que plus de décisions politiques soient prises à Paris et moins dans les régions, départements et communes
- Je préférerais que plus de décisions politiques soient prises dans les régions, les départements et les communes et moins à Paris
- Je préférerais que ça reste comme aujourd'hui

### **25. De laquelle des opinions suivantes vous sentez vous le plus proche ?**

« La plupart du temps, quand les responsables politiques s'expriment... » :

- J'ai l'impression qu'ils parlent de sujets qui ne me concernent pas
- J'ai l'impression qu'ils parlent de sujets qui me concernent

## **26. De laquelle des opinions suivantes vous sentez vous le plus proche ?**

« La plupart du temps, quand je regarde l'actualité dans les médias... » :

- J'ai l'impression qu'ils parlent de sujets qui ne me concernent pas
- J'ai l'impression qu'ils parlent de sujets qui me concernent

## **27. Souhaitez-vous qu'à l'avenir en France, les pouvoirs des présidents de la République...**

- Soient les mêmes qu'actuellement
- Soient réduits
- Soient accrus

## **28. Et souhaitez-vous qu'à l'avenir le président de la République et les députés...**

- Soient élus pour la même durée de mandat c'est à dire 5 ans, comme c'est le cas aujourd'hui
- Soient élus pour des durées de mandat différentes, 6 ans pour les présidents de la République, 4 ans pour les députés

## **29. Souhaitez-vous qu'à l'avenir le poste de Premier ministre ...**

- Soit maintenu : le Premier ministre dirige le gouvernement sous l'autorité du président de la République et sous le contrôle de l'Assemblée nationale
- Soit supprimé : le Président de la République dirigerait alors le gouvernement, le gouvernement étant sous le contrôle de l'Assemblée nationale

## **30. Souhaitez-vous qu'à l'avenir les électeurs élisent les députés...**

- En choisissant entre plusieurs candidats dans leur circonscription avec le scrutin majoritaire
- En choisissant entre plusieurs listes dans le cadre de leur département ou de leur région avec le scrutin proportionnel

## **31. Le président de la République dispose du droit de dissoudre l'Assemblée nationale, ce qui provoque alors des élections législatives. Il peut le faire au maximum une fois par an. Souhaitez-vous qu'à l'avenir le président de la République...**

- Conserve ce droit de dissoudre l'Assemblée nationale
- N'ait plus le droit de dissoudre l'Assemblée nationale

## **32. Selon votre ressenti, la société française est-elle de plus en plus violente, aussi violente que par le passé ou de moins en moins violente ?**

- De plus en plus violente
- Aussi violente que par le passé
- De moins en moins violent

## **33. L'Union européenne gère l'approvisionnement en doses des vaccins contre la Covid-19 pour les 27 États membres. Selon vous :**

- La France aurait fait mieux seule
- La France n'aurait pas fait mieux seule
- La France n'aurait ni mieux fait ni moins bien fait seule



FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
fondapol.org

# 2022 LE RISQUE POPULISTE EN FRANCE

Par Dominique Reynié

Un indicateur de la protestation électorale  
conçu par la Fondation pour l'innovation politique

**OCTOBRE 2019**  
— VAGUE 1 —



FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
fondapol.org

# 2022 THE POPULIST RISK IN FRANCE

By Dominique Reynié

An electoral protest indicator  
designed by the Fondation pour l'innovation politique

**NOVEMBER 2019**  
— WAVE 1 —



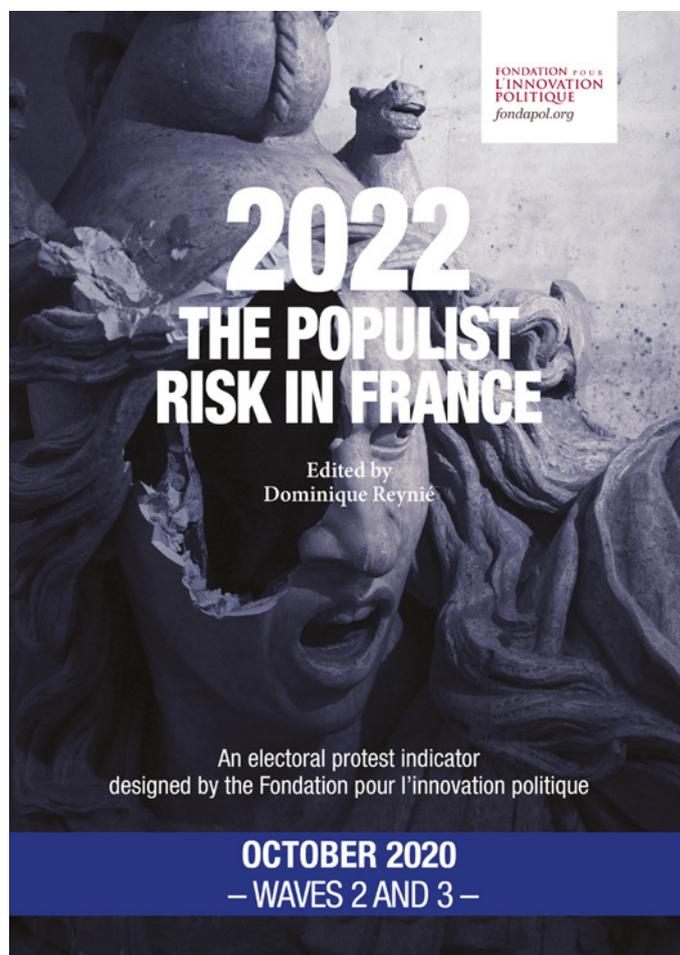
FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
fondapol.org

# 2022 LE RISQUE POPULISTE EN FRANCE

Sous la direction  
de Dominique Reynié

Un indicateur de la protestation électorale  
conçu par la Fondation pour l'innovation politique

**OCTOBRE 2020**  
— VAGUES 2 ET 3 —



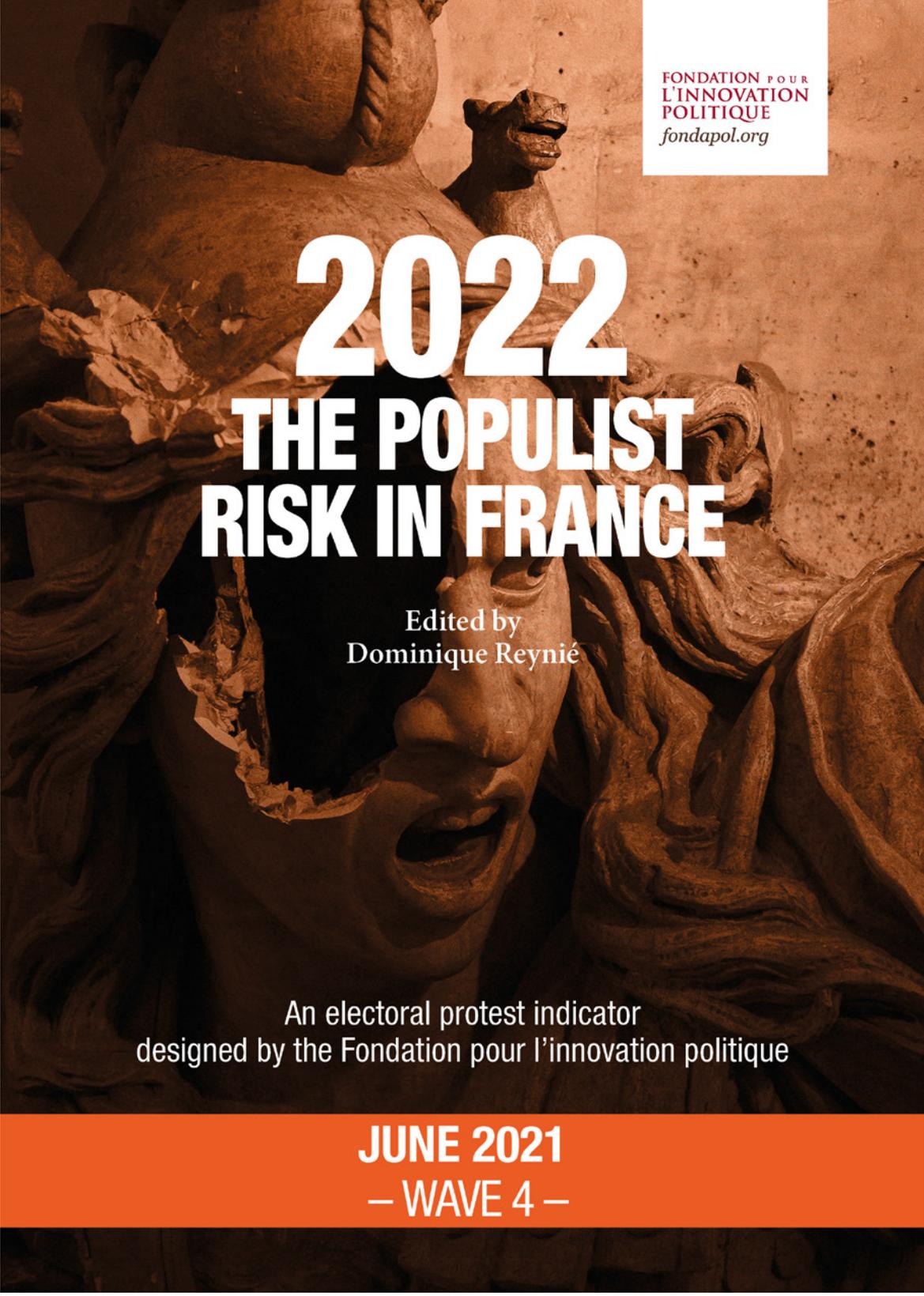
FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
fondapol.org

# 2022 THE POPULIST RISK IN FRANCE

Edited by  
Dominique Reynié

An electoral protest indicator  
designed by the Fondation pour l'innovation politique

**OCTOBER 2020**  
— WAVES 2 AND 3 —



FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
[fondapol.org](http://fondapol.org)

# 2022

## THE POPULIST RISK IN FRANCE

Edited by  
Dominique Reynié

An electoral protest indicator  
designed by the Fondation pour l'innovation politique

**JUNE 2021**  
— WAVE 4 —

Sous la direction de Dominique Reynié

# OÙ VA LA DÉMOCRATIE ?

UNE ENQUÊTE INTERNATIONALE DE LA  
FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE



Edited by Dominique Reynié

# WHAT NEXT FOR DEMOCRACY?

AN INTERNATIONAL SURVEY BY  
THE FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE







FONDATION pour  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
[fondapol.org](http://fondapol.org)

# Élections européennes 2019

Le poids des électorats comparé au  
poids électoral des groupes parlementaires

Guillemette Lano  
Raphaël Grelon  
Avec le concours de Victor Delage et Dominique Reynié

Juillet 2019



FONDATION pour  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
[fondapol.org](http://fondapol.org)

# 2019 European Elections

The weight of the electorates  
compared to the electoral weight  
of the parliamentary groups

Guillemette Lano  
Raphaël Grelon  
With the assistance of Victor Delage and Dominique Reynié

July 2019

FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
*fondapol.org*

Victor Delage

# LA CONVERSION DES EUROPÉENS AUX VALEURS DE DROITE

France,  
Allemagne,  
Italie  
et Royaume-Uni

Mai 2021

FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
*fondapol.org*

Victor Delage

# THE CONVERSION OF EUROPEANS TO RIGHT-WING VALUES

France,  
Germany,  
Italy and  
the United Kingdom

May, 2021



FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
*fondapol.org*

## FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE UN THINK TANK LIBÉRAL, PROGRESSISTE ET EUROPÉEN

**Née en 2004**, la Fondation pour l'innovation politique s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle vise deux objectifs : contribuer à un débat pluraliste et documenté, et inspirer la décision publique.

**Reconnue d'utilité publique**, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire, soit par exemple 33 langues pour l'enquête Démocraties sous tension, menée dans 42 pays.

La Fondation peut dédier une partie de son activité à des enjeux qu'elle juge stratégiques. Ainsi, le groupe de travail «**Anthropotechnie**» examine et initie des travaux explorant les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. «**Anthropotechnie**» propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

**La Fondation pour l'innovation politique est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.**



## Le débat public a besoin de la Fondation et la Fondation a besoin de vous !

FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
*fondapol.org*

Je soutiens la Fondation pour l'innovation politique

voici ma contribution de :

100 €

500 €

1 000 €

5 000 €

10 000 €

50 000 €

Autre montant.....€

Je choisis de faire un don :

À titre personnel

Au titre de la société suivante : \_\_\_\_\_

Destinataire du reçu fiscal : \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ Rue \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Par chèque, à l'ordre de la Fondation pour l'innovation politique

Par virement bancaire daté du : .....

au profit du compte Fondation pour l'innovation politique à la Caisse des dépôts

et consignations : IBAN : FR77 4003 1000 0100 0029 9345 Z16

BIC : CDCGFRPPXXX

### Régime fiscal des dons versés par des personnes physiques ou morales fiscalement domiciliées en France

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et legs des particuliers et des entreprises.

Au titre des versements effectués :

- Les contribuables bénéficient d'une réduction d'impôt sur le revenu égale à 66 % de leur montant, dans la limite de 20 % du revenu imposable (art. 200-1 du CGI) et/ou au titre de l'IFI, d'une réduction de 75 % de leur montant dans la limite de 50 000 euros.
- Les entreprises assujetties à l'impôt sur le revenu ou à l'impôt sur les sociétés bénéficient d'une réduction d'impôt de 60 % pris dans la limite de 10 000 euros ou de 0,5 % du chiffre d'affaires HT lorsque ce dernier est plus élevé (art. 238 bis du CGI), avec report possible sur les cinq années suivantes de la déduction en cas de dépassement du seuil.

Vous trouverez au verso de ce bulletin un tableau récapitulatif des réductions fiscales possibles dans le cadre de votre don à la Fondation pour l'innovation politique.

À renvoyer à :

Fondation pour  
l'innovation politique  
11, rue de Grenelle  
75007 Paris

Contact :

Anne Flambert  
Responsable  
administratif  
et financier  
01 47 53 67 09

## Exemples de soutiens aux actions de la Fondation pour l'innovation politique et calcul de la contribution réelle après déduction fiscale (IS/IR/ISF)

Exemples de contribution annuelle	Contribution réelle après déduction de 60 % au titre de l'impôt sur les sociétés	Contribution réelle après déduction de 66 % au titre de l'impôt sur le revenu	Contribution réelle après déduction de 75 % au titre de l'impôt sur la fortune immobilière
100 €	40 €	34 €	25 €
500 €	200 €	170 €	125 €
1 000 €	400 €	340 €	250 €
5 000 €	2 000 €	1 700 €	1 250 €
10 000 €	4 000 €	3 400 €	2 500 €
50 000 €	20 000 €	17 000 €	12 500 €

### À renvoyer à :

Fondation pour  
l'innovation politique  
11, rue de Grenelle  
75007 Paris

### Contact :

Anne Flambert  
Responsable  
administratif  
et financier  
01 47 53 67 09

Merci de noter ci-dessous vos coordonnées pour nous permettre d'établir votre reçu fiscal :

Organisme ou particulier

Nom	Prénom	
Nom de l'organisme		
N°	Rue	
Code postal		Ville
Pays		
Téléphone		
Courriel		

Date Signature



Depuis 2017, la France a vu s'enchaîner une série de crises d'intensités différentes, depuis les oppositions aux réformes ou le mouvement des Gilets jaunes jusqu'à la plus récente, la pandémie de Covid-19. La Fondation pour l'innovation politique souhaite contribuer à comprendre comment ces différentes crises risquent de peser sur l'élection présidentielle de 2022, rendez-vous politique majeur des Français mais aussi scrutin aux conséquences européennes.

Nous présentons ici les résultats de la vague 4 de notre indicateur de la protestation électorale, lancé en septembre 2019 dans la perspective de la prochaine élection présidentielle. Cette vague 4 a été administrée du 6 au 12 avril 2021. Le contexte de l'enquête reste marqué par la pandémie, avec un couvre-feu instauré à partir du 3 mars 2021, puis un confinement à partir du 3 avril. Cependant, la stratégie vaccinale lancée durant cette période constitue une donnée nouvelle majeure, semblant offrir une perspective de fin de crise.

Parmi les nombreux enseignements que l'on tire des résultats de cette vague 4, on peut notamment citer : la disponibilité à la protestation électorale des classes moyennes et des classes populaires ; la poursuite et l'affirmation de la droitisation de l'opinion, notamment chez les plus jeunes ; une contestation de la représentation médiatique (61 % des personnes interrogées estiment que les médias parlent de sujets qui ne les concernent pas) qui vient compléter la crise de la représentation politique déjà connue ; la mise au jour d'un lien entre la disponibilité à la protestation électorale et les chaînes d'information en continu, les électeurs proches du RN ou de LR étant plus nombreux à s'informer *via* ces chaînes, même s'il n'est pas possible de réduire leur auditoire à un monde de droite ; le constat que, pour une majorité des personnes interrogées, les partis d'opposition, de droite ou de gauche, n'auraient pas fait mieux s'ils avaient eu à gérer la pandémie ; un attachement à l'Europe qui n'a pas été altéré par la crise sanitaire ; ou encore l'opinion largement très favorable des Français à un mouvement de décentralisation.

L'indicateur de la protestation électorale a été conçu par la Fondation pour l'innovation politique. L'enquête a été administrée par l'institut OpinionWay. Pour chaque vague, le questionnaire est administré auprès d'un échantillon de plus de 3 000 personnes inscrites sur les listes électorales.

Les résultats de la vague 1 ont donné lieu à une première publication en octobre 2019. Les résultats des vagues 2 et 3 ont fait l'objet d'une seule publication en raison des contraintes liées au confinement (octobre 2020). Voici à présent les résultats de la vague 4. Tous les résultats de l'enquête sont en libre accès sur notre site [fondapol.org](https://fondapol.org) ainsi que les données sur [data.fondapol.org](https://data.fondapol.org).



[fondapol.org](https://fondapol.org)



ISBN : 978-2-36408-257-1

8€